

Relations

75 ANS POUR UNE
SOCIÉTÉ JUSTE

NUMÉRO 784 JUIN 2016

LA PUISSANCE DE LA CRÉATION

AVEC JOSÉ ACQUELIN CATHERINE CARON DENISE COUTURE
HÉLÈNE DORION BERNARD ÉMOND ANNE FORTIN ISABEL HECK
SUZANNE JACOB NATASHA KANAPÉ FONTAINE DIANE LAMOUREUX
POL PELLETIER VIRGINIA PÉSÉMAPÉO BORDELEAU JEAN PICHETTE

7,00 \$



Relations

NUMÉRO 784 MAI-JUIN 2016

Fondée en 1941

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, un centre d'analyse sociale progressiste fondé et soutenu par les Jésuites du Québec. Depuis 75 ans, *Relations* œuvre à la promotion d'une société juste et solidaire en prenant parti pour les exclus et les plus démunis. Libre et indépendante, elle pose un regard critique sur les enjeux sociaux, économiques, politiques et religieux de notre époque.



10

- 5 ÉDITORIAL**
LE SENS DE L'EXISTENCE DE LA NATION Jean-Claude Ravet
- ACTUALITÉS**
- 6** L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE À TOUT PRIX Eve-Lyne Couturier
- 7** FRANCISATION : UNE NÉGLIGENCE COUPABLE Jean Ferretti
- 8** RÉFORME CONSTITUTIONNELLE AVORTÉE EN FRANCE Samir Saul
- 10** VERS LE FSM 2016 À MONTRÉAL Roger Rashi
- 12 DÉBAT**
QUEL AVENIR POUR LE BLOC QUÉBÉCOIS ?
Claudette Carbonneau et Marc Chevrier
- 34 AILLEURS**
BOLIVIE : LES PARADOXES DU GOUVERNEMENT MORALES
Eve B. Araoz
- 36 REGARD**
UN TOURNANT MAJEUR À LA FFQ
Denise Couture
- 40 SUR LES PAS D'IGNACE**
LA LONGUE HISTOIRE D'EXPLOITATION DES DOMINICAINS
D'ORIGINE HAÏTIENNE
Ambroise Gabriel, s.j.
- 42 CHRONIQUE POÉTIQUE** de Natasha Kanapé Fontaine
JE SUIS LA SIRÈNE AUX GRANDS BOIS
- 44 QUESTIONS DE SENS**
RECUEILLIR LE MONDE Hélène Dorion
- RECENSIONS**
- 45** LIVRES
- 49** DOCUMENTAIRE
- 50 LE CARNET** de Bernard Émond
CE QUI EST COMMUN



49

DIRECTRICE
Élisabeth Garant

RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Claude Ravet

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Catherine Caron

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Emiliano Arpin-Simonetti


DIRECTION ARTISTIQUE
Mathilde Hébert

ILLUSTRATIONS
Fanny Aishaa, Jacques Goldstyn

RÉVISION/CORRECTION
Éric Massé

COMITÉ DE RÉDACTION
Gilles Bibeau, Mélanie Chabot,
Eve-Lyne Couturier, Jonathan
Durand Folco, Claire Doran,
Céline Dubé, Guy Dufresne,
Lorraine Guay, Mouloud Idir,
Agustí Nicolau, Rolande Pinard,
Louis Rousseau, Michaël Séguin

COLLABORATEURS
Gregory Baum, André Beauchamp,
Jean-Marc Biron, Dominique
Boisvert, Marc Chabot, Guy Côté,
Amélie Descheneau-Guay, Hélène
Dorion, Bernard Émond, Natasha
Kanapé Fontaine, Marco Veilleux

IMPRESSION HLN
 sur du papier recyclé
contenant 100 % de fibres
post-consommation.

DISTRIBUTION
LMPI / HDS Canada

Relations est membre de la SODEP.
Ses articles sont répertoriés dans
Érudit, *Repère*, *EBSCO* et dans *l'Index
de périodiques canadiens*.

SERVICE D'ABONNEMENT
SODEP (Revue *Relations*)
C.P. 160, succ. Place d'Armes
Montréal (Québec) H2Y 3E9
514-397-8670
abonnement@sodep.qc.ca

ABONNEMENT EN LIGNE
www.revuerelements.qc.ca

TPS: R119003952
TVQ: 1006003784

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales
du Québec: ISSN 0034-3781
Version numérique: ISSN 1929-3097
ISBN PDF: 978-2-924346-20-4

Nous reconnaissons l'appui financier du
gouvernement du Canada par l'entremise
du Fonds du Canada pour les périodiques
qui relève de Patrimoine canadien.

Canada

BUREAUX
25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6
tél.: 514-387-2541, poste 279
relations@cjf.qc.ca
www.revuerelements.qc.ca

75 ANS POUR UNE
SOCIÉTÉ JUSTE



Pierre Pratt, *À propos du carré 1*, 2006.

DOSSIER

- 15 LA PUISSANCE DE LA CRÉATION**
Emiliano Arpin-Simonetti
- 17 LA BLESSURE, FONDEMENT DE LA CRÉATION**
Entrevue avec Pol Pelletier, réalisée par Jean-Claude Ravet
- 20 D'ÂME ET DE MÉMOIRE**
Catherine Caron
- 21 LE SON DE VOIR (POÉSIE-FICTION)**
José Acquelin
- 23 LE DÉNOUEMENT DE BÉTELGEUSE**
Suzanne Jacob
- 25 L'ANIMAL ET L'INSPIRATION**
Virginia Pésémapéo Bordeleau
- 26 FAIRE PLACE À L'AVENIR**
Diane Lamoureux
- 28 Parole d'excluEs : CRÉER DE L'INCLUSION SOCIALE**
Isabel Heck
- 30 L'ACTE CRÉATEUR DE DIEU COMME RELATION D'AMOUR**
Anne Fortin
- 32 75° DE RELATIONS**
L'INUTILE, FERMENT D'HISTOIRE
Jean Pichette



25



30

ARTISTES INVITÉS

Depuis l'année 2000, les artistes occupent une place centrale dans *Relations*, ouvrant des fenêtres sur le monde alors que l'air du temps nous enferme dans la fatalité. En donnant à voir des pans de la réalité que l'analyse sociale ne permet pas toujours de saisir, ils contribuent à la mission éthique de la revue, celle d'humaniser le monde. Ce numéro, comme les deux autres qui forment la trilogie soulignant le 75^e anniversaire de *Relations*, met à l'honneur des artistes qui ont illustré nos pages ces 15 dernières années, dont Laurence Cardinal, Christine Chartrand, David Lafrance, Jean-Pierre Perreault, Virginia Pésémapéo Bordeleau, Pierre Pratt, Alain Reno, Louise-Andrée Roberge, Mana Rouholamini, Jean-Pierre Sauvé et Pol Turgeon.

CONCOURS D'ÉCRITURE ÉTUDIANT

JEUNES VOIX ENGAGÉES

Félicitations aux trois lauréats

Hugo Bonin, étudiant en science politique
à l'UQAM et à l'Université Paris 8 ;

Emanuel Guay, étudiant en sociologie
à l'Université Laval ;

Marie-Laurence Rancourt, étudiante
en sociologie à l'Université Laval.

Relations

75 ANS

POUR UNE SOCIÉTÉ JUSTE



Ils remportent chacun
une bourse de 500 \$
et seront publiés dans nos numéros
d'août, d'octobre et de décembre 2016 !

Merci et bravo également
à la soixantaine de participantes
et de participants du concours !

LE SENS DE L'EXISTENCE DE LA NATION

Dans une lettre publique (« Une nouvelle route à défricher », *Le Devoir*, 23 avril 2016), Pierre Karl Péladeau – peu avant sa récente démission comme chef du Parti québécois (PQ) – tendait la main aux autres formations politiques et mouvements citoyens indépendantistes. Il les invitait tous à converger en vue de briser le monopole du pouvoir promis aux libéraux en raison du fractionnement des votes et du système électoral actuel. Cette lettre bien intentionnée, cosignée par la députée Véronique Hivon, doit certes être lue de manière critique, car le PQ s'est trop souvent servi de l'indépendance pour se contenter, une fois au pouvoir, de pratiquer une simple gouvernance de centre-droite, pour ne pas dire carrément de droite.

Toutefois, dans cet appel à la convergence, il faut souligner une auto-critique méritoire : « Terminé l'appel aux "brebis égarées", c'est toute notre approche que nous avons repensée et réinventée, plus que jamais convaincus que cette diversité au sein du mouvement indépendantiste ne constitue pas une faiblesse, mais une véritable force, une étincelle capable de donner un souffle renouvelé à notre grand projet. »

Or, reconnaître que le PQ « n'a pas le monopole de la souveraineté » devrait orienter les efforts vers la mise en œuvre d'une plateforme indépendantiste pluri-partisane et citoyenne visant à définir un programme à ce « grand projet » qui soit à la hauteur des enjeux de société soulevés par les profondes crises – politique, économique et écologique – que nous subissons. Celles-ci sont en effet l'occasion – le « signe des temps » (*kairos*), diraient les évangiles – d'une interrogation sérieuse sur le sens du projet national. Voulons-nous continuer, en tant que nation, d'être objet passif de l'histoire, manipulés par le courant dominant nous entraînant dans la fuite en avant de la globalisation capitaliste ? Devenir de véritables acteurs de l'histoire n'exige-t-il pas, de manière urgente, de mobiliser les forces citoyennes et démocratiques créatrices ? Nous ne pouvons plus simplement nous rabattre sur le passé – et encore moins sur le présent – comme garants de l'avenir, sauf à vouloir être aplatis par le bulldozer de la globalisation. Face à des forces qui cherchent à tout prix à nous réduire en une masse d'indifférents et d'insignifiants – un vaste troupeau d'individus seulement occupés à survivre, produire et consommer, comme si rien d'autre n'importait –, nous devons mettre au centre de nos préoccupations le sens même de l'existence nationale.

J'inscris cette réflexion sous l'horizon d'un écrit du philosophe Karel Kosik, publié durant le Printemps de Prague, en 1968, avant l'occupation soviétique, dans l'hebdomadaire de l'Union des écrivains tchécoslovaques *Literarny Listy*. « L'exis-

tence, la survie en elle-même, ne peuvent pas fournir à la nation un programme, ni la fonder en signification. Là où le simple fait d'exister devient tout, la nation se trouve réduite à rien – c'est-à-dire à une survie d'unité biologique, de créature née des hasards de l'histoire. Mais ce qui est réellement en jeu c'est le sens de cette existence. [...] L'existence d'une nation se conçoit comme un programme, une tâche se renouvelant sans cesse » (« Notre crise actuelle » dans A.-J. Liehm [dir.], *Socialisme à visage humain*, éd. Albatros, Paris, 1977, p. 50).

La fondation politique – jusqu'à maintenant ajournée – de la nation québécoise me semble une réponse collective en résonance avec notre époque. Une réponse qui doit tourner le dos à l'embourgeoisement consumériste qui a servi à ratatiner l'être humain en consommateur et en client, oubliant qu'il est habité par le souci du commun. Une réponse « radicale » en ce qu'elle touche à la « racine » de la crise politique, économique et écologique actuelle en cherchant à arracher le pouvoir des mains d'une oligarchie financière et technocratique qui n'a de cesse de transformer le monde en réservoir de sa richesse et de mettre la société au service des sociétés cotées en bourse.

Le slogan du Parti libéral du Québec, « S'occuper des vraies affaires », en est l'expression locale, carburant à la dépolitisation, à la financiarisation de l'éco-

nomie et à la banalisation de la crise écologique comme si celle-ci n'était, justement, qu'une occasion d'affaires.

Ainsi, la crise actuelle nous confronte à l'urgence de reposer la question du sens de la nation. Cela exige de revisiter le modèle social et coopératif québécois en l'orientant résolument dans le sens d'un modèle de développement et de production écologique et solidaire assurant une protection institutionnelle des biens communs. Cela ne peut que passer par l'institutionnalisation d'une démocratie participative qui mobilise les forces vives de la société à travers des forums citoyens et, en particulier, une assemblée constituante en vue de fonder la nation sur des bases démocratiques solides.

Si c'est cela que le PQ appelle de ses vœux, tendre la main ne suffit pas. Il faut rejoindre la base et converger vers un vaste mouvement dont les Organisations unies pour l'indépendance (OUI Québec) sont un germe prometteur. Les élections de 2018 venues, la proposition d'Amir Khadir (*Presse-toi à gauche*, 19 avril 2016) me semble une piste à privilégier : des « primaires sociales » où les forces du mouvement détermineraient le candidat indépendantiste dans leur comté, derrière lequel se rallieraient les partis indépendantistes.

Jean-Claude Ravet



Alain Reno, *Un Québec pensif*, 2015.
Artiste invité du n° 770 (février 2014)

L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE À TOUT PRIX

Sans surprise, le dernier budget du Québec s'inscrit toujours dans une conception néolibérale de l'État.

Eve-Lyne Couturier

L'auteure est chercheuse à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS)

On se souviendra longtemps du 17 mars 2016. Alors que le troisième budget du gouvernement Couillard était déposé, Nathalie Normandeau (et six autres personnes), suspectée de financement politique illégal, se faisait arrêter par l'Unité permanente anticorruption. Les journalistes politiques ne savaient plus vers quelle nouvelle se tourner: devait-on parler d'équilibre budgétaire ou de corruption? Finalement, on a un peu oublié le budget qui, de toute manière, était peu spectaculaire. Le scandale politique, ça fait vendre plus de copies...

Alors, que trouvait-on derrière les chiffres du ministre des Finances, Carlos Leitão? D'abord, si le budget s'équilibre

sans présenter de surplus, c'est parce qu'on a versé deux milliards de dollars dans le Fonds des générations. La Caisse de dépôt et placement du Québec les investit sur les marchés financiers dans l'espoir d'aider le gouvernement à payer la dette (et tant pis pour les besoins pressants dans les services publics). Cela dit, plusieurs investissements ont quand même été annoncés. Cependant, ceux-ci ne se trouvent ni en santé, ni dans les services sociaux, ni dans la fonction publique, secteurs qui ont tous connu d'importantes compressions ces dernières années, mais plutôt pour soutenir le Plan Nord (450M\$), la foresterie (230 M\$) et l'industrie aérospatiale (70M\$). On nous annonce toutefois un certain changement de cap en éducation, dont le budget a progressé de 3% au lieu de 0,6% l'an dernier. Rappelons quand même que les deux tiers de cette augmentation sont composés de vieilles annonces comprenant entre autres les augmentations salariales accordées lors des négociations du secteur public. Bref, c'est peu d'argent, surtout lorsque l'on considère les efforts exigés des écoles pour atteindre des objectifs non pas éducatifs, mais bien strictement budgétaires.

En santé, bien que la hausse de cette année (2,4%) soit plus importante que l'inflation, les montants alloués ne seront pas suffisants pour couvrir les coûts de programmes. De ce côté aussi il faut prendre en considération les augmentations salariales accordées aux employés du réseau et celles – scandaleuses – des médecins. Ajoutons à cela que les médicaments et les traitements coûtent de plus en plus cher et on voit bien qu'il manque d'importantes sommes d'argent pour répondre aux besoins.

N'eût été du budget fédéral, présenté quelques jours après celui du Québec, on aurait peut-être cru que tout cela était dans l'ordre des choses de l'ère néolibérale où, par ailleurs, le gouvernement se prive volontairement d'importants revenus fis-



Des militants de la Coalition Main rouge ont donné un air de paradis fiscal à Revenu Québec, le 31 mars 2016, pour dénoncer la complaisance du gouvernement Couillard face à l'évasion fiscale des plus riches. Photo: Michèle Delsemme.

caux. Bill Morneau, le ministre des Finances du gouvernement fédéral libéral, a en effet choisi une direction différente: davantage de dépenses publiques au prix d'un déficit plus élevé. Alors que les agences de notation ne réagissent pas négativement à cette annonce, n'est-il pas légitime de remettre en question la stratégie du gouvernement du Québec? Austérité ou rigueur, celui-ci aimerait nous faire croire que c'est désormais chose du passé, qu'est arrivé le temps de la prospérité. Pas de déficit, des surplus à venir... Certes. Mais à quel prix?

Derrière les sourires optimistes du ministre des Finances se cache, comme on le sait, une conception néolibérale de l'État selon laquelle le développement économique et social passe d'abord par l'investissement privé. L'objectif: réduire les missions sociales de l'État, «stimuler l'économie» (par l'entreprise privée, il va sans dire) et réduire les impôts. L'idée est de nous convaincre que l'argent «écono-

CONTRE

Les paradis fiscaux

Alors que les révélations des *Panama papers* indignent une part croissante de la population mondiale, Oxfam-Québec, en collaboration avec la coalition Échec aux paradis fiscaux, Alain Deneault et les éditions Éco-société, lance une grande campagne de mobilisation. Les organismes, les entreprises et les personnalités publiques sont invités à appuyer la déclaration *Mettons fin à l'ère des paradis fiscaux*, et le grand public à signer une pétition et à participer à une consultation citoyenne en ligne. À travers le site «À la recherche des milliards perdus», la population peut ainsi s'exprimer sur les façons dont l'argent caché dans les paradis fiscaux pourrait être investi pour réduire la pauvreté et les inégalités. Renseignements: <milliardspendus.com>.

misé» en impôt sera suffisant pour pouvoir se payer individuellement les services qui auront été coupés. Malheureusement, ce qu'on perd en universalité est bien plus important que ce qu'on gagne en argent dans nos poches. On place ainsi l'État en situation permanente de restriction, limitant du même coup sa capacité de répondre aux besoins et aux attentes de la population. C'est pourtant à travers la mutualisation, le partage collectif des risques et du financement qu'une collectivité atteint les meilleurs résultats.

Malheureusement, le gouvernement libéral ne semble pas intéressé par cette voie. Notre premier ministre, Philippe Couillard, semble se prendre pour le pdg de l'entreprise «Gouvernement du Québec inc.» plutôt que pour un chef d'État au service de la population et du bien commun. Espérons que les scandales de corruption qui s'accumulent concernant l'équipe libérale –et qui témoignent, entre autres, de l'affaiblissement du secteur public– permettront de rappeler l'importance du politique dans l'établissement et le renforcement des institutions qui garantissent le vivre-ensemble. ©

FRANÇISATION: UNE NÉGLIGENCE COUPABLE

Depuis 2008, l'inaction gouvernementale en matière de francisation des immigrants fragilise la position du français comme langue commune.

Jean Ferretti

L'auteur, chargé de projet à l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC), a réalisé l'étude *Le Québec rate sa cible. Les efforts du Québec en matière de francisation et d'intégration des immigrants: un portrait* (2016)

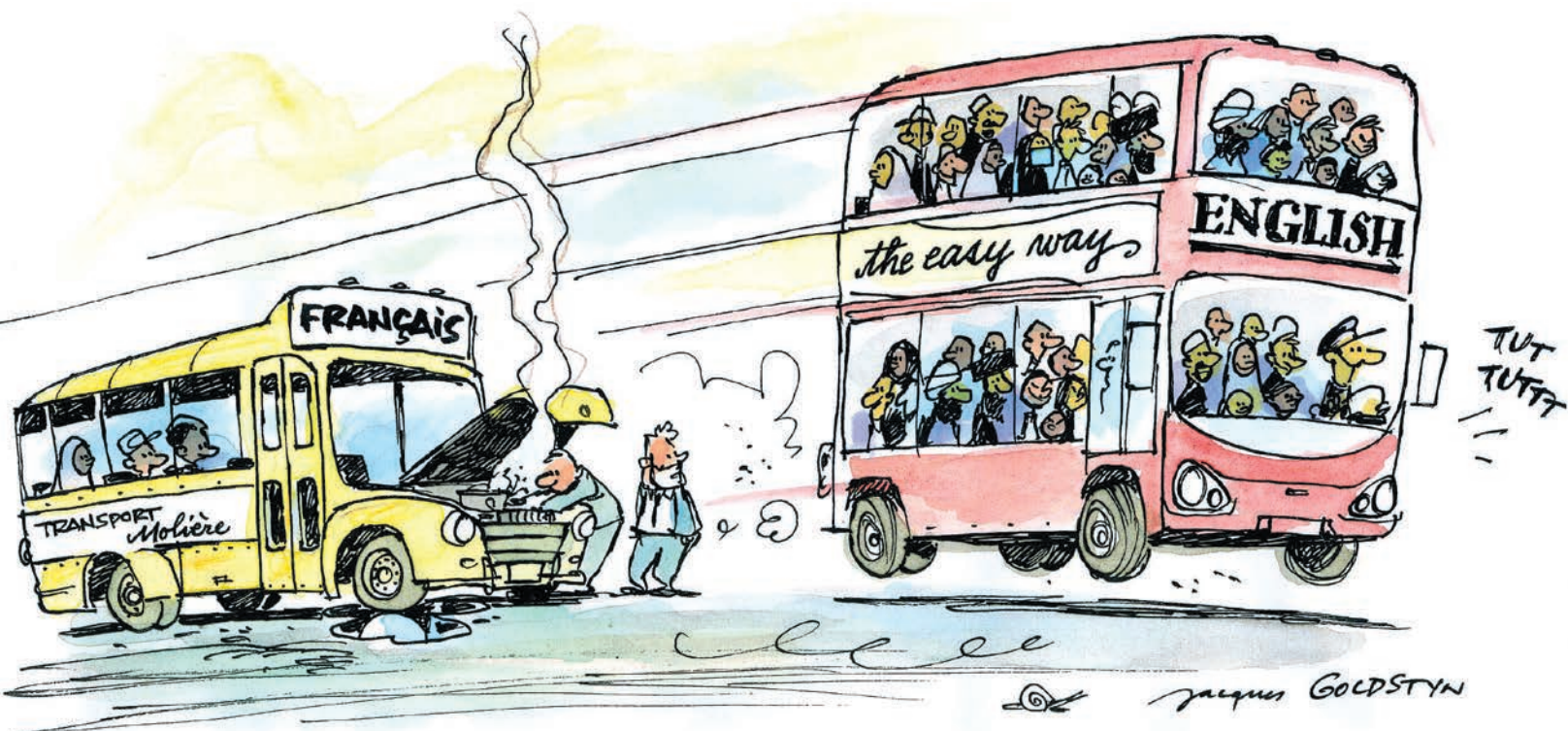
Immigrer n'est pas une expérience aisée. Ce l'est d'autant moins lorsqu'on ne connaît pas la langue du pays dans lequel on s'installe, ce qui est le cas de 40% des 50000 immigrants qu'accueille le Québec annuellement. Les impératifs du quotidien, la recherche d'un emploi, les démarches d'installation sont autant d'explications des trop faibles taux de fréquentation des cours de français, auxquels seuls 40% des immigrants ne parlant pas fran-

çais se sont inscrits en 2014-2015 selon les plus récents chiffres du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI). Cette proportion s'élevait pourtant à 60% en 2008¹.

La responsabilité de la situation incombe moins aux individus qu'au gouvernement du Québec. Celui-ci n'a pas fourni les efforts à la hauteur du double défi que pose la francisation des immigrants: d'une part, donner aux nouveaux arrivants les outils nécessaires pour s'intégrer à la société québécoise, participer aux débats publics et jouir pleinement du statut de citoyen et, d'autre part, préserver le caractère français du Québec en Amérique du Nord.

Le gouvernement du Québec tend de plus en plus à dissocier la mission d'insertion en emploi et celle de l'intégration linguistique. Il devrait au contraire soutenir davantage la francisation en entreprise. En effet, celle-ci ne concerne que quelque 2000 travailleurs annuellement. Le désengagement du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) est éloquent: des 9,2 millions de dollars (11% de son budget) qu'il consacrait à la francisation en 2008-2009, il ne restait plus que 6,6M\$ (7,7%) en 2014-2015.

Certaines mesures prises par le MIDI témoignent aussi de la négligence du



Jacques Goldstyn. Artiste invité du n° 779 (août 2015)

CONTRATS INFORMATIQUES
Commission exigée

Alors que les liens entre l'octroi des contrats publics dans le domaine de la construction et le financement illégal des partis politiques continuent de défrayer la manchette au Québec, une pétition cherche à attirer l'attention du public sur des problèmes similaires dans un autre secteur : les contrats gouvernementaux en informatique. Depuis 2010, plusieurs médias signalent des dépassements de coûts chiffrés en milliards de dollars dans ce domaine. La pétition, lancée par l'équipe du journal en ligne *Crypto.Québec*, réclame la tenue d'une commission d'enquête publique sur le sujet, revendication portée par plusieurs organismes depuis janvier 2015. La date limite pour signer est le 22 mai. Voir : <crypto.quebec/petition-assnat/>.

gouvernement en la matière. Il est regrettable que ce dernier oriente désormais les immigrants vers les formations à temps partiel plutôt qu'à temps complet. Des cours à temps complet spécialisés en communication orale et en expression écrite – qui connaissent pourtant un franc succès chez les immigrants – ont en effet été convertis en cours à temps partiel. Le gouvernement a également supprimé, en 2012, les entrées en continu dans les classes de francisation. Désormais, les nouveaux arrivants ne peuvent plus être admis après une période de 7 jours suivant le début du cours à temps partiel de 11 semaines. Ils doivent attendre le début d'une autre cohorte, ce qui peut prendre trois mois et parfois davantage. De quoi décourager les nouveaux arrivants, qui sont plus enclins à

s'inscrire dès les premiers moments suivant leur arrivée au Québec.

Par ailleurs, le gouvernement n'a pas mené d'évaluation rigoureuse des programmes de francisation. Pourtant, depuis 2008, il dispose de nouveaux outils permettant de faire un meilleur suivi du parcours des immigrants dans le réseau, dont l'Échelle québécoise des niveaux de compétences en français des personnes immigrantes adultes, et un numéro unique associé à chaque immigrant, qui permet dorénavant de mieux comptabiliser les inscrits et de suivre leur parcours de francisation. Ainsi, on ignore entre autres l'effet des cours sur les pratiques linguistiques des immigrants. Certaines données indiquent toutefois que des lacunes importantes persistent même après la fin du processus de francisation. Le quart des immigrants ayant suivi tout le parcours des cours de francisation considèrent en effet qu'ils ne maîtrisent pas le français à l'oral, proportion qui monte à la moitié pour le français écrit.

Enfin, il ne suffit pas d'enseigner le français aux nouveaux arrivants, il faut aussi s'assurer que l'environnement dans lequel ils évoluent favorise l'usage du français. Or, le gouvernement du Québec a fermé les yeux ces dernières années sur sa propre bilinguisation institutionnelle et sur l'anglicisation progressive du visage de Montréal. Il devrait pourtant assumer pleinement l'esprit à l'origine de la loi 101 et veiller à ce que le français soit vraiment la langue commune, notamment en milieu de travail.

Le manque de volontarisme du gouvernement québécois en matière de franci-

sation des immigrants relève de la négligence. Il doit prendre dès maintenant la pleine mesure de l'enjeu pour assurer l'avenir du français au Québec. ©

1. Voir Robert Dutrisac, « Les cours de français boudés par les immigrants », *Le Devoir*, 26 janvier 2016.

**RÉFORME
CONSTITUTIONNELLE AVORTÉE
EN FRANCE**

Le projet du gouvernement Hollande d'inscrire l'état d'urgence et la déchéance de nationalité dans la Constitution française a échoué, heureusement.

Samir Saul

L'auteur est professeur d'histoire à l'Université de Montréal

Dans la foulée des attentats du 13 novembre 2015 et de l'instauration de l'état d'urgence en France, le président François Hollande a réuni l'Assemblée nationale et le Sénat en congrès extraordinaire à Versailles, le 16 novembre, pour une démonstration solennelle d'unité nationale. Se posant en chef de guerre, il proposa de modifier la Constitution pour y inscrire le régime de l'état d'urgence et la déchéance



Le déficit d'entretien est de **1 200 000 000 \$** à la CSDM.

L'école Baril est fermée depuis 5 ans.

L'école Saint-Gérard est fermée depuis 5 ans.

L'école Hochelaga est fermée depuis 4 ans.

L'école Saint-Nom-de-Jésus est fermée depuis 4 ans.

L'école Sainte-Lucie est fermée depuis 2 ans.

L'école Sainte-Bibiane est fermée depuis 2 ans.

L'école Sainte-Catherine-de-Sienne est fermée depuis 1 an.

Ça va prendre plus de 200 millions \$ pour rénover les écoles de la CSDM.

— ALLIANCE
DES PROFESSEURES
ET PROFESSEURS
DE MONTRÉAL —





Photo tirée de l'animation d'ouverture du *Journal des bonnes nouvelles*

Les bonnes nouvelles des Souverains anonymes

La vie en milieu carcéral est une réalité qu'on observe souvent d'un œil aussi désespéré que fasciné. Mais rares sont ceux qui œuvrent à bâtir des ponts entre les personnes détenues et la société de manière aussi inspirante que le fait Mohamed Lotfi à la prison de Bordeaux, à Montréal, avec ceux qu'il a baptisés les Souverains anonymes. Pendant 23 ans, leur émission radiophonique éponyme a créé un espace inédit d'expression et d'échange pour des détenus qui purgent des peines ne dépassant pas deux ans et les nombreux artistes et personnalités publiques qui sont allés à leur rencontre. Le *Journal des bonnes nouvelles*, lancé en février dernier, est leur nouvelle initiative.

Dans ce bulletin vidéo diffusé sur Internet, les détenus nous annoncent leurs projets et leurs rêves, images à l'appui. Plusieurs portent une quête de justice sociale liée à leurs racines, rêvant par exemple de la

libération de la Palestine ou encore de l'élection d'un président paysan en Haïti. Des artistes comme Sylvie Moreau, Schelby Jean-Baptiste et Kattam jouent les présentateurs.

La personne incarcérée, qui assume la responsabilité de ses gestes, a une vie dedans et après la prison ; ce n'est pas en niant leur humanité aux détenus qu'on créera un avenir meilleur pour eux comme pour la société. Mohamed Lotfi le réaffirme avec conviction en renouvelant son pari : miser sur le pouvoir transformateur de la créativité et de l'expression, qui peut parfois conduire « À la découverte d'un trésor caché » (lire l'entrevue qu'il nous accordait dans notre n° 766, août 2013).

Pour visionner le *Journal des bonnes nouvelles*, visitez la page Facebook des Souverains anonymes et la chaîne YouTube de Mohamed Lotfi.

de la nationalité française pour les coupables de terrorisme. Ainsi faisait-il siennes des idées émanant de l'extrême-droite, celles-là mêmes qu'il rejetait auparavant.

Proclamé six fois en France depuis 1955, au début de la guerre d'Algérie, l'état d'urgence accorde des pouvoirs étendus aux autorités et restreint les libertés publiques. Il permet au ministre de l'Intérieur, entre autres, de réaliser des perquisitions administratives et de prononcer des assignations à résidence, sans mandat judiciaire. Il autorise la dissolution d'associations et de regroupements. Les préfets peuvent interdire la circulation des personnes et des véhicules, instituer des zones de protection où le séjour est réglementé et interdire de séjour des personnes. Les contrôles aux frontières sont rétablis. Ainsi, depuis les attentats, six millions de personnes ont été contrôlées et 10 000 individus empêchés d'entrer sur le territoire. Il y aurait eu 3 000 perquisitions.

Si l'état d'urgence peut contribuer à neutraliser certaines menaces, l'effet dissuasif de la déchéance de nationalité, voire de la seule privation de droits civiques, paraît douteux : en effet, le kamikaze qui envisage de passer à un autre

monde ne se soucie guère de son statut dans celui-ci.

Pourquoi consigner des mesures d'urgence dans la Constitution quand leur mise en œuvre est possible par des voies légales ordinaires ? La portée pratique se discerne mal, puisque le Conseil constitutionnel avait déjà validé la légalité constitutionnelle de l'état d'urgence. Prorogé deux fois, celui-ci est en vigueur jusqu'au 26 mai et sera vraisemblablement prolongé jusqu'à la fin juillet. Quant à la déchéance de nationalité, l'article 25 du Code civil permet de la prononcer par décret, pris après avis conforme du Conseil d'État, pour les personnes ayant acquis la qualité de Français, à condition de ne pas les rendre apatrides, ce qui serait contraire à la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, donc au droit international.

Alors, réflexes sécuritaires ? Postures martiales ? Exploitation de la peur pour enraciner des mesures liberticides ? Tentative de piéger l'opposition parlementaire ? Récupération politicienne à des fins de renflouement d'un navire gouvernemental prenant l'eau de toutes parts – comme en témoignent les débâcles aux élections municipales, européennes, départemen-

tales et régionales – en vue des présidentielles et législatives de 2017 ? Quelles qu'en soient les raisons, le 30 novembre dernier, 58 personnalités dénonçaient « la mise sous tutelle sécuritaire de la population entière » et appelaient à manifes-

Carrés rouges dans l'Hexagone

La réforme du *Code du travail* soulève une vague de protestation importante en France depuis le mois de mars dernier. La loi El Khomri – du nom de la ministre du Travail – permettrait notamment de faciliter les licenciements et d'abaisser les conditions de travail. En guise de réponse, le mouvement Nuit debout a entre autres vu le jour. Inspiré par le mouvement des Indignés espagnols, il rassemble des centaines de citoyens qui occupent le soir et la nuit la place de la République, à Paris. D'autres villes ont emboîté le pas. À l'initiative d'étudiants de l'Université Paris 8, les protestataires ont aussi adopté le carré rouge comme symbole de leur lutte, en l'adaptant légèrement : de forme rectangulaire, il évoque le *Code du travail*, un livre rouge de la même forme.

ter malgré l'interdiction. Au sein de la majorité présidentielle, le malaise s'est aussi fait sentir devant des mesures manifestement contraires aux traditions républicaines. Des souvenirs de Vichy sont remontés à la surface. Le 27 janvier, Christiane Taubira, la Garde des Sceaux qui devait piloter le dossier, a démissionné.

Au Parlement s'est déroulée une autre joute. La question de la constitutionnalisation de l'état d'urgence n'a troublé ni l'Assemblée nationale, ni le Sénat; les deux l'ont appuyée massivement. C'est sur l'écueil de la déchéance de nationalité que la révision constitutionnelle s'est brisée. Jusque-là, seuls les binationaux ayant acquis la nationalité française par naturalisation ou mariage pouvaient subir cette sanction. Hollande voulait élargir la déchéance aux binationaux nés en France. Pour l'Assemblée nationale, cette extension était discriminatoire car créant deux classes de Français: les binationaux et les autres. Le 10 février, elle a donc voté la «déchéance pour tous», ce qui aurait nécessairement créé des apatrides. Le Sénat, où l'opposition est majoritaire et où les partisans de Nicolas Sarkozy et de François Fillon se concurrencent, s'en est saisi et, le 22 mars, refusa l'apatridie. Le résultat laisse songeur: par esprit égalitaire, la chambre basse a soumis les «mononationaux» à la déchéance; plus conservatrice, la chambre haute a fait preuve de sollicitude pour leurs libertés.

Comme une réforme de la Constitution doit être approuvée dans les mêmes termes par les deux chambres et qu'un

compromis était hors d'atteinte, Hollande a jeté l'éponge le 30 mars. Déclencher un référendum aurait été suicidaire pour un président impopulaire. Le feuilletton constitutionnel a donc abouti à un fiasco. À la manœuvre électorale gouvernementale a répondu la manœuvre politique de l'opposition. La vraie droite a coulé un projet de droite, adopté par une fausse gauche. L'état d'urgence, lui, est toujours en vigueur. ©

VERS LE FSM 2016 À MONTRÉAL

Le Forum social mondial est à un tournant, plaçant celui de Montréal face à plusieurs défis.

Roger Rashi

L'auteur est coordonnateur des campagnes à Alternatives

La tenue du Forum social mondial (FSM) 2016 à Montréal, du 9 au 14 août prochain, est un défi à plus d'un titre: premier FSM à se tenir dans un pays du Nord, il survient alors que le processus même du FSM est remis en question par plusieurs intervenants dans le mouvement altermondialiste.

Ayant constitué pendant plus d'une décennie le lieu privilégié de la convergence des mouvements s'opposant à la



mondialisation néolibérale, le FSM reste un événement emblématique de cette résistance et de la volonté de développer des projets alternatifs d'émancipation et de dépassement du capitalisme en crise. Toutefois, il peine aujourd'hui à refléter les contestations multiples qui ont émergé depuis 2011. Les révoltes du printemps arabe, les mobilisations des «Indignados» européens ou celles des carrés rouges au Québec le poussent à se réinventer. Et Montréal hérite de la double tâche d'aider à la refondation du processus tout en rendant ce rendez-vous pertinent – au sens politique – pour les organisations et les mouvements sociaux du pays hôte (Québec, Canada et Premières Nations).

La singularité du processus repose sur les multiples activités autogérées qui assurent la diversité et l'assise large des différentes éditions du Forum. Conformément à sa charte, le FSM ne peut faire des décla-



De Tokyo à Kinshasa, de Montréal à New Delhi, on se mobilise. Photos: FSM 2016

rations politiques ou proposer des campagnes précises; ce sont les groupes en son sein qui agissent en ce sens, notamment lors de l'assemblée des mouvements sociaux qui a lieu à la fin du FSM. Ce que plusieurs intervenants souhaitent voir comme évolution est le développement d'un cadre de concertation sectorielle sous la forme d'assemblées de convergence, en plus de l'assemblée des mouvements sociaux. Car c'est dans un tel cadre que les débats stratégiques et les campagnes de mobilisation sociale peuvent être dynamisés et, aussi, que le débat permanent entre l'autonomie des mouvements et les formes de représentation politique peut progresser.

À l'heure actuelle, pareil processus de convergence reste peu balisé et valorisé par les organisateurs. Cette frilosité face aux débats stratégiques et politiques (complémentaires aux activités d'analyse ou d'éducation concernant les enjeux ou les alternatives) doit être surmontée sous peine d'assister à la banalisation du FSM en une sorte de foire gigantesque des mouvements, sans conséquences pour ceux et celles qui se mobilisent sur le terrain.

Au Québec, après un début laborieux, la mobilisation se développe et a franchi un pas essentiel en février dernier avec la publication d'un appel à la mobilisation des mouvements sociaux et citoyens précisant le contexte politique de ce FSM 2016 et les enjeux pour les mouvements sociaux. Depuis, de multiples initiatives se précisent: un espace syndical est en voie d'organisation, un espace climat/environnement, un espace sur l'éducation, un forum des médias libres et, possiblement,

un forum parallèle regroupant des parlementaires et des élus de gauche. D'autres initiatives sont à prévoir concernant la jeunesse, les femmes, etc. Mais beaucoup reste à faire pour mobiliser les forces vives des mouvements sociaux du Québec.

Un effort soutenu est aussi nécessaire pour mobiliser les mouvements sociaux du Canada anglais et les réseaux militants des Premières Nations. Le succès du FSM 2016 se mesurera à sa capacité de les attirer à Montréal, sachant que tout mondiales soient-elles, les différentes éditions du Forum ont toujours reposé sur une majorité de participants du pays hôte. En outre, quelle sera l'accessibilité de l'événement pour des personnes provenant des pays du Sud? Aux frais de voyage et d'hébergement beaucoup plus substantiels que ceux encourus dans les forums précédents s'ajoute la question des visas exigés par le gouvernement canadien. Ce forum ne semblant avoir ni les moyens de se doter d'un vrai fonds de solidarité pour aider les gens du Sud (seul du sociofinancement est proposé), ni une forte capacité d'intervention auprès des autorités gouvernementales, une partie de la réponse devra venir des réseaux internationaux et de leur capacité à inviter des gens du Sud.

Une énorme pression pèse donc sur ce FSM à Montréal. Il ne pourra à lui seul répondre à tous ces défis, mais il réussira à faire progresser le mouvement altermondialiste s'il parvient à fournir un cadre pour que se tienne la discussion sur l'avenir du FSM et à asseoir le processus sur une mobilisation des réseaux locaux et internationaux. ☺

ARGENTINE

Quarante ans plus tard

Le 24 mars dernier, des dizaines de milliers de personnes se sont mobilisées partout en Argentine pour commémorer les 40 ans du coup d'État militaire de 1976. Celui-ci avait porté au pouvoir une junte qui a fait des dizaines de milliers de morts, dont quelque 30 000 disparus entre 1976 et 1983, et laissé une dette extérieure colossale que les Argentins paient toujours. Les commémorations se sont déroulées sur fond de vive contestation des politiques néolibérales et répressives adoptées par le gouvernement de Mauricio Macri, élu en décembre 2015, et ont revêtu un caractère symbolique important alors que le président des États-Unis, Barack Obama, était en visite officielle. Le Prix Nobel de la paix Adolfo Pérez Esquivel, emprisonné et torturé pendant la dernière dictature, a d'ailleurs adressé une lettre au président américain pour l'occasion, l'enjoignant entre autres de s'excuser pour le soutien direct apporté à l'époque par les États-Unis au régime militaire. Pour lire la lettre en français: <adolfoperezesquivel.org/?p=3866>.

RELATIONS

Prix Impératif français

Le 20 mars dernier, à l'occasion de la Journée internationale de la Francophonie, *Relations* a remporté le prix d'excellence Lyse-Daniels 2016, volet international, décerné par l'organisme Impératif français. Ce prix honore chaque année des personnes et des organismes qui se sont distingués pour leur contribution à la promotion et au rayonnement de la langue française et de la culture d'expression française. En cette année du 75^e anniversaire de *Relations*, ce prix vient souligner de très belle manière la constance de la revue à cet égard depuis plusieurs décennies, de même que sa contribution à la réflexion sur des enjeux de la scène internationale.

Fondé en 1991 pour défendre l'indépendance du Québec au sein du Parlement canadien, après l'échec de l'Accord du lac Meech, le Bloc québécois traverse aujourd'hui une crise existentielle. Vingt-cinq ans après sa création, quel avenir envisager pour ce parti souverainiste dont la présence à Ottawa ne devait être que temporaire ? Comment comprendre l'écroulement de ses appuis depuis 2011 ? Nos auteurs invités en débattent.

L'avenir du Bloc n'est pas joué, mais il y a urgence d'agir.

CLAUDETTE CARBONNEAU

L'auteure, ex-présidente de la CSN, est présidente des Organisations unies pour l'indépendance du Québec (OUI Québec)

La présence d'un parti souverainiste à Ottawa a longtemps divisé les indépendantistes et faisait déjà partie des débats à l'époque de René Lévesque, dans les années 1970-1980. À la faveur de l'échec de l'Accord du lac Meech, en 1990, la donne va toutefois changer radicalement : le Bloc québécois sera créé en 1991 et dominera la scène politique fédérale au Québec en se classant pendant six élections comme le parti préféré des Québécois (entre 1993 et 2011). C'est en soi tout un exploit pour un parti condamné à l'opposition !

En 2011, le vent tourne et la défaite est cuisante : le Bloc fait élire à peine 4 députés sur 75 au Québec. Dix seront élus en 2015, mais le pourcentage des votes engrangés connaît un creux historique. Qu'est-ce qui explique ces revers ? Surtout, y a-t-il un avenir pour le Bloc ?

Déboires des indépendantistes au Québec

Le Bloc est d'abord et avant tout victime d'une tendance lourde, qui émane de la scène québécoise elle-même. Entre 2003 et 2018, année de la prochaine élection québécoise, le Parti libéral du Québec aura gouverné pendant 13 ans et demi, tuant dans l'œuf tout espoir d'une consultation sur l'avenir du Québec. Dur contexte pour une formation politique fédérale pensée comme une équipe de défense efficace et

indispensable de la position indépendantiste à Ottawa advenant un référendum – rôle qu'elle a d'ailleurs joué en 1995. Or, non seulement la perspective d'une prise de pouvoir par une majorité d'indépendantistes à Québec semble-t-elle hors d'atteinte, mais l'offre politique d'un plan de match clair et crédible pour aller vers l'indépendance fait aussi cruellement défaut. Ce manque de cohérence au sein des partis indépendantistes a pesé lourd sur le Bloc en 2011 et en 2015.

L'élection québécoise de 2018 peut toutefois encore réserver des surprises. La question de l'indépendance est plus présente au Parti québécois ; elle reste le moteur chez Option nationale et les appels à converger se font sentir au sein de Québec solidaire, une formation souverainiste dont les trois élus proviennent de circonscriptions fortement indépendantistes. Une bonne nouvelle : l'appui à l'indépendance est plus important que la somme des résultats électoraux des partis indépendantistes, n'en déplaise aux fédéralistes !

Ce qui peut changer la donne, c'est la volonté de la société civile de prendre sa place dans le débat national et d'appeler à plus de convergence. C'est le pari des Organisations unies pour l'indépendance du Québec (OUI Québec, ancien Conseil de la souveraineté) qui ont mis en place une table de concertation avec les partis indépendantistes. Tous y participent et les activités publiques de convergence s'additionnent.

L'exemple catalan est inspirant. Là-bas, la société civile est devenue en peu de temps un rouage majeur de la montée de la ferveur indépendantiste et de la réponse convergente des partis politiques. Si tel était le cas chez nous, l'avenir du Bloc s'en trouverait transformé, du moins pour la prochaine élection. Comme présidente des OUI Québec, j'affirme que nous y travaillons fort.

Un nouveau contexte fédéral

Malgré les déboires des partis indépendantistes au Québec depuis 2003, le Bloc avait réussi à se maintenir. Des enjeux liés à la question nationale, comme le scandale des commandites, ont contribué à son succès. En outre, la présence de gouvernements minoritaires à Ottawa, la discipline et la rigueur du Bloc à cette époque, ont certainement permis de créer un rapport de force qui donnait du sens à ce parti nationaliste. De plus, le Bloc a su définir le rôle qu'il entendait jouer à Ottawa et justifier son existence : opposition constructive, défense inconditionnelle des institutions et des intérêts du Québec, dialogue avec le reste du Canada... Le tout assorti de cibles claires et bien en phase avec les humeurs des Québécois : déséquilibre fiscal, défense de l'industrie forestière, de l'assurance-emploi, etc.

L'exercice, toutefois, a vieilli, et le Canada a changé. Les années Harper ont déplacé le centre d'intérêt des questions constitutionnelles vers des débats sur l'axe gauche-droite. Surtout, comme on l'a vu dans le dossier du pipeline Énergie Est, le « *rest of Canada* » est moins enclin à comprendre le Québec qu'à vouloir, parfois, le mettre à la porte...

Dans ce contexte, le Bloc doit plus que jamais se pencher sur sa mission, l'actualiser et la redéfinir, ce qu'il n'a pas fait depuis longtemps. Qu'est-ce que le Bloc québécois en 2016 ? Le seul appel au ralliement des souverainistes, de même que celui, trop vague, en faveur de la défense des intérêts du Québec, ne suffisent manifestement plus à répondre efficacement à cette question. ©

QUEL AVENIR POUR LE BLOC QUÉBÉCOIS ?

L'éclipse du Bloc québécois pourrait marquer la fin du souverainisme bivalent.

MARC CHEVRIER

L'auteur est professeur au Département de science politique de l'UQAM

Les élections fédérales du 19 octobre 2015 ont déçu, une nouvelle fois, les attentes des partisans du Bloc québécois. Après la déconfiture crève-cœur des élections de mai 2011, qui ont vu le parti remporter aussi peu que quatre sièges sans faire réélire son chef Gilles Duceppe, l'élection de dix députés en octobre 2015 cachait mal le fait que le parti avait obtenu le plus faible appui électoral de son histoire, soit moins de la moitié du nombre d'électeurs qu'il avait obtenu en 1993 sous la conduite de Lucien Bouchard. On s'est interrogé et on s'interroge toujours sur la pertinence de ce parti. Pour de nombreux indépendantistes québécois, il est naturel que leur option politique trouve un parti qui fasse entendre leur voix dans l'arène fédérale et y défende les intérêts du Québec, mal servis par les partis fédéraux traditionnels. En somme, le souverainiste cohérent serait *bivalent*: il devrait exprimer ses convictions indépendantistes dans les deux arènes démocratiques que le Dominion canadien organise pour lui. Sans un fort contingent de bloquistes à Ottawa, son frère péquiste serait seul et désarmé.

La fronde bloquiste désamorcée

Or, quelques constats s'imposent. Bien que l'élection d'une députation bloquiste ait quelque peu déstabilisé le système poli-

tique canadien et empêché, à trois reprises entre 1993 et 2011, la formation de gouvernements majoritaires à Ottawa, l'État canadien est, tout compte fait, sorti grandi de l'intermède bloquiste. À ses débuts, la députation du Bloc a certes décontenancé l'élite canadienne, qui voyait le loup souverainiste entrer dans la bergerie fédérale. Mais cette élite a finalement su gouverner en se passant de l'appui des bloquistes, s'accoutumer à leur rhétorique au Parlement fédéral et faire la démonstration, aux élections de mai 2011, qu'il sera dorénavant possible de former un gouvernement majoritaire sans ancrage significatif au Québec. De plus, le poids électoral du Québec, réduit par la nouvelle carte électorale appliquée depuis octobre 2015, ira diminuant si bien que la possibilité que le Bloc québécois puisse de nouveau exercer la balance du pouvoir s'estompe. D'ailleurs, l'a-t-il vraiment eue entre 1993 et 2015? Et puis, devenus chose courante à Ottawa, les députés bloquistes, par leur existence même, attestaient la libéralité de l'État canadien – grâce à laquelle le vote indépendantiste s'y exprime librement – ainsi que sa capacité d'adaptation – pourvu que ces députés travaillent loyalement à l'amélioration des lois fédérales.

La dissociation électorale québécoise

L'histoire récente des partis indépendantistes à l'étranger rend par ailleurs l'expérience du Bloc québécois encore plus singulière. Son apparition est tardive dans l'histoire du mouvement souverainiste et précède de peu la défaite référendaire de 1995, alors qu'en Écosse, le Scottish National Party a d'abord fait élire des députés à Westminster avant de profiter de la création d'une assemblée écossaise, en 1999, pour s'y imposer rapidement. En Catalogne, l'indépendantisme électoral renaît à Madrid et à Barcelone à peu près en

même temps, après le rétablissement de la démocratie en Espagne en 1977.

Les indépendantistes écossais et catalans évoluent aussi dans des systèmes politiques *intégrés*, c'est-à-dire que la lutte démocratique y met aux prises essentiellement les mêmes partis à tous les échelons électoraux, à commencer par le municipal. Ainsi, ils ont des représentants nombreux dans les conseils municipaux et même au Parlement européen. Par contre, au Québec, et partout ailleurs au Canada, les municipalités – comme les commissions scolaires – forment des entités à part où se disputent des partis et des personnalités sans lien avec les systèmes de parti provinciaux et fédéral.

La création du Bloc québécois participe ainsi d'une puissante illusion qui étourdit encore le mouvement souverainiste: croire que ce parti parlerait en ambassadeur au nom d'une nation politique déjà existante, à qui il manque seulement un complément de compétences constitutionnelles. Or, la nation québécoise, certes visible par sa langue et sa culture, existe à peine électoralement; le premier seuil de la démocratie – le monde municipal, de Gatineau à Sept-Îles – lui échappe totalement. En ce sens, le bloquisme ressemble à une magnifique fuite en avant, qui a connu ses belles heures de dramaturgie sous la houlette de Bouchard et de Duceppe. À l'instar de son frère péquiste, le Bloc a laissé en jachère une terre fruste et rocailleuse, divisée en fiefs et en duchés sourds aux appels de la nation, où l'indépendantisme québécois ne s'est jamais enraciné, faute d'avoir vraiment même songé à y semer quoi que ce soit. ©



Pierre Pratt, *À propos du carré 1*, 2006. Artiste invité du n° 774 (octobre 2014)

L'acte de créer, d'innover, d'initier de nouveaux commencements est au cœur de l'existence humaine et au cœur du combat pour une société juste. Souhaiter un monde meilleur passe inévitablement par l'acte d'imaginer un monde différent et de lui donner corps. De l'art à la religion en passant par le politique, l'économique et le social, la création est un mouvement d'expressivité et une quête de liberté qui se déploie dans tous les domaines de l'activité humaine. Elle s'ancre dans un héritage qu'elle tente de renouveler, dans une tension qui accouche sans cesse du monde.

LA PUISSANCE DE LA CRÉATION

Emiliano Arpin-Simonetti

Après avoir embrassé les thèmes de l'amour du monde et de la résistance, la trilogie soulignant le parti pris éthique de *Relations* à l'occasion de son 75^e anniversaire se clôt avec le présent dossier sur la création. Si clôture il y a, toutefois, c'est la forme d'une ouverture qu'elle prend: en appeler à la puissance de la création, c'est en effet invoquer la force de la vie même dans son élan de liberté, dans son «désir de persévérer dans l'être» pour reprendre la formule de Spinoza. Et cette puissance, cette force agissante inhérente à l'humanité, ne saurait se laisser enfermer dans aucune représentation figée, aucune prison idéologique, aucun ordre immuable. Les créateurs et les créatrices le savent: c'est une force parfois disruptive, imprévisible, qui impose ses nécessités et oblige à réorganiser le quotidien, les habitudes (et même les traditions) pour accueillir ce qui veut naître et vivre –comme l'arrivée d'un enfant qui chamboule la vie familiale.

Élever un enfant, d'ailleurs, lui apprendre à devenir un être humain libre de penser et d'agir, est sans doute le geste créateur primordial, celui qui incarne peut-être le mieux la tension ontologique de la création: celle entre reproduction et innovation, entre répétition et nouveauté. Car toute création s'opère dans cette tension entre le monde qui nous est donné et celui qu'on souhaite voir naître, entre le passé et le futur: «pour un individu, il est aussi impossible de se conformer à ce qui fut, qu'il lui est impossible de le rejeter», disait Paul-Émile Borduas dans *La transformation continue* (1947). Tout en transmettant la connaissance des représentations cristallisées du monde (les œuvres, les institutions, les mythes, par exemple), il faut savoir transmettre la connaissance du mouvement qui les crée –qui est la liberté elle-même– et le favoriser. Sans quoi, la production du sens se pétrifie, ou pire, devient un cercle vicieux et vicié qui finit par dessécher la vie.

Or, nous vivons à une époque où les forces de la reproduction sociale sont d'une puissance redoutable. Des hordes de gestionnaires sont formés chaque année pour administrer le réel selon des critères rationnels et standardisés, et s'infiltrer dans presque toutes les sphères de l'activité sociale, privées comme publiques, en y infusant leur idéologie managériale. Par des

« Le but de l'activité artistique, comme le but de toutes les démarches humaines conséquentes d'ailleurs, est d'extérioriser, de concrétiser le DÉSIR. La possession de la connaissance, la familiarisation de l'inconnu, la création de l'imprévisible, voilà des moteurs qui peuvent servir d'ébranlements à des actes lourds de conséquences. Sans l'existence préalable du DÉSIR, de l'IMPULSION, il est insensé de songer à poser le moindre geste, à réaliser la moindre œuvre. »

CLAUDE GAUVREAU, *CORRESPONDANCE 1949-1950*.

moyens toujours plus ciblés et intrusifs en même temps qu'ils sont massifs (publicité, industries culturelles, surveillance, etc.), on tente d'enfermer le mouvement du sens dans les enclos du prêt-à-penser. Des énergies colossales sont déployées –souvent, ironiquement, à grand renfort de créativité– pour dompter, domestiquer, détourner le désir qui nous meut pour qu'il ne soit plus que le courant qui alimente les machines d'un système économique tournant de plus en plus à vide. Un système qui se reproduit en détruisant la planète en même temps que notre envie de vivre. Et brandissant la crainte des crises financières, de l'appauvrissement, du terrorisme –toutes ces menaces que leur avidité cause ou accentue–, nos élites figent la signification de mots tels que *liberté*, *démocratie*, *richesse*, *droits humains*, pour qu'ils ne soient que des slogans unidimensionnels servant leurs intérêts; pour que les significations alternatives deviennent invisibles ou disparaissent dans l'inconscient sous l'effet de l'indifférence et de la peur. Nous vivons à une époque où la pression au conformisme est forte et insidieuse –partout, même dans des domaines se réclamant d'un certain anticonformisme.

Pourtant, malgré la force de ses moyens, l'hégémonie politique et culturelle de nos classes dirigeantes est contestée. Par

La poésie est la seule preuve concrète de l'existence humaine.

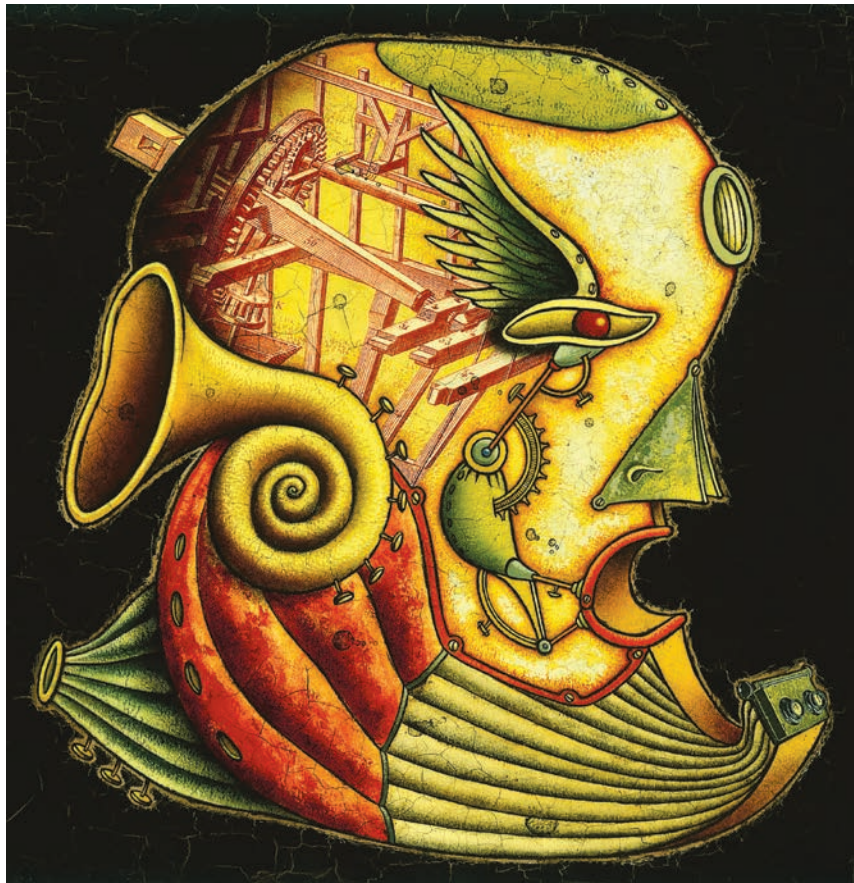
LUIS CARDOZA Y ARAGON (TRADUCTION LIBRE)

tout, des individus, des groupes, des mouvements mettent au monde des pratiques sociales, politiques, culturelles, économiques et religieuses qui font résonner le sens étouffé des mots spoliés – *démocratie, liberté, richesse* – et les font rimer avec *égalité, coopération, bien commun* et tant d'autres encore. Partout où le libéralisme exacerbé dissout le lien social, partout où le capitalisme ravage la nature, partout où le colonialisme écrase les peuples et où l'intégrisme étouffe la révolte, des voix s'affairent (même dans le silence) à créer ou recréer le langage de la solidarité.

Car les êtres assoiffés de sens que nous sommes ne peuvent s'empêcher de créer des représentations du monde qui servent à vivre et qui cherchent à prendre vie contre celles qu'on emploie pour nous asservir. À cet égard, les artistes sont des éclaireurs indispensables de par leur attention soutenue à ce qui s'agite dans l'inconscient individuel et collectif, de par leur travail conscient sur la matière des songes et des intuitions. Leur quête des voies par lesquelles le puissant désir de vivre peut filtrer à travers le mur des injonctions, des blessures, des traumatismes, est au cœur même de la création de nouveaux rapports à soi, aux autres, au monde. Ce n'est pas un hasard si leur sensibilité accompagne presque toujours les grands moments de libération collective – quand elle ne les précède pas. Et ce n'est pas un hasard, non plus, si leur contribution est si importante dans *Relations*.

Il est vrai que la puissance de la création et les formes qu'elle emprunte pour s'incarner atteignent parfois des moments de grande densité, capables d'entraîner des révolutions tant politiques qu'artistiques ou scientifiques; mais elle est aussi – peut-être autant – légèreté et jeu. C'est particulièrement le cas dans le domaine de la création artistique et littéraire, mais pas seulement. Parce que c'est le principe de plaisir qui la meut fondamentalement (et qui est assez fort pour triompher des pulsions morbides qu'alimentent les souffrances et les oppressions), la création allège la lourdeur du quotidien et de ses privations. Elle nous permet d'échapper à l'opacité du réel brut grâce à l'imagination, de s'élever vers l'infini, vers l'utopie... pour nous faire avancer sur le chemin de la liberté et du partage.

Je l'ai mentionné plus haut, c'est sur une ouverture que nous souhaitons clore cette trilogie anniversaire. Dès lors, il convient de rappeler une chose très importante. La création en tant que puissance, en tant que désir qui s'actualise constamment, n'a pas de fonction sociale particulière ni de rôle prédéfini à jouer dans un monde que l'on voudrait à l'image d'un grand système total et fermé; elle *est*. Et si elle nous permet de communiquer, voire de communier à ce grand mystère qu'est l'infini, elle ne sert proprement à rien. Gratuite, fragile, insaisissable, elle est comme notre existence: un poème en forme de prière adressé à personne... sauf à celui ou celle qui sait en reconnaître la beauté. ©



Pol Turgeon, *Masque*, 1998, techniques mixtes (encre, gouache, crayon, huile, collage et vernis multiples), 61 x 48 cm. Artiste invité du n° 741 (mai 2010)

LA BLESSURE, FONDEMENT DE LA CRÉATION

ENTREVUE AVEC POL PELLETIER

Pol Pelletier – comédienne, auteure, metteuse en scène, professeure et théoricienne du théâtre – est une artiste complète. Elle a fait œuvre de pionnière pour le rayonnement des femmes dans les arts de la scène dans les années 1970.

Elle se consacre aussi

à l'enseignement du jeu, notamment au Dojo pour actrices qu'elle a fondé en 1988 et à l'École sauvage, fondée en 2008. Elle est l'auteure de nombreuses créations dont Joie (1993), Océan (1995), Or (2000), Une Contrée sauvage appelée Courage (2005) et La Robe blanche (2012). Relations l'a rencontrée pour discuter du thème de la création.

Photo: Robert Newton, 2014



Vous dites souvent que la création est un chemin risqué: l'artiste doit se mettre en danger et le spectateur ne pas sortir indemne d'un spectacle. Qu'est-ce qui est en jeu selon vous dans la création?

Pol Pelletier: Ce qui est au fondement de la création, pour moi, c'est la blessure, la souffrance qui gît au-dedans de nous. C'est mon expérience intime. C'est ce que m'ont appris aussi des milliers de *corps* en processus de création, au cours de mes années d'enseignement de l'art de la scène aux artistes et au grand public, au Québec comme dans de nombreuses autres cultures. Il y a toujours en nous une souffrance qui veut s'exprimer, mais qui ne trouve pas le chemin. La question fondamentale est alors celle-ci: est-ce qu'on laisse cette souffrance nous détruire, en la refoulant, ou bien on en fait une source de création, de libération? Je suis habitée par le souci d'aider à trouver ce chemin. Car si je ne l'avais pas trouvé moi-même, je ne serais plus vivante aujourd'hui, tant la souffrance que m'a infligée un prêtre pédophile durant mon enfance a été immense. Si je suis une survivante, c'est grâce à la création.

Si personne ne t'apprend à voir au-delà du conscient et à aller au seuil de ta blessure intime – la faille par où peut jaillir une création vitale –, tu refoules tout simplement ta souffrance. Et dans ce refoulement, c'est la haine ou la violence, tournée vers

soi ou vers les autres, qui prend le dessus. Et tu peux même t'enfoncer dans le mensonge mur à mur et dans la manipulation. Ce peut être une véritable maladie chez l'artiste qui peut faire énormément de mal à la société, en propageant l'inhumain... au nom du génie artistique.

Dans une société vraiment éclairée, il y aurait un ministère de la souffrance, comme il y en a un pour la santé. Mais dans une société comme la nôtre, centrée sur l'efficacité, apprendre à accueillir sa blessure intime, à ne plus la fuir, ce n'est pas une priorité. Car en ressentant sa souffrance on ne peut plus être performant, marcher au pas. Produire au lieu de vivre. On préfère le conformisme à la création, le culte de la fausseté.

Même dans les écoles d'art, qui sont des lieux où l'on travaille sur les émotions et les sentiments, on apprend, la plupart du temps, à refouler sa souffrance, à imiter, pas à créer. La création devient policée, obsédée par le marketing.

Une création, pour moi, doit au contraire être une révélation, nous amener à quelque chose d'inconnu, nous faire sentir qu'on est en train d'apprendre à travers elle quelque chose de vital. Là, devant nous. Là, en nous. Quelque chose qu'on a peut-être toujours su mais qui était enfoui en soi. La création doit nous atteindre en plein corps. Les signes de cet émoi peuvent être des frissons, des fous rires... Ce n'est pas d'abord cérébral. Au contraire, la raison doit lâcher prise pour pouvoir accueillir le choc dans toute sa vérité. La création visite les profondeurs de l'être.

Quel est selon vous le lien entre la création et le social, le collectif, le politique? Quel est le rôle de l'artiste dans la société?

P. P.: Quand je parle de rejoindre sa souffrance, il peut s'agir aussi des souffrances enfouies dans l'inconscient collectif d'un peuple, d'une société –qui peuvent être de l'ordre de l'exploitation, de l'oppression, de l'exclusion: pensons aux femmes, aux Noirs, aux Autochtones. Je vois l'artiste comme la personne qui se charge, au nom de la société, de ce traumatisme collectif pour apprendre à s'en libérer. Dans beaucoup de cultures, l'artiste est vu comme un chaman, un guérisseur. Dans la nôtre, obsédée par l'économique, le rationnel, la productivité, on dit plutôt à l'artiste: «Surtout ne dérange rien. Ne bouleverse rien. Divertis-nous plutôt.» L'artiste doit, au contraire, braver cet interdit et entrer dans un combat continu avec la souffrance. C'est un chemin périlleux. Solitaire. Ça demande énormément de courage pour ne pas dévier. Quand tu es une femme, c'est pire parce qu'il y a encore le poids social des stéréotypes et le manque de confiance atavique.

En persistant dans sa vocation, en plongeant dans ses profondeurs, en accueillant sa souffrance et en touchant la blessure collective, l'artiste est en mesure de déjouer un peu l'emprise de l'inconscient sur nos comportements –en jouant avec lui– et d'ouvrir ainsi des chemins inexplorés d'humanité.

L'enjeu de la création, c'est d'arriver à être présent à soi. Les yeux grands ouverts et, en même temps, tournés vers l'intérieur. Quand l'artiste y arrive, c'est là que commence la création. Les masques, les faux-fuyants, les petits et les grands mensonges qui couvrent nos vies, tout cela s'écroule. Le public sent la vérité de son être à travers la sienne.

La plus belle scène d'amour que j'ai vue a été jouée par un Monsieur et une Madame Tout-le-monde dans cet état de présence, lors d'une improvisation. C'était quelque chose d'absolument nouveau, qui ne ressemblait à rien d'autre, mais qui touchait en même temps l'universel. Une image bouleversante de l'amour, de la perte, de l'abandon. Personne dans cet état ne pense à imiter quoi que ce soit.

Quels moments forts de création collective sont à jamais gravés dans votre mémoire?

P. P.: Je peux dire que j'en ai vécu trois. D'abord le mouvement féministe des années 1970 –un moment exceptionnel d'effervescence collective et de créativité au Québec. Puis, la révolution sandiniste au Nicaragua, dans les années 1980 et, enfin, avec le mouvement zapatiste au Chiapas dans les années



Christine Chartrand, *Incursion*, acrylique sur panneau, 30,5 x 25,5 cm.
Artiste invitée du n° 724 (mai 2008)

1990, un mouvement qui dure encore. Lors de tels événements, j'ai pu être témoin de la libération de la parole, d'une créativité qui devient une force collective. Au Nicaragua, par exemple, tout le monde voulait être poète, artiste, incluant les plus pauvres, ceux et celles qui semblaient les plus apparemment éloignés de ces préoccupations. Tous les rôles prédéfinis volaient en éclats. La nouveauté pouvait commencer. Ce sont des moments où un peuple, en raison de toutes sortes de facteurs imprévisibles, décide de se pencher collectivement sur sa souffrance pour en faire une source de libération, comme si c'était une question de vie ou de mort. Cela suppose toujours des moments où le féminin, l'émotion, l'intuition, la création jouent un rôle important.

Le «printemps érable» de 2012 avait cette puissance. Ce n'était pas qu'une question de frais de scolarité, même si c'était important. Cette mobilisation a été le théâtre d'une créativité et d'une vitalité collectives incroyables, porteuses d'un véritable projet de société inspirant, où le féminin était très présent. C'était pour moi de l'ordre d'un sursaut de vie d'un peuple qui

a toujours été conscient de sa fragilité – petite nation francophone en Amérique – et qui refuse de disparaître dans la médiocrité ambiante.

Vous vouez une grande admiration à Jovette Marchessault, une artiste féministe et métisse, à la fois peintre, sculptrice, poète, romancière et dramaturge décédée en 2012: pouvez-vous nous en parler ?

P. P. : Pour moi, en effet, Jovette reflète le génie de l'artiste. Elle est née dans une famille ouvrière de Saint-Henri, très pauvre. Elle était en usine à 13 ans. Une grand-mère inspirée, à qui elle vouait un grand amour, lui achetait régulièrement des livres. À la mort de celle-ci, elle fait un serment sur sa tombe, comme je le raconte dans un de mes spectacles: «J'écris ou je meurs.» Elle avait alors 29 ans et un emploi stable dans l'administration qui la faisait vivre convenablement. Elle décide de tout quitter, guidée par une force intérieure qui lui fait comprendre que si elle ne lui obéit pas, sa vie ne vaut pas la peine d'être vécue. Pour moi, c'est là le fondement de l'artiste. À moins de vouloir flatter la société dans le sens du poil, la conforter dans le conformisme.

Jovette a passé des mois dans une cabane dans le bois à essayer de jeter des mots sur une feuille blanche. Ils ne venaient pas. Ou que des banalités. Écoutant la suggestion d'une amie peintre, elle décide de faire des collages. Elle ramasse du *plywood* dans les poubelles. Elle s'achète de la gouache et devient peintre et sculptrice à partir de rien. Elle fait des expositions. Pour vivre, elle fait des ménages. Arrive un temps où elle n'a même plus d'argent pour de la gouache. Elle se met alors de nouveau à l'écriture. Elle raconte qu'au moment d'écrire son premier texte elle fit une expérience spirituelle intense: une voix lui souffle la première phrase. Pour moi qui ne suis pas croyante comme elle, cette «voix de l'ange», c'était cette part d'elle-même au seuil de sa blessure qui rompait l'interdit qu'elle avait intériorisé, celui de créer à partir des mots, elle, «l'illettrée».

La Pérégrin chérubinique (Leméac, 2001), sa grande œuvre, c'est du pur génie. Un mélange d'humilité et de grandeur d'âme,

L'enjeu de la création, c'est d'arriver à être présent à soi. Les yeux grands ouverts et, en même temps, tournés vers l'intérieur.

de féminin, de sauvagerie et de souffle prophétique. Moi qui n'ai pas de culture religieuse – et n'en veux rien savoir, à cause du curé qui a détruit une partie de ma vie –, je tremblais à la lecture de cette œuvre comme si je venais de recevoir une décharge de lumière. Quand je l'ai lue en public pour la première fois dans un festival, en 2003, j'ai demandé à Jovette des clarifications sur tel ou tel passage pétri de références bibliques. Mais une artiste ne sait pas expliquer sa création. Je me suis dit: tu es née dans une culture chrétienne, ton inconscient saura te guider. Alors j'ai fait comme je fais toujours. J'ai mis les mots dans ma bouche et mon corps dans l'espace de jeu. C'est alors que mon corps m'a dit comment les dire. Ça a été fulgurant.

Il faudrait que cette pièce soit jouée dans le plus grand théâtre du Québec, avec de longues queues à toutes les séances. Mais aucun théâtre ne la joue.

Vous établissez un lien entre la création et le féminin. Pourquoi ?

P. P. : Pour moi, en effet, la création est indissociable du féminin et de ses trois grandes caractéristiques: la fragilité, le corps (lié à l'inconscient) et la souffrance. Or, la société patriarcale qui est la nôtre dévalorise le féminin, le marginalise radicalement. Ce qu'elle valorise à l'excès, ce sont plutôt la force, la raison, la performance. Cela nous conduit à l'impasse.

À cet égard, je m'inquiète profondément de l'engouement qu'on observe un peu partout pour la personne du pape François. Je le vois comme un signe de renforcement de la structure patriarcale non seulement de l'Église, mais aussi des sociétés à l'échelle planétaire.

Pour en sortir, créer du nouveau, il nous faut accueillir, hommes et femmes, le féminin. Mettre l'amour de la fragilité avant la force. La fragilité seule ne suffit pas, il faut aimer sa fragilité – là où j'ai mal, là où on m'a fait mal. C'est difficile, parce qu'on déteste ces «endroits». C'est pourtant nécessaire pour aimer la fragilité des autres. Pour abolir le jeu de la domination et de la violence. C'est un grand défi pour les hommes, car des millénaires de patriarcat ont «normalisé» la violence et la domination dans leurs comportements, les privant d'autant plus de chemins vers leur souffrance, leur fragilité. Par contre, cet amour de la fragilité n'est pas mou, il contient même une capacité de férocité, celle d'une mère ourse qui défend la vie de ses petits. Ce sentiment doit être plus fort que la préservation de soi.

Face à la raison qui domine dans notre société – veillant à l'ordre et au bon fonctionnement –, le féminin oppose le corps, lieu des émotions et de l'intériorité. Enfin, face à la performance qui insiste sur les résultats, le féminin oppose la souffrance. Les femmes, depuis toujours, ont porté la souffrance au cours de l'histoire. Il est temps que les hommes prennent leur part. Il ne s'agit pas de rejeter la force, la raison et la performance. Celles-ci doivent plutôt être mises au service de la fragilité, de la vie, de la souffrance. C'est là, pour moi, la condition pour qu'existe un monde plus humain.

Mon objectif est de faire des spectacles et des formations si puissants que la fragilité, le corps (et l'inconscient), et la souffrance des gens, femmes et hommes, seront réveillés. Et alors même les papes, les cardinaux, les évêques se mettront à sentir! Ils éprouveront très exactement ce que des enfants et les femmes ont souffert à cause d'eux. Ils sortiront dans la cour du Vatican, ils se mettront à sangloter devant tout le monde, pendant des jours, des mois, des années, l'Église arrêtera de fonctionner, les corps s'empileront et cette montagne de douleur durera jusqu'à ce qu'un soupir de guérison s'élève de l'humanité. Alors l'art naîtra. ©

Entrevue réalisée par Jean-Claude Ravet

D'ÂME ET DE MÉMOIRE

*Accompagner des artistes
et être témoin des chemins variés et mystérieux qu'empruntent leur inspiration
et leur processus créatif est un rare privilège.*

Catherine Caron

L'auteure est rédactrice en chef adjointe à *Relations*

A deux pas de moi : la grâce, la pulsion créatrice, doutes et émotions embués de sueur. Il fut un temps où mes pauses café – souvent prolongées ! – consistaient à aller jeter un coup d'œil aux répétitions de danse contemporaine des compagnies où j'ai travaillé plusieurs années. Comme j'ai savouré ce privilège ! Ces éclats de beauté et d'humanité, sortes d'éclipses du quotidien.

C'était les années 1990, les grandes années de la « nouvelle danse » québécoise. Chez OVertigo, tout se passait juste à côté de mon bureau. Quand j'entendais la musique, je pouvais assez

souvent aller voir ma séquence préférée évoluer sous mes yeux et suivre le processus créatif de Ginette Laurin, la directrice artistique et chorégraphe de la compagnie. Chez Jean-Pierre Perreault (1947-2002), le studio était un peu plus loin, l'accès moins direct, mais chaque coup d'œil était pour moi une plongée captivante dans son monde, notamment parce qu'il situait les danseurs le plus tôt possible dans l'environnement scénographique qu'il concevait et dans lequel allait naître sa danse.

Avec le privilège venait aussi le fait d'envier ces artistes qui, malgré les difficultés et la précarité de leur métier, ont la chance d'échapper à l'ordinaire d'une « vie de bureau » et d'éprouver, sans doute plus souvent que la moyenne des travailleurs, de doux vertiges du corps et de l'âme...

JOE de Jean-Pierre Perreault. Artiste invité du n° 726 (août 2008). Photo : Robert Etcheverry, 1989, © Fondation Jean-Pierre Perreault



Certes, en danse, servir de matériau vivant à un chorégraphe n'est pas toujours une sinécure, mais c'est être littéralement le fil d'une œuvre qui se tisse. Être aussi le sujet d'un rapport à l'autre – le partenaire, le spectateur, voire l'inconnu en soi-même – qui s'invente et se réinvente au cours du processus de la création et de la représentation. Une chorégraphe m'a d'ailleurs un jour confié que même lorsqu'elle travaillait seule dans son studio, elle se mettait toujours du rouge à lèvres... Curieux signe que la création est relation – et parfois séduction –, même dans la solitude.

Au cœur de cet acte relationnel : la recherche et le risque. La création se fait à tâtons, en accumulant des strates de matériaux et de pistes qui s'entrechoquent au fil du temps et qu'on gardera ou délaissera. Elle est aussi faite de petites morts, de tout ce qui sera créé – mouvements, séquences, costumes, musiques –, mais sacrifié. C'est parfois du beau, du bon, du « pour autre chose ». C'est du temps et de l'argent. Parfois aussi, des rêves brimés et des ego blessés. À mes yeux, la démarche et la singularité d'un artiste, la quête de ce qui *fait sens* à ses yeux et ce, même si le spectateur n'en est pas conscient ou témoin, se façonne à travers l'expérience de l'abandon, celui qui ouvre les possibles comme celui qui les ferme, chemin vers la cristallisation des choix.

Contraintes libératrices

Dans l'acte de créer, la contrainte est souvent la mystérieuse partenaire de l'instinct de liberté. Le grand chorégraphe américain Merce Cunningham (1919-2009) – que je n'ai certes pas côtoyé mais que j'ai déjà interviewé pour *Le Devoir* et dont la compagnie a donné un spectacle à Montréal lors de sa tournée d'adieu en 2010, au Festival TransAmériques – incarnait cela à merveille. Comme plusieurs créateurs, Cunningham avait recours à mille astuces pour produire les contraintes à partir desquelles il créait. Il aimait lancer des pièces de monnaie en l'air et se soumettre aux décisions du hasard, par exemple, pour ordonner les séquences de mouvements. À un âge avancé, il ira jusqu'à pousser son attrait pour l'aléatoire en inventant du mouvement grâce au logiciel Lifeform. C'était sa façon ludique d'être libre – des conventions, de son ego, de son imagination – et de provoquer de l'impensé. À cet égard, Ginette Laurin était aussi de ceux et celles qui aiment stimuler et ouvrir leur créativité grâce à de nouvelles explorations. Forte du langage gestuel énergique et inventif qui a fait sa marque, elle aimait le risque, osant par exemple partir de personnages puisés non pas dans son propre imaginaire, mais dans celui de chacun de ses dix interprètes pour concevoir une œuvre fantasmagorique comme *La Bête* –



LE SON DE VOIR (POÉSIE-FICTION)

José Acquelin

L'auteur est poète

« Qui dit que mes poèmes sont des poèmes ?
 Mes poèmes ne sont pas des poèmes.
 Si vous comprenez que mes poèmes
 ne sont pas des poèmes
 alors nous pourrions parler de poésie. »
 EIZŌ RYŌKAN

Quand j'avance en ce monde, je suis mes yeux qui sont en avance sur moi-même. Voir, c'est autre chose que vouloir être regardé. Voir plus que sa vue, c'est sortir de son œil – certains nomment cela être visionnaire. Car lire le monde ou un livre, c'est bien souvent se lier et trop rarement se délivrer. Car le monde nous écrit avant qu'on ambitionne de savoir le décrypter et le transcrire.

Nous sommes signes, nous saignons de ces signes par la voix s'emparolant. Nous croyons nous désigner en nous disant. Les mots nous ligotent dans l'égo, aux regards des autres et des choses qui nous asservissent en voulant nous annexer à leurs raisons d'être plus ou mieux. Le poids de la matière paralyse la signification des mots, rend inerte l'élan d'allègement de l'esprit sauf chez les oiseaux, les papillons ou les nuages.

On ne peut et ne sait vivre le temps que comme la locution du binaire inspiration-expiration ; c'est la rançon de l'air qui a inventé les ailes intérieures des poumons. Plus je décline jours et nuits, plus je suis enjoint à les joindre en une seule respiration des multitudes éparses parmi les esselements assignés. Qui sait corriger les épreuves de la solitude sans avoir envie de publier son cri ou la peur d'être oublié ?

Créer, c'est surtout recréer en recyclant les apports de nos sens en une sensibilité voulant leur échapper. Le corset des limites nous lance ce défi – qui n'est qu'une forme du désir de l'appel du vivant – de se prendre pour des corsaires de l'illimité ; l'illimité n'étant qu'une version réductrice et spatiotemporelle de l'infini. L'infini, cette intuition de l'inexistence du temps et de son inévitable distorsion perceptible.

L'art, dans son urgence et sa nécessité, est plus bref dans son incarnation matérielle que la vie – dans ses réalités circonscrites et obligées de l'époque – est usante, fastidieuse, exacerbante, exécutable par ses longueurs temporelles et ses langueurs métaphysiques. Révocation temporaire du premier aphorisme d'Hippocrate : « *Ars longa, vita brevis*¹ ». Il est plus facile de prétendre vouloir soigner les autres que de se guérir de soi-même. L'art ne guérit personne, il donne des sursis ou des sursauts. Sans histoire, j'écris pour ceux qui ne veulent plus d'histoires, même la leur.



L'ALGORITHME DU DÉSERT

le vrai monde forme une multitude de grains
il s'invente une physique de la poussière
et cherche une oasis intime pour changer
son propre soleil en une eau-de-vie **J. A.**

Parfois les mots sont si pauvres qu'ils ont pitié de l'illusion de ma richesse verbale et qu'ils m'accordent la magnanimité de me taire, pour laisser dire ce qui n'a su sortir des lèvres sans blesser la beauté. La beauté est essentiellement le miroir insolent de notre fragilité. Quelle beauté ne combat pas son anéantissement ?

Écrire, c'est dévêtir les paroles du bon usage, multiplier les points de vue au sein du poème pour favoriser les joints et disjoints de la vie. C'est natter les états, aussi contraires paraissent-ils. La signification sentie ou le sens parlant est la mélodie notifiée du poème. Comparable à l'heure bleue après l'aube ou avant le crépuscule, point d'orgue de la lumière céleste sur terre. Ou à la note bleue en jazz.

Créer, c'est croire pouvoir fixer, figer une forme d'être qui, elle, ne peut se sentir vivante que si elle nous affranchit de l'erreur de seulement exister selon les codes admis. Créer, c'est se récréer en croyant se reproduire. Mais tout produit du temps ne répète-t-il pas le vide qui lui manque pour ne pas rester languide ? Qui parle (de) la même langue ? Est-ce le son de voir ou la vision de suspendre son bruit ?

Si le vent m'inspire, peut-être est-ce parce que, déjà ici, le sang m'expire. J'irai donc en calibrage vif, une idée idem au bout des doigts, une parole minimale sinon induite par les animaux ailés dans l'alentour. Cela sera la beauté toujours aussi inédite de l'évidente nudité d'être, parfaitement synchrone avec celle de ne plus chercher à être, encore ou mieux.

Je ne veux pas que la raison me raisonne. Je laisse la justesse justifier ce qui est au-delà de moi, au travers de moi si je peux m'abandonner sans explication à la grâce de ne plus pouvoir être... Sauf en suspension.

Je serai réécrit par d'autres après moi qui le feront comme je le fis grâce à d'autres avant moi. L'espace-temps où ces deux certitudes se rejoignent informe, forme et transforme un présent jamais fini. Nulle création n'est seule ou isolée.

Je me demande encore parfois ce que la poésie cherche à prouver et peut trouver d'autre qui n'ait pas déjà été dit quand on sent que *le soleil bien aligné* (Ninon Baldi) descend direct en soi afin de clarifier cela même qui apparaît invisible ou inutile, jusqu'à ce qu'il s'évapore puis redescende s'incarner en temps, en beauté et en silence. Car l'œil du silence donne le son de voir le deuil de soi-même tel un cadeau de la vie.

Peut-être bien que, tant originellement que finalement, tout poème est moins utopique qu'uchronique.

ça rugissait dans le studio ! Puis, elle se confrontait à un défi totalement différent : la musique répétitive et hypnotisante du célèbre *Drumming* du compositeur Steve Reich. Cette musique inaugura chez elle un très beau cycle de danse pure, moins théâtrale, à l'écoute des frémissements du corps et du cœur, d'une lumière intérieure qui irradie.

Mais si Cunningham est un phare dans la danse du XX^e siècle, c'est qu'il a rompu avec *la* grande contrainte : l'obligation de faire dépendre la danse de la musique. Père de cette rupture marquante, il a influencé plusieurs artistes dont Perreault, qui a exploré comment la danse peut créer sa propre musique, son propre environnement sonore, notamment dans *JOE*, une œuvre que des milliers de spectateurs ont vue sur scène ou à la télévision.

La mémoire comme source

Perreault voulait que le spectateur voie une personne sur scène, et non un danseur. Il créait un univers peuplé de citoyens dansants. Une danse-société. Une danse-humanité. Dans *JOE*, une masse de 32 danseurs uniformément vêtus de manteaux sombres, de chapeaux et de lourdes bottes évoquait tous les conformismes, l'époque de la Grande Dépression, le déferlement de travailleurs ou encore d'armées. Cette masse se fissurait le temps de quelques échappées solitaires vers l'affirmation de soi, la liberté. Le chorégraphe insistait toujours : « Chaque Joe est différent et aucun d'eux n'est anonyme. Je rappelle toujours aux danseurs que peu importe ce qui arrive aux individus, une flamme persiste toujours en eux ; l'âme ne peut être éradiquée¹. »

La quête de ce qui fait sens aux yeux de l'artiste se façonne à travers l'expérience de l'abandon.

L'âme... C'est elle qui transcendait parfois avec beauté et force l'expression purement physique des corps chez Perreault, qui considérait que le geste devait parler de lui-même, sans interprétation, sans théâtralisation. Elle émergeait en quelque sorte d'une pudeur imposée et se manifestait tout au bout d'un processus qui commençait non pas par la chair vivante, mais sur le papier, à travers les séries de dessins et de peintures par lesquelles il imaginait d'abord un espace, le lieu où situer l'être et les premiers pas. Le plus souvent, sa danse commençait par une simple marche –évoquant la traversée humaine, la conscience de la rue aussi– et se terminait sur l'image de corps couchés –position finale de l'existence, conscience de la finitude. Entre les deux, « par moments, les chorégraphies deviennent des tableaux : ce sont des images qui ont une durée. C'est pour donner le temps aux spectateurs de rentrer dans leur mémoire...² » Une mémoire individuelle, mais collective aussi, empreinte de toutes les solitudes, de toutes les étreintes, des solidarités et tragiques errances du monde. ©

1. Entretien, *Dance Connection Magazine*, Calgary, 1994.

2. Michèle Febvre (dir.), *Jean-Pierre Perreault. Regard pluriel*, Montréal, Les heures bleues, 2001, p. 83.

LE DÉNOUEMENT DE BÉTELGEUSE

Chaque création cherche l'affranchissement d'une tradition dont elle emprunte la forme actuelle pour trouver la route de l'inactuel, pour en fissurer l'image pétrifiée.

Suzanne Jacob

L'auteure est écrivaine

«L'image que nous avons de nous-même peut nous tuer si nous ne trouvons pas comment opérer son dénouement.»
MAÎTRE ECKHART (1260-1328)

Chaque œuvre, toute œuvre, porte les traces d'un tel dénouement opéré par l'artiste. Ces traces sont des vibrations sonores qui mènent à nous affranchir de l'image pétrifiée de nous-même. En même temps, elles nous terrifient par leur puissance à faire résonner en nous une image pétrifiée. Cette résonance la dé-pétrifie. La remet en mouvement. La fluidifie. C'est l'affranchissement. Nous pleurons de l'avoir échappé belle. Nous pleurons quand l'image que nous avons de nous-même se dénoue au lieu de nous étrangler et de nous abattre; au lieu de se braquer contre nous et de nous humilier. C'est ainsi qu'agissent les œuvres, par les traces d'un dénouement qui n'appartiennent qu'à l'œuvre, et non à la volonté de l'artiste. Si le dénouement que l'artiste opère est contemporain de son œuvre, la résonance de l'œuvre est diachronique. C'est ainsi. Créer, c'est aussi renoncer à la maîtrise (au contrôle) des résonances de l'œuvre dans l'espace et dans le temps. Ces résonances sont incontrôlables. Les polices (la censure, la critique, le ministre) ne peuvent rien contre elles.

* * *

La Kabbale raconte que pour créer le monde, Dieu s'est contracté légèrement sur Lui-même pour ménager un vide susceptible d'accueillir cet autre monde qui ne serait pas Lui, qui serait l'autre monde que Lui-même. Dieu était saturé de Dieu. Il s'est légèrement retiré de cette saturation et ce retrait a creusé la paume de sa main. Dans la paume de sa main, le vide. C'était nouveau. C'était la première image, car avant ce retrait, Dieu n'avait aucune image, ni de Lui, ni de Lui-même. La première image, c'est le vide au creux de la paume. Le vide est le premier battement du temps toujours visible sur nos tempes.

Ce vide s'est alors rempli de ténèbres. Dieu a laissé passer un seul rayon de sa Toute-Lumière dans ces ténèbres et l'encre a jailli, l'encre de l'écrit s'est répandue suivant les plis de la paume de la main qui sont les lignes de vie. L'autre monde que le Plein-Dieu s'est alors rempli d'écritures et c'était nouveau.



Jean-Pierre Sauvé, *Le douloureux désir*, 2000, eau-forte sur aluminium, 35 x 20 cm. Artiste invité du n  717 (juin 2007)

Ce retrait, cette légère contraction du Plein-Dieu, la Kabbale l'appelle le *tsimtsoum*. Ce mot, je lui trouve une sonorité algonquienne et québécoise, à cause du «ts». Mais japonaise aussi, à cause de «tsu». Et catastrophique: «tsunami». On est passé du retrait aux ténèbres, des ténèbres à l'encre. C'était nouveau, c'était une catastrophe au sens où c'était un événement. Tout événement est une catastrophe au sens où le Plein se vide et le Vide se plaint. Entendant cette plainte, Dieu déplie sa paume. En dépliant sa paume, Il laisse échapper une onde sonore de son Tout-Son et Il la laisse onduler dans les  critures. C'est ma foi. Je crois que le rayon sonore de Dieu, une seule onde sonore, devient, en traversant les ténèbres, la musique. Je tiens  a du folklore dont j'ai hérité-les comptines, Bach, Schumann, *La nuit transfigurée* de Schoenberg, mais aussi «et Dieu créa le Verbe». Ce folklore est une de mes parts d'héritage. L'héritage est un soubassement sonore. C'est une seule note répétée *ad nauseam*.

* * *

La même note, disons la note do, répétée cent milliards de fois, n'est jamais la même note. La lumière et l'ombre, la pression atmosphérique, la tension du tympan, la distance entre la source sonore et l'oreille, impriment des variations infimes et infinies à un do qui est à la fois le même et jamais le même. Un do qui n'a jamais été, qui n'est plus jamais, qui ne sera plus jamais le même. Au cœur de sa répétition apparaissent les différences qui dénouent le pétrifié, le figé, le paralysé, le transi. La musique de la pièce *The Protecting Veil* de John Tavener illumine cette patience de la différence dénouante. *La nuit transfigurée* de Schoenberg agit de même. «Seules les traces font rêver», écrit René Char. L'oreille qui n'a pas accès aux différences rend fou. C'est pourquoi on ressent de la nausée quand on n'a pas accès aux différences entre la répétition et la millième répétition. Je ne sais pas. Je réfléchis. La forme de l'utérus ressemble à la forme de la lyre de David. La paume de Dieu s'est-elle mise à vibrer aux cordes de ses lignes de vie? Je ne sais pas. J'essaie d'entendre les variations de l'image entamée par l'aiguille, syntonisée par l'antenne.

* * *

Le plongeon huard est traversé du double rayon lumineux et sonore. L'oiseau émerge de la main emplie des ténèbres et appelle le recommencement. Toi, lumière toujours naissante, tu es appelée et tu te rends à ce recommencement quand tu nages à l'aube dans l'eau du lac sur la montagne, en Mauricie. C'est l'héritage ténébreux, ce folklore, et soudain illuminent ta conscience les tribulations de l'ADN mitochondrial qui, de l'Afrique à la Mauricie, par-delà les millénaires d'évolution, te mènent à ces nages apprivoisées entre toi et le plongeon huard.

* * *

Recommencement. Dans mon folklore, qui est une autre Kabbale, c'est le Verbe qui jaillit dans la paume de Dieu. Le Verbe Total, comme le Gros Lot Total avant son tirage. Dans cette totalité du Verbe, les mots n'éprouvent aucun besoin. Ils sont sans angoisse, sans détresse, sans besogne, comme dans un Dictionnaire Total. Mais voici que l'onde sonore ébranle ce mégalthé, le fait voler en éclats. Le poète Pierre Ouellet écrit alors *Dieu sait quoi*. C'est le livre des miettes que la langue entreprend de mâcher dans le désert. Un rayon lumineux aveuglé. Un rayon sonore signé de la surdité du muet. Les larmes qui abondent à cette lecture du silence de l'humble retrait de Dieu créent l'eau, débordent et créent l'océan. Ce ne sont des larmes ni larmoyantes, ni nostalgiques; ce sont les larmes du sel, des larmes puissantes qui aiguisent les lames sans appel de l'océan.

* * *

Il y aurait une résonance originnaire, essentielle à la création d'un autre monde, c'est-à-dire d'une différence. Résonner, c'est aussi différer. C'est lire. C'est regarder. C'est entendre. C'est goû-

ter. C'est réfléchir. C'est accorder son identité sonore à la différence. L'écho n'est écho que par différence, par cette légère «contraction», un retrait, un creux qui crée une différence, et une autre, et une autre. C'est le sens de *A rose is a rose is a rose*, de Gertrude Stein. À chaque fois, une nouvelle différence d'écho, un plissement, une fronce, une ride, un commencement et toute la rose de Rilke embaume la création.

Le folklorique, c'est le son et la lumière originaires. Toute la musique pop, toute la télé, tous les branchements podcasts, téléphones intelligents, sont le folklorique actuel. Toute l'économie, son caractère hystérique, est notre folklore actuel. C'est le

Rilke dit que l'invisible est la seule visée du poème. Le mot «oiseau» est le plus petit mot de la langue française contenant toutes les voyelles. Et chacune de ces voyelles est invisible. C'est là l'invisible de la création?

son qui traverse les ténèbres de toujours, dont chaque création cherche l'affranchissement, dont chaque création emprunte l'actualité pour trouver la route de l'inactuel, pour fissurer l'image pétrifiée.

Bételgeuse fait partie de mon folklore. C'est ma sœur aînée qui l'a découverte dans la nuit glaciale d'Amos en Abitibi. Le cherche-étoiles entre ses gants raidis de froid. Une émotion mêlée de triomphe et de reddition: «Bételgeuse!» L'étoile rouge d'Orion scintille dans l'encre dure du ciel. Aujourd'hui, des centaines de télescopes sont braqués sur elle. Elle est en fin de vie. Elle agonise, elle va implorer dans les secondes qui viennent, elle va se rétracter, se contracter. S'enfouir dans le retentissement d'un retrait absolu. D'une invisibilité.

Qu'est-ce que cet invisible que visent l'étoile et toute création? Rilke dit que l'invisible est la seule visée du poème. Le mot «oiseau» est le plus petit mot de la langue française contenant toutes les voyelles. Et chacune de ces voyelles est invisible. C'est là l'invisible de la création? «Endolori» et «indolore» sont des mots anagrammes l'un de l'autre. C'est paradoxal et c'est l'invisible du travail de la création, c'est l'abîme qu'on désabîme par le retrait, par une humble contraction du Trop-Plein de soi-même dans l'acte créateur.

Suis-je une nouveauté? s'inquiète alors l'artiste qui doit maintenant, après avoir écouté et entendu les différences entre «do» et «do» et les avoir illuminées, procéder à son inscription officielle dans les ténèbres terrifiantes de l'indifférencié. Suis-je quelqu'un? Et quel quelqu'un suis-je donc? Et qui pourrait me guider pour remplir le formulaire d'inscription? On me demande quel est mon projet, comment s'inscrit mon projet dans les ténèbres terrifiantes, quelles écoles, quels diplômes, m'ont guidée dans l'élaboration de ce projet? Il se retire. Son retrait crée un vide infiniment modulé par une vibration sonore. ☺

L'ANIMAL ET L'INSPIRATION

Virginia Pésémapéo Bordeleau

L'auteure est écrivaine et artiste visuelle

L'animal, totem ou guide terrestre dans la cosmogonie amérindienne, est la colonne autour de laquelle mes élans créateurs s'arriment pour me lancer dans le vide comme l'exige la démarche artistique. L'animal, non pas l'être vivant mais l'esprit qui nous habite en tant qu'humain, membre du règne animal, fait référence à notre cerveau reptilien. Cet esprit est présent dans la chair de la femme qui enfante, dans les désirs charnels qui exigent satisfaction, dans les besoins naturels du corps ; tout nous ramène à l'incarnation.

Pour les rêveurs des Premières Nations, l'esprit protecteur, totem, guide ou symbole, présente à la conscience les préoccupations cachées et même, parfois, les événements à venir. Il fait partie de la densité des songes qui hantent mes nuits depuis mon enfance. Symbole des origines, les totems prolifèrent ainsi autant sur mes toiles que dans mes romans. Dans *Ourse Bleue*, mon premier ouvrage, les guides prennent la forme animale en tant que messagers auprès du personnage central, une femme dont les racines dansent entre les



Virginia Pésémapéo Bordeleau, *Ourse cosmique*, sculpture en carton, 2015. Artiste invitée du n° 778 (juin 2015). Photo: Ariane Ouellet.

cultures québécoise et amérindienne. Elle est à la recherche des ossements d'un grand oncle disparu dans la toundra, qui seront finalement retrouvés grâce au chien qui l'accompagne et à une corneille habitée de l'esprit d'un chaman qui la surprend aux moments les plus intenses de son périple.

Cela nous renvoie à l'autre thème récurrent de mon cheminement artistique : le rapport au territoire et, plus largement, à l'espace, autant intérieur qu'extérieur. Dans *L'amant du lac*, je raconte l'histoire d'un peuple autochtone à partir de l'érotisme du corps, de l'intimité secrète, seuls territoires sur lesquels nous gardons une liberté d'agir. Les personnages féminins trouvent une prise sur le monde qui les entoure à partir de leur corps. Je reprends l'histoire écrite par d'autres, dont le regard et la perception de l'espace sont très différents des nôtres, voire opposés. Par exemple, l'Amérindien marche sur son territoire afin d'en connaître les richesses ou les dimensions dans un rapport très physique et dynamique à l'espace. L'Allochtone ira plus facilement par hélicoptère, prendra des photos pour en tirer des cartes, des plans, attitude décrivant un lien distant qui est le résultat d'une approche cérébrale au territoire.

Devant la toile blanche, l'application des couleurs devient un jeu en suspension dans l'espace de l'aigle, comme un équilibriste au-dessus du vide, le pinceau étant le fil sur lequel je marche. Au début, mon art était une véritable confrontation entre ce besoin de créer et le désir de faire un travail plus lucratif. Je souffrais littéralement, moralement bien entendu, de ce que je sentais comme une fatalité : créer. Exigeant. Avec l'acceptation de mon talent, due au succès immédiat, ce mal de créer n'est pas disparu tout de suite mais seulement avec la maturité où, enfin, peindre est devenu un acte joyeux. Quant à la littérature, elle demeure pour moi une douleur de dire ce qui m'obsède et me demande un temps de réflexion à l'écart du monde. L'écriture mène le jeu des mots, plus encore que la peinture, le jeu des couleurs. Le plan est pour la forme, car viendra le moment où les personnages prendront eux-mêmes la plume, pour en faire à leur tête. Je deviens l'esclave de mes créations, n'étant que la porteuse des mains qui les animeront. Bien que cela soit une torture, le résultat me libère à l'instant où s'allume la joie dans le regard d'un ami. Car la création est aussi un geste de guérison, pour soi et pour les autres.

Entre la technologie du monde virtuel et la mémoire de la terre, la mémoire des cultures orales qui persiste, je parle de fragilité et de ténacité, je parle du sacré des rituels qui traversent le monde d'aujourd'hui malgré les écosystèmes menacés, je piste le souvenir de mes racines et leur origine intimement liée à la terre. Il s'agit d'un voyage et d'une exploration qui impliquent l'être tout entier et qui couvrent tous les secteurs de l'existence dont l'œuvre devient la référence, le lieu de recherche, d'expérimentation et de témoignage.

FAIRE PLACE À L'AVENIR

De nombreuses mobilisations citoyennes actuelles inventent d'autres manières de faire de la politique.

Diane Lamoureux

L'auteure, professeure au Département de science politique de l'Université Laval, vient de publier *Les possibles du féminisme* (Éditions du remue-ménage, 2016)

Scandales à répétition, affaires de corruption, politiciens et politiciennes de profession qui s'accrochent au pouvoir, enjeux qui se répètent d'une campagne à l'autre et qui finissent par passer à côté des préoccupations de la population... L'univers politique n'est pas ce à quoi on pense spontanément lorsqu'on évoque la création, lui qui dégage une odeur rance et une impression de pareil au même.

Et pourtant, il y a une autre politique dont on entend moins parler parce qu'elle passe sous les radars médiatiques ou parce que les grands groupes de presse préfèrent l'ignorer, cultivant l'apathie, le cynisme et l'illettrisme politique de masse.

Pour nous guider dans cette politique autre, qui de mieux que la philosophe Hannah Arendt, elle qui rappelle que «*arkhein*», le terme grec pour l'*agir*, compris comme fondement du politique, signifie autant *commencer* que *commander*, faisant ainsi de la natalité une de ses catégories politiques fondamentales. Ses écrits nous incitent à penser l'événement comme *avènement*, à ne pas rabattre le présent sur le passé et le déjà connu. Arendt nous convie également à porter attention au bruissement de ce qui naît plutôt qu'au vacarme de ce qui meurt. Et le terreau privilégié du totalitarisme lui a toujours semblé être le conformisme.

Initier de nouveaux commencements

Si les altermondialistes opposent au «*There is no alternative*» des néolibéraux l'idée qu'un autre monde est possible et, surtout, nécessaire, l'émergence de nouvelles façons de faire de la politique se poursuit dans leur sillon. On assiste à des réveils citoyens et à un foisonnement d'initiatives qui nous montrent que la politique, c'est d'abord et avant tout des femmes et des hommes qui pensent et agissent ensemble pour humaniser le monde.

«*S'ils ne nous laissent pas rêver, nous ne les laisserons pas dormir*», proclamait une bannière madrilène du mouvement des *Indignad@s* en 2015. Quelle meilleure façon de dire que la mise en action politique comporte toujours une part de rêve,

celle d'un monde meilleur qu'il nous appartient d'imaginer et de faire advenir ensemble, à travers nos débats et nos actions.

Notre propre «printemps érable» au Québec a d'abord été un *printemps*, c'est-à-dire une saison des renouveaux, où une partie de la jeunesse québécoise a proclamé «nous sommes avenir» et a fait un accroc majeur non seulement à la gangue néolibérale qui nous étouffe, mais surtout à la torpeur qu'entretient la classe politique. Lors de ce printemps prolongé, l'imagination n'a plus été du côté des astuces politiciennes ou de la course à l'évasion fiscale, mais du côté de ce monde qui s'inventait, malgré la répression, dans les manifestations, les actions de perturbation, les interventions artistiques, les rendez-vous de casseroles, les assemblées dans les parcs.



Mana Rouholamini, *De Shūshtar*, 2009, encre et gouache sur papier, 63,5 x 96,5 cm.

Artiste invitée du n° 668 (mai 2001).

Photo: David Barbour.

Ailleurs dans le monde, les divers mouvements des *places*, se heurtant aussi à la répression, ont laissé place à des initiatives qui, bien que moins spectaculaires, ont toutefois le mérite de s'inscrire dans la durée et d'inventer d'autres façons de faire société. Ainsi, en Espagne, les places se sont vidées, mais il y a des comités de quartier qui élargissent les expériences plus anciennes des centres sociaux autogérés ; il y a des échanges libres de services qui fonctionnent grâce à l'entraide citoyenne, en dehors des règles du marché, et qui n'ont rien à voir avec la supposée économie de partage des libertarismes *high tech* ; il y a surtout des luttes quotidiennes contre les évictions de logements et leur reprise par les banques qui instaurent de facto le droit

Chaque fois que nous pensons et agissons ensemble, si minuscules soient les espaces que nous dégaugeons, nous créons une part d'humanité qu'il nous incombe de laisser se déployer.

d'habiter. Il y a également le parti Podemos, qui est porteur d'une nouvelle façon de faire de la politique non pas sur le dos des citoyens et des citoyennes mais avec eux, refusant, pour l'instant, les petites combines pour parvenir au pouvoir à l'échelle pan-espagnole tout en jouant un rôle municipal important à Madrid et à Barcelone.

Le pouvoir sur d'autres bases

Il y a plus de 20 ans déjà, les zapatistes mexicains¹ nous montraient que l'on pouvait contester le pouvoir étatique sans chercher à prendre sa place et créer les conditions d'une nouvelle façon de vivre ensemble. Leur projet repose sur des pratiques autochtones anciennes tout en leur adjoignant l'idée moderne d'égalité (« égaux parce que différents ») selon la formule de la major Ana María), en renversant le rapport entre les représentants et les représentés, selon le principe « *mandar obedeciendo* » (gouverner en obéissant), bref, en opposant au pouvoir qui s'exerce sur des populations un pouvoir qui circule entre les hommes et les femmes s'organisant collectivement pour façonner leur monde.

Ces exemples ne doivent pas nous amener à vénérer de nouvelles patries du socialisme, mais nous conduire à chercher les moyens de construire dès à présent de nouvelles façons de faire et de vivre qui rompent avec la logique de la compétition et de la performance, véritables dopages des ego, pour mettre en branle du *commun* qui, pour ne pas devenir mortifère, doit se comprendre sur le mode du *comme-un*, à savoir une unité qui s'appuie sur les individualités sans les dissoudre.

« L'imagination au pouvoir », proclamaient certaines affiches de mai 1968, « Rêve général illimité », voit-on fleurir dans les mobilisations actuelles contre la réforme du *Code du travail* en France qui ont donné naissance au mouvement Nuit debout. Si, dans le passé, nous avons pu inventer des cliniques populaires, des coops d'alimentation, des garderies populaires, des centres de santé pour femmes, des centres d'artistes autogérés, des cuisines collectives, des radios communautaires, des productions culturelles, qu'est-ce qui nous empêche, dans nos mobilisations

actuelles contre l'austérité et l'économie pétrolière, non seulement d'agir ensemble pour infléchir le cours actuel du monde mais aussi de mettre en place ici et maintenant, sans attendre des lendemains qui souvent déchantent, d'autres façons de faire ensemble ?

Bref, faire de la politique autrement, c'est d'abord et avant tout s'inspirer du principe de natalité si cher à Hannah Arendt. Par natalité, celle-ci entendait créer une place pour les nouveaux venus, en leur léguant un monde déjà balisé par des institutions, tout en ne leur imposant pas un *testament*, c'est-à-dire des prescriptions pour agir dans le monde, suivant en cela le bel aphorisme de René Char qu'elle se plaisait à citer, « notre héritage n'est précédé d'aucun testament ». À cet égard, l'éducation, cette grande négligée de l'efficiace néolibérale qui lui préfère l'employabilité, joue un rôle crucial : elle doit ouvrir les portes du savoir mais aussi stimuler l'imagination et la capacité d'explorer de nouvelles voies.

Arendt peut aussi nous inspirer avec son principe de pluralité. Celui-ci ne renvoie pas qu'au pluralisme des idées ou qu'au relativisme des valeurs, mais à la capacité de chacun et de chacune de penser et de prendre sa responsabilité à l'égard du monde tout en tenant compte du fait que nous ne sommes pas seuls à l'habiter et que c'est avec nos semblables, et non à leur rencontre, qu'il importe de le façonner. La pluralité nous invite à cultiver autant l'esprit de la rébellion que celui de la discussion. Elle invite à penser par soi-même, sans se contenter du prêt-à-penser, mais aussi à argumenter et à écouter ce que les autres ont à nous apporter.

Dans notre univers de plus en plus mondialisé, il s'agit aussi de prendre conscience que « notre monde est fait de plusieurs mondes », comme nous le rappelle le sociologue Boaventura de Sousa Santos. Préserver la pluralité de ces mondes et les faire entrer en dialogue plutôt que d'imposer le modèle occidental comme seul référent possible de l'humanité, cela implique de s'orienter vers un pluriversalisme plutôt que de prôner un universalisme aseptisé et un monde sans qualités. Il s'agit d'initier un véritable dialogue interculturel en prenant ce qu'il y a de mieux dans chacune des cultures et en préservant leurs capacités de se développer.

Ainsi, tel Virgile pour Dante, Hannah Arendt peut nous aider à trouver notre voix et à explorer des voies de changement, à développer un langage et des outils pour nous orienter dans un monde dont il est encore possible de faire émerger la beauté en dépit des ravages de nombreux systèmes d'oppression. Chaque fois que nous pensons et agissons ensemble, si minuscules soient les espaces que nous dégaugeons, nous créons une part d'humanité qu'il nous incombe de laisser se déployer. ☺

1. Voir Claude Morin, « Les zapatistes 20 ans plus tard », *Relations*, n° 771, avril 2014.

Parole d'excluEs : CRÉER DE L'INCLUSION SOCIALE

La créativité dans la lutte contre l'exclusion sociale est au cœur du travail de Parole d'excluEs à Montréal-Nord, qui fait émerger de nouveaux modèles de solidarité.

Isabel Heck

L'auteure, anthropologue et professeure associée à l'UQAM, est chercheuse à Parole d'excluEs

Dans un contexte socioéconomique où les pratiques d'intervention sociale se tournent de plus en plus vers l'assistance individuelle et l'offre de services, Parole d'excluEs, un organisme à but non lucratif fondé à Montréal en 2006, développe des pratiques de mobilisation collectives, participatives, novatrices et transformatrices. Son pari: partir des réalités concrètes vécues par les populations affectées par la pauvreté et l'exclusion sociale pour élaborer des positions et des actions visant à transformer le système économique et politique afin qu'il soit producteur d'inclusion et non d'exclusion.

La créativité qui caractérise le modèle de Parole d'excluEs réside autant dans sa démarche de mobilisation large et inclusive des citoyens en situation de pauvreté et d'exclusion sociale que dans la co-construction d'actions entre citoyens, intervenants communautaires et chercheurs. L'émergence de nouveaux modèles, tant en matière de participation citoyenne que de production et de répartition des richesses, est ainsi favorisée.

Écouter d'abord

Comme l'illustre son nom, l'un des fondements de l'approche de Paroles d'excluEs est la prise de parole de celles et ceux qui se font rarement entendre. Lorsque l'organisme s'établit dans un nouveau secteur d'intervention et y ouvre un local communautaire – en partenariat avec la Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal (SHAPEM), et avec l'Accorderie, un organisme qui propose un système économique alternatif basé sur l'échange de services entre individus et l'utilisation d'une « monnaie temps » –, on cherche d'abord à écouter les citoyens et les citoyennes du quartier. Sans projet ni domaine d'intervention prédéfinis, il s'agit de proposer une démarche dont la première étape consiste à les inviter à s'exprimer au sujet de leur réalité et de leurs conditions de vie. Avec l'aide de l'Incubateur universitaire de Parole d'excluEs¹, des animateurs et des responsables de la mobilisation travaillant au local communautaire, une étude de terrain est ainsi réalisée afin de dégager les besoins et les aspirations exprimés.



David Lafrance, *Nuit d'élection n° 1*, 2013, acrylique sur papier, 22 x 30 cm.
Artiste invité du n° 675 (mars 2002)

Cette étude vise à colliger le savoir citoyen et à faire ressortir une vision commune qui constituera la pierre d'assise pour les actions à développer. Les résultats sont validés ensuite par les gens du quartier en assemblée publique, puis ceux-ci sont invités à passer collectivement à l'action pour relever les défis identifiés. Un comité citoyen, distinct et autonome de Parole d'excluEs, mais qui est soutenu et accompagné par l'organisme, est ensuite formé. Ces premières étapes de l'intervention appor-

tent généralement déjà plusieurs changements concrets. Premièrement, l'établissement d'un local communautaire ouvert à la population conduit à la création d'un lieu citoyen dans le milieu de vie même des personnes. Deuxièmement, la valorisation, la mise en commun et la prise en compte du savoir expérientiel des personnes pour déterminer les domaines d'intervention leur donnent un pouvoir de décision sur le processus; troisièmement, des liens se créent et le tissu social se renforce par l'organisation d'activités collectives; quatrièmement, la création du comité citoyen signifie une reconnaissance des citoyens comme acteurs.

Ces hommes et ces femmes deviennent ainsi des acteurs à part entière qui ont un pouvoir d'agir sur leur quartier et leurs conditions de vie. C'est un changement considérable, car souvent, l'attitude première des gens que Parole d'excluEs essaie de mobiliser – et qui est profondément ancrée dans notre société – est de s'attendre à recevoir des services individuels venant répondre aux problèmes vécus. Cependant, une démarche où l'on invite les personnes à passer elles-mêmes à l'action et à mettre en branle des projets collectifs qui transforment plutôt qu'ils ne «réparent» leurs problèmes, demande du temps. Cela nécessite un changement de perspective et le développement d'une confiance dans leur capacité d'action – un processus qui peut être facilité, entre autres, par des réussites concrètes.

Le Système alimentaire pour tous

Regardons de plus près comment s'est construit un des projets majeurs issus de la démarche de Parole d'excluEs: le Système alimentaire pour tous. Lors de l'étude sur les besoins et aspirations des citoyens de l'îlot Pelletier, à Montréal-Nord², et grâce au lien de confiance créé, ces personnes soulèvent un problème important d'accès à l'alimentation dans le quartier. Le manque d'offre alimentaire à proximité fait en sorte que beaucoup de gens du secteur ont de la difficulté à se nourrir convenablement. Le faible tissu social et des difficultés économiques contribuent aussi au problème. Un comité citoyen pour la sécurité alimentaire est donc créé en 2009. Ses membres se mettent à planter des tomates derrière l'immeuble du local communautaire et proposent des idées telles qu'une épicerie communautaire, un groupe d'achat ou une cuisine collective. Une étude de faisabilité, réalisée par l'Incubateur universitaire de Parole d'excluEs, retient l'idée du groupe d'achat, qui est mis sur pied en 2009 et intégré à l'Accorderie. Les citoyens y participent fortement, ce qui contribue à renforcer les liens sociaux et à leur générer des revenus (ils sont rémunérés en «heures» lorsqu'ils aident, par exemple, à préparer des commandes, «heures» qu'ils peuvent ensuite échanger contre d'autres services).

Parallèlement, d'autres projets prennent forme dans le secteur. Par exemple, un grand stationnement désaffecté d'une surface de 1000 m² derrière le local communautaire –jadis associé à un lieu de prostitution et de vente de drogue– est désasphalté et converti en espace de socialisation. Baptisé La Voisinierie, cet espace intègre des jeux pour enfants ainsi qu'un jardin collectif géré par le comité citoyen en sécurité alimentaire.

En 2010, Parole d'excluEs est interpellé par la table de concertation du quartier pour réaliser un projet plus ambitieux, financé par la Direction de la santé publique, toujours en ma-

tière de sécurité alimentaire à Montréal-Nord. Un comité de suivi en sécurité alimentaire est alors mis sur pied pour développer une vision commune de cet enjeu et travailler à des solutions. Il regroupe aujourd'hui 18 organismes de Montréal-Nord et de ses environs, incluant le comité citoyen de l'îlot Pelletier. Afin d'ancrer la réflexion plus largement dans la communauté, un rendez-vous annuel d'accès à l'alimentation est organisé depuis 2013, qui mobilise des citoyens, des acteurs communautaires et institutionnels ainsi que des chercheurs. Des projets concrets tels des marchés festifs sont expérimentés et répétés au fil des ans.

Peu à peu, un projet plus structurant et intégrant diverses initiatives se dégage de la démarche: le Système alimentaire pour tous. Sortant de la logique spéculative tout autant que de celle de la charité, il se base sur la réciprocité, l'interdépendance, l'implication citoyenne, le développement du pouvoir d'agir et la collaboration entre acteurs pour répondre à un triple objectif: garantir, dans la dignité, un accès à une alimentation saine et abordable pour tous; renforcer le lien social; générer des revenus. Au cœur de ce système se trouve la coopérative de distribution alimentaire Panier Futé Coop, fondée en 2014, qui livre des aliments à des points de chute et à laquelle tous les membres contribuent activement en y investissant trois heures par mois. Pensé comme une filière alimentaire, le Système alimentaire pour tous intègre aussi la production et la transformation des aliments, et permettra graduellement de fédérer des organismes et des entreprises partageant ses valeurs tout en leur permettant de conserver leur pleine autonomie.

Ces hommes et ces femmes deviennent ainsi des acteurs à part entière qui ont un pouvoir d'agir sur leur quartier et leurs conditions de vie.

Si le système n'est pas encore opérationnel dans son ensemble –un poste de coordination vient d'être créé en février 2016–, son développement incarne toutefois clairement un processus innovant et graduel qui a commencé par quelques plants de tomates, pour ensuite donner naissance à un groupe d'achat et à un jardin collectif, avant de constituer une solution plus structurante. La clé du type d'initiatives menées par Parole d'excluEs réside vraiment dans l'écoute des besoins exprimés par les citoyens et une approche inclusive de co-construction de projets entre citoyens en situation de pauvreté et d'exclusion, intervenants sociaux et chercheurs, pour créer de nouveaux modèles qui visent la transformation sociale. ☺

1. Unité de recherche affiliée au Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), l'Incubateur universitaire de Parole d'excluEs est un lieu de réflexion et «d'incubation» des problèmes et questionnements soulevés sur le terrain.

2. Jean-Marc Fontan et Patrice Rodriguez, «Étude sur les besoins et les aspirations des résidents de l'îlot Pelletier. Synthèse des recherches effectuées: similitudes et différences des différents acteurs rencontrés», *Cahiers de l'ARUC*, 2009.

L'ACTE CRÉATEUR DE DIEU COMME RELATION D'AMOUR

*L'élan créateur
qui nous relie les uns aux autres fait de l'accueil de l'autre, de « l'étranger »,
une condition de la justice sociale.*

Anne Fortin

L'auteure est théologienne

L'humain est un être créateur. Le monde est, pour toutes et pour tous, un espace à remodeler, à renouveler, à parfaire et à rendre plus juste, car les êtres humains créent aussi un monde qui oppresse et réprime les autres humains. Même ceux et celles qui peinent pour leur survie et luttent pour leur libération font preuve constamment de créativité et de dépassement de soi. Et même sur les décombres et dans les camps de réfugiés, les enfants continuent – parfois – de jouer.

À l'élan créateur de l'humain répond la créativité de la nature et vice-versa. Cet élan est sans doute ce que chacun porte en soi de plus évanescent et de plus puissant. Pour évoquer cette source de créativité entre l'humain et le monde, la tradition chrétienne parle de la figure du Dieu créateur. En tant que principe tiers, même implicite, il pourrait inspirer tout humain. Ce principe, cette source, ce souffle partagé par chacun, qu'il soit croyant ou non, nous pourrions aujourd'hui l'appeler « amour ». Comme c'est le cas dans le corpus johannique (Évangile et lettres de Jean) du Nouveau Testament. Dire « Dieu est Amour » et le penser comme tiers, c'est sans doute Augustin qui l'a fait le mieux en le situant dans l'élan créateur qui nous lie les uns les autres : « Lorsque tu vois l'amour, dit-il, tu vois la Trinité : il y a celui qui aime, celui qui est aimé et l'Amour qui circule entre les deux. » Dieu créateur crée d'abord la relation. Il est mouvement, souffle, don qui n'a pas de frontière. Il traverse tout. On ne le possède pas. Il se tient au cœur de nos actes créateurs, dans « une brise légère » (I Rois 19, 12). Comme une transcendance qui vise à faire agir et à créer un monde meilleur avec ses frères et ses sœurs. Qui ne cherche pas l'amour et ne remue pas ciel et terre jusqu'à ce qu'il irrigue sa vie ? C'est le moteur de toute action de créer et d'aimer. Et cette action nous tire hors de nous vers les êtres que nous aimons.

Toutefois, une fois que l'on s'engage sur ce chemin de création pour l'amour de l'autre, les frontières et les limites se brouillent. Qui est l'autre pour qui je suis prêt à créer un monde meilleur, plus juste ? Ma famille, mon quartier, ma ville, ma société, le monde ? Où commence et où se termine ma vision de l'autre ? Qui reconnaissons-nous comme notre prochain ? De qui nous faisons-nous le prochain ?

Les tiers

Ceux et celles qui viennent d'ailleurs (pas seulement l'étranger, mais aussi le pauvre, le « poqué », etc.) ne sont pas d'emblée reconnus comme un « prochain ». Bien souvent, la méfiance, l'antagonisme et la peur les excluent du monde à créer en-

semble. C'est comme s'il y avait un « nous », d'un côté, et un « eux », de l'autre. Avant d'être des frères et des sœurs en humanité, ce sont des étrangers qui dérangent. Comme si la création du lien social ne passait pas aussi par ces personnes – mises à part, exclues, même si, parfois, nous vivons côte à côte.

Cela est loin d'être un travers exclusif à notre époque. Dans les récits du Nouveau Testament, les tiers exclus¹ sont utilisés pour piéger Jésus. Ils ne sont pas des sujets, mais des instruments, exclus du lien social, pour les pharisiens : femmes, malades, étrangers... Jésus les réinsère « au milieu » : « Que veux-tu que je fasse pour toi ? » (Marc 10, 52). En leur donnant la parole, Jésus crée une dynamique sociale complètement nouvelle. Donner la parole à « l'autre », l'écouter, agir en fonction de sa position différente, se laisser décentrer du pôle de décision pour recomposer le cadre social : voilà autant d'actes qui recréent toujours le monde à nouveau. Les exclus, s'ils sont écoutés, font circuler la parole autrement, redistribuent les rôles, ouvrent les horizons. Les personnes qui créent ainsi les conditions pour une société plus juste interrompent toujours un ordre du monde fondé sur la loi du plus fort. Il y a peut-être là une attitude à saisir, quel que soit notre rapport au christianisme. On peut dire que Jésus a fondé une nouvelle religion – encore en devenir – en ce qu'il a créé une nouvelle façon de se *re-lie*² les uns aux autres.

Vivre ensemble

Nos débats sur l'accueil des réfugiés sont traversés par ces mêmes questions. L'enjeu est celui d'une société à créer pour que tous puissent vivre ensemble. Comment aménager nos sociétés, comment intégrer la différence, comment imaginer un monde où tous et toutes peuvent habiter ensemble de façon équilibrée ? L'avenir de la planète passe par davantage de créativité, d'inventivité, d'innovation. Ce qui est devant nous sera différent de tout ce que nous avons connu. Cela peut engendrer la peur. Mais cela peut aussi ouvrir à de nouvelles fécondités³. Ou les deux à la fois. C'est pourquoi le monde devant nous appelle à davantage de solidarité et d'écoute. Isolé, on s'enferme dans la peur. Isolé, la fécondité n'est que soliloque.

Les peurs sont pourtant bien concrètes : comment persister dans la visée du bien de l'autre sans craindre pour autant une menace pour notre propre bien ? Comment créer un monde plus juste en nous décentrant au point de faire du bien commun le pivot de nos actions ?

La création sera alors à la fois un acte d'amour et de responsabilité qui nous tire hors de nos automatismes – répéter ce que l'on connaît, refaire ce qui a toujours été, reproduire un modèle gagnant – rassurants mais aveugles devant les nouvelles urgences du monde. *Nos* urgences, *nos* priorités, *nos* objectifs se



Louise-Andrée Roberge,
Déjeuner au parc, 2013.
Artiste invitée du n° 731
(mars 2009)

font interrompre par la vie qui nous déplace, nous dérange et modifie l'ordre de nos prévisions.

Créer un monde plus juste passe nécessairement par une tension féconde entre notre élan créateur et l'attention à l'autre. Mais c'est précisément l'interruption de mon élan créateur par l'urgence venant de l'autre qui en devient le meilleur garant. L'appel de l'autre donne une nouvelle dimension à l'élan créateur – qui deviendra vraiment créateur en honorant l'irruption du souffle de l'autre.

Tous ces aspects qui se vivent au quotidien sont au cœur de l'héritage chrétien : la responsabilité à l'égard des plus démunis, l'amour inconditionnel de l'étranger, la liberté comme fer de lance de la vie au cœur même des situations d'oppression, le don de sa vie pour tous. Rien de tout cela ne devrait être étranger à ceux et celles qui s'en revendiquent aujourd'hui...

Solidarité et différence

Le souffle de l'Autre, de l'altérité, au cœur de nos élans créateurs ne peut être contrôlé; il ne peut qu'être reçu. C'est à ce titre qu'il nous transcende. Que faisons-nous de cette transcendance? C'est notre agir qui parle alors du Dieu qui est le nôtre au-delà ou en-deçà de nos discours. Sommes-nous assis sur un savoir concernant Dieu ou sommes-nous poussés par et vers ce qui nous dépasse – le don de sa vie pour ses frères et ses sœurs?

Créer un monde plus juste passe par un chemin partagé entre des personnes de tous horizons. Cherchant le socle de nos « raisons communes⁴ », le sociologue Fernand Dumont propose de

renouer avec une forme de « transcendance », immanente à toute collectivité, qui mobilise « une obsession pour la justice⁵ ». Le philosophe Jürgen Habermas, lui, en appelle à une « transcendance de l'intérieur » au sein des pratiques sociales. Une telle transcendance serait un chemin pour créer des liens différents dans la société, de l'intérieur des pratiques qui demandent de nouvelles avenues de résolution. Pour « s'entendre », par exemple, avec des réfugiés qui n'ont pas laissé leur « Dieu » chez eux, nos yeux sécularisés ne pourraient-ils pas voir les conditions de la transcendance de l'intérieur des pratiques de l'autre? Si « Dieu » ne parle plus à nos oreilles, n'y aurait-il pas un chemin où se rencontrer dans l'espace de la transcendance qui fait agir et créer de l'intérieur? Ce chemin ne pourrait-il pas nous rendre solidaires les uns des autres tout en vivant sans heurts les inévitables différences?

Encore une fois, cela engage à écouter l'autre. Le chemin pour créer un monde nouveau, juste et solidaire ne peut en faire l'économie. Écouter l'autre sera alors « entendre » sa liberté créative.

Le Dieu créateur s'insuffle dans nos transcurrences intérieures, au cœur du monde. Parions qu'ultimement, Dieu se soucie peu aujourd'hui du nom qu'on lui donne. Parions qu'il attend que sa créativité habite notre humanité en relation. « Créons l'humain à notre image et à notre ressemblance », en relation, homme et femme, pour créer le monde (Genèse 1, 26-27). ©

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

Consultez nos suggestions de lectures, de films, de vidéos et de sites Web en lien avec le dossier au www.revuere relations.qc.ca

1. Jacques Grand'Maison, *Les tiers*, vol.1-3: « Analyse de situation »; « Le manichéisme et son dépassement »; « Pratiques sociales », Montréal, Fides, 1986.

2. Une des étymologies du terme *religion* est « relier » (*religare*).

3. Voir Elena Lasida, « Les nuits sont enceintes », *Relations*, n° 780, octobre 2015.

4. F. Dumont, *Raisons communes*, Montréal, Boréal, 1995.

5. *Id.*, p. 227.

75^e DE RELATIONS

L'INUTILE, FERMENT D'HISTOIRE

Jean Pichette

L'auteur, philosophe, a été rédacteur en chef de *Relations* de 1999 à 2002¹

Pendant le congé pascal, j'ai passé deux longues soirées avec ma fille, âgée de 11 ans, à regarder la superproduction de Franco Zeffirelli, *Jésus de Nazareth*. Même si on est très loin de la puissance de *L'Évangile selon saint Matthieu* de Pasolini, je croyais tenir là une façon intéressante de transmettre à une jeune adolescente quelques clés permettant de comprendre une figure capitale (on me pardonnera l'euphémisme) de la culture occidentale. Objectif atteint. Moyennant quelques arrêts sur image pour fins de contextualisation historique et d'explications théologiques sommaires, un nouveau monde s'est offert à ma fille, qui ne restera pas sans traces, j'en suis convaincu. Nous pourrions bientôt passer à Pasolini, à Rossellini (son merveilleux *Onze Fioretti* sur François d'Assise), etc., avant de naviguer, dans quelques années, dans les eaux de « mon » très cher Tarkovski et de son extraordinaire *Andrei Roublev*.

J'éprouve toujours un certain ravissement à retrouver –ou découvrir– des œuvres empreintes de l'héritage chrétien. Comme si mes sens s'éveillaient au contact d'images, de sons ou même d'odeurs demeurés trop longtemps en apesanteur, dans les limbes d'une réalité qui déborde toujours l'enclot dans lequel l'air du temps aimerait la confiner. Nul réconfort n'est pourtant à l'origine de ce sentiment. Quand je lis Bernanos ou Péguy, quand j'écoute Bach, Schütz ou Monteverdi, je ne *rentre* pas chez moi, si je puis dire. C'est plutôt un *ailleurs* qui s'offre chaque fois à moi. Étrange sentiment : l'œuvre ne me ramène pas à bon port, sans pour autant dérober le sol sous mes pieds. Elle m'aspire depuis ce lieu qui est le mien, en ouvrant l'espace d'un désir radicalement étranger à quelque visée consummatoire. Une porte s'ouvre, mont Thabor d'un autre monde. Promesse d'une nouvelle naissance, d'un désormais qui n'oublie pas dans quel limon il marche.

Je ne m'intéresse pas –ou peu– à la création du monde. Je laisse à d'autres le soin d'investir ce moment « inaugural » (si tant est qu'une telle expression puisse faire sens). Je préfère de beaucoup la re-création du monde, par laquelle celui-ci se ressaisit en se projetant dans le temps. *L'Edda* scandinave, *L'épopée de Gilgamesh*, *La théogonie* d'Hésiode sont quelques exemples parmi d'autres de l'immense inventivité cosmogonique humaine. La *Genèse* ne dépare certes pas à cet égard, ni l'évangéliste Jean et sa saisissante formule : « Au commencement était le Verbe ». Toutes les grandes civilisations ont leurs récits fondateurs, tramés dans l'imagination, l'inventivité et la plasticité d'une langue : la création n'y est jamais une, définitive, mais mouvement infini, propulsé d'on ne sait trop où mais relayé et

nourri par nous, simples mortels. La création est donc tout sauf un enfermement dans la permanence du même. Au dogmatisme positiviste de l'origine, on ne peut donc opposer celui du créationnisme. Même la réduction darwinienne (ou néodarwinienne) de l'origine des espèces à une logique de survie ne saurait emporter notre adhésion : toute création comporte en effet une dimension expressive, auto-affirmation du vivant qui existe précisément dans la reconnaissance de son unicité. On pourrait aussi dire que la création est d'abord récréation : expression fondamentale –mais néanmoins totalement inutile du point de vue d'une logique instrumentale– de la « gratuité » du vivant, dont l'expressivité est source de tout. Création/re-création/récréation : point d'ancrage de la réalité humaine, mais aussi assise de son histoire. Non, la création, l'« inutile », ne sont pas « luxe superflu » mais ferment d'histoire. Une histoire qui s'écrit par des « écrivains-acteurs » capables d'éprouver la richesse d'un monde qu'ils refusent de réduire à une prison dans laquelle il leur faudrait docilement prendre place – « s'adapter », dit-on dans une langue devenue outil de gestion.

C'est tout cela qui remonte en moi quand une œuvre se donne à voir ou à entendre. Bien sûr, une œuvre n'est pas nécessairement « religieuse », mais dans tous les cas, elle permet de relier des gens en les plaçant dans un même horizon de sens. Ici, ce ne sont pas les réponses qui importent, mais le partage d'une route qui vaut la peine d'être empruntée pour elle-même. Plus précisément : la route se déplie dans ce compagnonnage et se pare du coup de mille et une richesses insoupçonnées que nul terminus ne pourrait offrir.

Pendant trois ans, entre 1999 et 2002, j'ai déambulé sur ces routes avec mes camarades de *Relations* –et tous ceux et celles qui, avec nous, partageaient cette soif de justice et de beauté. J'ai contribué, avec d'autres, à faire de la revue un lieu qui, dans sa forme même, puisse contribuer à nous emporter dans un ailleurs, parce qu'il nous le donne à voir, à sentir, à aimer, ici et maintenant. Quand la nuit semble devoir régner sans fin sur le monde, j'aime croire que cette petite chandelle peut nous aider, tous et toutes, à demeurer résolu dans notre combat pour un monde meilleur. Je ne sais pas si la beauté peut suffire pour sauver le monde. Je suis par contre convaincu que si nous ne veillons pas à garder cette flamme vivante, le triomphe de la raison gestionnaire risque fort de nous priver de toute raison de vivre... ☺

1. Jean Pichette, avec Mathilde Hébert qu'il a recrutée comme directrice artistique, a initié l'aggiornamento de *Relations* en 2000, en introduisant entre autres dans nos pages des œuvres d'artistes invités et une chronique fiction/poésie.

Notre numéro de juillet-août sera disponible en kiosques et en librairies le 8 juillet. Pensez à réserver votre exemplaire! Il comprendra notamment un dossier sur :

L'ACCAPAREMENT DES TERRES

Dans un contexte mondial caractérisé par une ruée vers les ressources depuis une dizaine d'années, la vague d'acquisitions massives de terres à laquelle on assiste relève d'un véritable phénomène d'accaparement. En Afrique, en Amérique latine et en Asie principalement, des millions d'hectares de terres sont appropriés pour l'agriculture industrielle – incluant la production d'agro-carburants –, les industries extractives, le tourisme ou tout simplement la spéculation, menaçant la sécurité et la souveraineté alimentaires des peuples. Si les investisseurs privés sont les principaux responsables, les États, des institutions publiques et des fonds de pension jouent aussi un rôle dans ce phénomène. Quelles solutions les populations trouvent-elles pour faire face au problème? Quelles alternatives existe-t-il au modèle d'appropriation capitaliste de la terre? Les régimes de propriété non occidentaux – notamment africains – peuvent-ils nous inspirer en cette matière?



René Derouin, *Les derniers territoires I*, 243 x 487cm, bois et relief polychrome, 2013.

À LIRE AUSSI DANS CE NUMÉRO :

- un débat sur la candidature de Donald Trump ;
- le premier des trois textes gagnants de notre concours d'écriture « Jeunes voix engagées » ;
- une analyse de fond sur le revenu minimum garanti ;
- le dernier Carnet de Bernard Émond, la dernière chronique poétique de Natasha Kanapé Fontaine et la chronique Questions de sens signée par Guy Côté ;
- les œuvres de notre artiste invité René Derouin.

Recevez notre infolettre par courriel, peu avant chaque parution. Inscrivez-vous à notre liste d'envoi sur la page d'accueil de notre site Web : <www.revuerelations.qc.ca>.





radio vm
AU CŒUR DE L'ESSENTIEL

LOUIS-MARTIN LANTHIER ET YVON PICHETTE
La guerre, la paix et Dieu
Mardi 7 h • Rediffusion le vendredi 11 h et le samedi 4 h

91,3 FM | **100,3 FM** | **89,9 FM** | **89,3 FM** | **104,1 FM**
MONTRÉAL | SHERBROOKE | TROIS-RIVIÈRES | VICTORIAVILLE | RIMOUSKI

radiovm.com

Suivez-nous sur facebook | 1 855 212-2020 (sans frais)





BOLIVIE : LES PARADOXES DU GOUVERNEMENT MORALES

Le conflit entourant la construction d'une autoroute dans le territoire protégé du TIPNIS a révélé de nombreuses contradictions dans le discours écologiste et indigéniste du gouvernement d'Evo Morales.

Eve B. Araoz*

L'auteure, chercheuse bolivienne, est doctorante en écologie interdisciplinaire à l'Université de Floride

L'arrivée au pouvoir d'Evo Morales et de son parti, le Mouvement vers le socialisme (MAS), en 2005, a suscité beaucoup d'espéros de changement dans un pays meurtri par plusieurs siècles de colonialisme, de marginalisation et de pauvreté de toutes sortes. Malgré des acquis importants –notamment sur le plan socioéconomique–, plusieurs de ces espoirs de voir le *Proceso de cambio*¹ («processus de changement»), instauré par le premier président d'origine autochtone de l'histoire du pays, déboucher sur une réelle révolution démocratique et indigéniste se sont progressivement évanouis. En dépit des promesses de développer une économie plurielle et malgré l'adoption d'une nouvelle constitution plurinationale, en 2009, force est de constater que c'est davantage un modèle hégémonique fondé sur l'extractivisme et les exportations de ressources naturelles qui s'est imposé et que les espaces d'expression politique ont été cooptés par le parti au pouvoir.

Pourtant, les gouvernements se réclamant du «socialisme du XXI^e siècle», comme celui d'Evo Morales, revendiquent un modèle postnéolibéral, pluraliste et fondé sur une relation harmonieuse avec la nature. Par exemple, en 2012, le Parlement bolivien a adopté la Loi cadre sur la Terre-mère et le développement intégral pour le «bien-vivre», concept défini comme un «horizon civilisationnel [...] alternatif au capitalisme» fondé sur les «cosmologies des nations et peuples indigènes-originaires-paysans [...]» (traduction libre).

Ce cadre philosophique et législatif entre en flagrante contradiction avec les projets de barrages hydroélectriques et d'autoroutes dans l'Amazonie, de même qu'avec l'expansion constante de la frontière agricole (notamment par la déforestation) et l'intensification de l'exploitation des hydrocarbures et des ressources minérales, qui caractérisent la stratégie économique du gouvernement bolivien.

Le conflit du TIPNIS

Le conflit entourant le projet gouvernemental de construire une autoroute en plein cœur du Territoire indigène et parc national Isiboro-Sécure (TIPNIS), au centre du pays, illustre bien ces contradictions entre le discours et la réalité. Il est rapidement devenu un exemple cristallisant clairement le double discours



du MAS concernant les enjeux sociaux, économiques et environnementaux.

En août 2011, pour protester contre le projet du TIPNIS, les membres de trois ethnies (Yuracarés, Moxeño-Trinitarios et Chimanes) qui habitent le territoire ont entamé une marche de 65 jours (600 km) depuis leurs communautés jusqu'au palais présidentiel, situé à La Paz, la capitale bolivienne. Leur revendication officielle était le respect de leur droit d'être consultés avant la réalisation du projet. Dans les faits, il s'agit davantage d'une lutte désespérée pour la survie de leur culture et de leur identité, sur un territoire qui représente le dernier retronchement où ils peuvent reproduire leur mode de vie. Pour eux, une autoroute constitue une porte grande ouverte à la déforestation, à l'utilisation non soutenable des ressources du territoire, mais surtout, à la multiplication de villes et de villages «de passage» servant principalement à fournir des services aux entreprises extractives actives dans la région. L'abondance d'argent, l'absence d'institutions et le caractère temporaire de ce genre d'établissements dans des zones reculées favorisent la prolifération de la violence et de la prostitution, entre autres problèmes sociaux. C'est contre ce sombre horizon que les mères du TIPNIS ont pris part à la marche en portant avec elles leurs bébés.

Cela n'a pas empêché les forces policières de réprimer violemment les protestataires, le 25 septembre 2011, à Chaparina. En date d'aujourd'hui, l'enquête pour identifier les responsables de la répression demeure sans réponses, bien que tout indique que l'ordre est venu de hauts responsables du gouvernement. Ce n'est qu'après ces événements, en 2012, que ce dernier a accepté de tenir une consultation publique sur le projet, qui fut toutefois marquée par la désinformation et la manipulation et durant laquelle la population n'a même pas pu débattre de tracés alternatifs pour l'autoroute. Aussi, bien que





Des participants de la grande marche vers La Paz contre la construction d'une autoroute dans le TIPNIS, en septembre 2011. Photo: Jaime Zapata/PC

le projet soit supposément interrompu pour l'instant, les travaux de construction se poursuivent.

Terre et territoire : une lutte entre pauvres

Le TIPNIS borde la région tropicale du Chapare, qui est la plus importante zone de production de feuille de coca du pays. Les *cocaleros*, les producteurs de coca, qui ont colonisé cette région après la privatisation de l'industrie minière dans les années 1980, viennent en grande partie de l'Altiplano. D'origine aymara et quechua principalement, ils sont associés à des organisations syndicales très puissantes, combattives et structurées. Ils constituent la base sociale et politique du gouvernement d'Evo Morales – qui est toujours président du syndicat des producteurs de coca – et sont favorables au projet d'autoroute, ce qui les oppose aux indigènes de la région tropicale. Cette opposition, qui est aussi celle, historique, entre paysans et indigènes, est le symptôme d'un problème plus profond : une véritable réforme agraire n'a jamais eu lieu dans les basses terres de la Bolivie. La lutte pour le territoire s'y fait donc entre pauvres, qu'il s'agisse des paysans *cocaleros* ou des Yuracarés, Moxeño-Trinitarios et Chimanes. Cette réforme agraire est une immense dette historique envers les populations rurales marginalisées, à laquelle le MAS – à l'instar de ses prédécesseurs – ne s'est jamais attaqué. Au contraire, les grands propriétaires terriens blancs qui dominent l'Amazonie bolivienne sont toujours aussi tranquilles et prospères, loin du champ de bataille et à l'abri des projecteurs.

Souveraineté et colonialisme

Pour justifier sa position intransigeante concernant la construction de l'autoroute dans le TIPNIS, le gouvernement a adopté un argumentaire anticolonial et développementaliste. Evo Morales déclarait en juin 2015 que « les gens du Sud ne sont pas les garde-parcs du Nord », et le vice-président, Álvaro García Linera, dans un ouvrage intitulé *Géopolitique de l'Amazonie* (2013), argumente que l'autoroute en question est une revendication des peuples amazoniens historiquement exploités par les structures capitalistes – au rang desquelles il inclut l'environnementalisme. Dans une vision paternaliste et condescendante, il présente l'autoroute comme la seule voix pour sortir les habitants du TIPNIS de la pauvreté.

Les paradoxes abondent aussi dans l'argumentaire anticolonialiste. L'autoroute du TIPNIS devait en effet être financée par la Banque nationale de développement du Brésil, dans le cadre de l'Initiative d'intégration régionale de l'Amérique du Sud, et a comme objectif ultime de donner au Brésil un accès routier à l'océan Pacifique. Bien que le projet ne soit pas encore terminé, des concessions d'exploration et d'exploitation pétrolières ont déjà été accordées au géant brésilien Petrobras (qui produit 60% du pétrole bolivien) et à la pétrolière française Total, car malgré la nationalisation des hydrocarbures en 2006, leur exploitation, elle, est toujours menée en grande partie par des compagnies étrangères. De plus, en mai 2015, le gouvernement bolivien a adopté un décret suprême pour permettre l'exploration et l'extraction d'hydrocarbures dans les aires protégées. Des arguments nationalistes sont invoqués pour délégitimer les protestations contre ces politiques et pour justifier un colonialisme interne dans lequel les intérêts économiques de l'État et l'exploitation des ressources naturelles continuent de primer sur la souveraineté des peuples indigènes.

Lorsqu'on connaît cette réalité, difficile de ne pas grincer des dents devant les déclarations d'Evo Morales lors de la conférence sur les changements climatiques de Paris, en décembre dernier : « [nous devons éradiquer] le capitalisme, qui est la cause structurelle des crises que vit l'humanité, avant que celui-ci n'achève la Terre-mère, et ainsi retrouver une vie en harmonie avec la nature » (traduction libre). Le président bolivien continue de représenter, aux yeux de la communauté internationale, une alternative au néolibéralisme et au grand capital. Pendant ce temps, dans son pays, le modèle extractiviste-exportateur s'est exacerbé ces dix dernières années, à la faveur d'un boom du prix des matières premières, écrasant tout ce qu'il croise sur son passage : peuples autochtones et forêts inclus.

Une dure vérité : la droitisation du MAS

Il est important de reconnaître la contribution essentielle du MAS à la construction d'un État moins discriminatoire et plus inclusif. Le changement par rapport à l'ère précédente est tangible et, souhaitons-le, irréversible. Par contre, en ce qui concerne le caractère plurinational de l'État et celui pluriel de l'économie, on ne peut que constater d'importantes contradictions et incohérences qui ont eu pour effet d'éloigner du MAS plusieurs composantes de la gauche, laissant le parti entre les mains de ses éléments plus autoritaires. Il est néanmoins important de signaler que la droite bolivienne, pour sa part, n'a pas cessé pour autant d'incarner les valeurs les plus rétrogrades, racistes et discriminatoires du pays.

Si ce n'est pas la première fois qu'un mouvement ou qu'un parti aux racines populaires se « droitise » en accédant au pouvoir, ceux et celles qui ont voulu voir dans le *Proceso de cambio* une véritable révolution sont tout de même tombés de haut. Reste le devoir de conserver les acquis, de corriger les travers et de régler les dettes historiques restées en plan. ©

* Traduit de l'espagnol par Emiliano Arpin-Simonetti.

1. C'est le nom que le MAS a donné à son projet de réforme et de transformation du pays en véritable État plurinational et postnéolibéral.



UN TOURNANT MAJEUR À LA FFQ

De nouvelles orientations guident le travail de la Fédération des femmes du Québec, qui célèbre son 50^e anniversaire cette année.

Denise Couture

L'auteure, professeure de théologie et de sciences des religions à l'Université de Montréal, représente L'autre Parole au conseil d'administration de la Fédération des femmes du Québec

Tous les dix ans, la Fédération des femmes du Québec (FFQ) s'engage dans une révision et dans une redéfinition de ses grandes orientations. Elle a effectué cet exercice en 2015, opérant cette fois un virage significatif, préparé depuis plusieurs années, dont j'esquisserai ici les grandes lignes.

Pour souligner le 20^e anniversaire du rassemblement Pour un Québec féminin pluriel (1992), qui avait conduit à prioriser la lutte contre la pauvreté des femmes, la FFQ a organisé les États généraux de l'action et de l'analyse féministes qui se sont tenus de 2011 à 2013. Ceux-ci visaient à réaliser un bilan des actions féministes des dernières décennies au Québec et à proposer des orientations pour les deux prochaines décennies. Déployés à travers trois assemblées, dont un large forum en 2013, ils ont débordé du seul cadre de la FFQ et des milliers de féministes ont participé aux diverses étapes de leur réalisation¹. C'est sur la base des travaux des États généraux que les membres de la FFQ, lors du Congrès d'orientation de mars 2015, ont été invitées à répondre à la question suivante : quelles approches permettent à la FFQ de mieux contribuer à la transformation sociale en 2015 ?

La défense des droits des femmes auprès de l'État

Jusqu'à récemment, la FFQ a articulé ses revendications autour de la défense des droits des femmes. Elle s'appuyait entre autres sur les conventions internationales pour revendiquer leur inclusion dans la législation québécoise et leur application effective à travers des programmes gouvernementaux adéquats. Sa plate-forme politique reposait sur l'idée que « le respect, la mise en application et le développement des droits des femmes constituent la trame des revendications féministes et confèrent une légitimité aux luttes du mouvement des femmes. D'où l'importance d'articuler notre plate-forme politique autour de droits fondamentaux pour les femmes et, surtout, de dégager ce que signifient ces droits aujourd'hui dans la réalité que vivent les femmes d'ici². » En effet, l'analyse féministe a montré le caractère androcentrique de l'approche des droits humains qui place les intérêts des hommes dans la position neutre et universelle et qui marginalise ceux des femmes, ce qui a conduit à introduire le concept de « droit des femmes ». Dans cette perspective, on soutient que ceux-ci *sont* des droits humains et on entreprend un travail spécifique pour faire ressortir les implications de cela dans la vie des femmes ou pour déve-

opper un discours spécifique, entre autres, sur les droits sexuels ou en matière de reproduction (droits génésiques).

Ce fut l'approche de la FFQ pendant une longue période, les axes prioritaires étant mis à jour régulièrement. Elle se situait ainsi dans une perspective où les actrices de la société civile adressaient leurs revendications principalement à l'État dans le but de faire progresser les droits des femmes, l'État étant considéré comme le garant de ces droits, des lois et des programmes susceptibles d'instaurer la justice envers les femmes. Ces droits, par ailleurs, ne peuvent jamais être tenus pour acquis et doivent toujours être défendus par les femmes elles-mêmes.

Or, on constate que les effets des changements législatifs ne se font pas nécessairement sentir dans la vie des femmes. Les pratiques sexistes persistent, comme la culture du viol, à laquelle il faut s'attaquer. Mais ce sont surtout des facteurs contextuels qui ont contribué à une modification des rapports avec l'État en cette ère de néolibéralisme mondialisé et de conservatisme

La stratégie de transformation sociale de la FFQ est passée de la revendication des droits des femmes auprès de l'État à la construction d'un projet féministe de société.

étatique. Ces deux phénomènes font en sorte que l'État n'agit plus comme un rempart et comme un défenseur des droits des femmes. Celui-ci intervient plutôt comme un des acteurs qui participent à leur marginalisation économique et à la violence qu'elles subissent. Le conservatisme qui prévaut actuellement au sein des gouvernements conduit à la mise en place de programmes discriminatoires envers les femmes. Il agit de manière complice avec les systèmes de domination contre lesquels luttent les féministes.

Les femmes autochtones ont toujours connu un tel rapport oppressif avec l'État, quel que soit le gouvernement en place, de même que les femmes immigrantes, confrontées aux effets des politiques d'immigration. Les femmes racisées, en particulier les femmes autochtones, dénoncent depuis longtemps l'aspect structurel du racisme qu'elles vivent en raison des politiques gouvernementales, ou encore le profilage racial qui fait en sorte qu'elles sont surreprésentées dans le milieu carcéral. Compte tenu des politiques d'austérité et de l'absence de réponse des gouvernements aux demandes portées par le mouvement féministe, ses artisanes ont donc affiné leur analyse du rapport à l'État, perçu comme un agent producteur et reproducteur des oppressions vécues par les femmes.



Laurence Cardinal,
À la mi-corps # B8, 2003,
techniques mixtes
sur bois, 76 x 76 cm.
Artiste invitée du n° 762
(février 2013)

La construction d'un projet féministe de société

Ainsi, la stratégie de transformation sociale de la FFQ est passée de la revendication des droits des femmes auprès de l'État à la construction d'un *projet féministe de société*. Ce projet vise l'édification d'une société exempte de domination et d'oppression et s'inscrit dans la perspective d'un slogan de la Marche mondiale des femmes: «Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche!» Il propose à la fois une action de déconstruction et de reconstruction, une critique des oppressions et une proposition d'alternatives. Il comprend également une analyse féministe des mécanismes complexes de domination et d'oppression.

Les membres ont voté l'orientation suivante: «Que l'action de la FFQ vise non seulement l'État mais également les pouvoirs économiques ainsi que les normes, croyances, idéologies et pratiques de tous les acteurs de la société.» La FFQ poursuivra ses interventions auprès de l'État dans la lignée de ses interventions précédentes, mais aussi, et peut-être surtout, pour contester sa complicité avec les systèmes de domination. Ce changement d'orientation a fait consensus.

En ce qui concerne le volet constructif d'un projet de société féministe, la FFQ a choisi d'ouvrir quatre champs d'action dont les titres et les orientations spécifiques devraient être adoptés lors de l'assemblée générale du 28-29 mai 2016: féminisme, intersectionnalité et solidarité; féminisme, bien-vivre, écologie et économie; féminisme, démocratie, citoyenneté et prise de parole; et féminisme, corps, image, genre et violence. Un autre enjeu qui a aussi été débattu fut celui des personnes trans et de leur inclusion ou non dans le mouvement des femmes. Les membres se sont entendues sur le compromis d'étudier la question.

Pour expliciter certains des tenants et aboutissants de l'évolution en cours, il est utile de la situer, d'une part, dans sa trame historique qui permet de voir son enracinement dans le mouvement féministe et, d'autre part, dans une trame politique/théorique qui explique le choix de l'approche féministe intersectionnelle.

Éléments d'une trame historique

Un événement marquant pour le mouvement féministe au Québec fut la Marche du pain et des roses contre la pauvreté, en 1995, organisée par la FFQ. En l'an 2000, l'initiative a pris une tournure internationale et le mouvement de la Marche mondiale des femmes fut créé, réunissant 6000 groupes de la base dans 161 pays. Le mouvement a adopté une Charte mondiale des femmes pour l'humanité en 2004. Il organise une mobilisation d'envergure tous les cinq ans – une «Marche mondiale des femmes» – à travers des actions diverses portées par les femmes de la base dans différents pays (la dernière a eu lieu en 2015). Cette suite d'événements a contribué à une plus grande conscience et prise en compte, au sein du mouvement féministe au Québec, des luttes portées par des féministes dans d'autres pays.

La *Charte mondiale des femmes pour l'humanité*, un document-phare, s'articule autour de cinq valeurs: la liberté, la paix, l'égalité, la justice et la solidarité. Elle présente une conception large des luttes contre les oppressions, exposée ainsi dans le préambule du texte: «La Marche mondiale des femmes, dont nous faisons partie, identifie le patriarcat comme le système d'oppression des femmes et le capitalisme comme le système d'exploitation



d'une immense majorité de femmes et d'hommes par une minorité. Ces systèmes se renforcent mutuellement. Ils s'enracinent et se conjuguent avec le racisme, le sexisme, la misogynie, la xénophobie, l'homophobie, le colonialisme, l'impérialisme, l'esclavagisme, le travail forcé. Ils font le lit des fondamentalismes et intégrismes qui empêchent les femmes et les hommes d'être libres. Ils génèrent la pauvreté, l'exclusion, violent les droits des êtres humains, particulièrement ceux des femmes, et mettent l'humanité et la planète en péril.»

S'appuyant sur les valeurs de cette Charte, les organisatrices des États généraux, au Québec, ont proposé de développer une vision globale du bien-être des femmes. Au cœur des préoccupations, elles ont placé «les enjeux des multiples oppressions causées par les rapports de pouvoir présents dans nos sociétés et à l'intérieur du mouvement féministe³.» Une telle attention aux oppressions croisées correspond à une approche féministe intersectionnelle.

Éléments d'une trame politique/théorique

L'approche féministe intersectionnelle constitue une option fondamentale –politique et théorique– dans le féminisme, bien que son application soit complexe et sujet de débats. Le terme «d'intersectionnalité» a été proposé par des femmes noires des États-Unis pour nommer l'entrelacement insurmontable du racisme et du sexisme qu'elles vivent et auquel s'ajoutent d'autres formes d'oppression, l'ensemble produisant des phénomènes singuliers qui nécessitent des analyses spécifiques, une critique du patriarcat étant insuffisante.

Un courant s'oppose à cette perspective et soutient que le féminisme doit consacrer tous ses efforts à lutter contre le patriarcat –le système de domination du groupe des hommes sur le groupe des femmes– comme seule voie possible pour libérer toutes les femmes de l'oppression. On assume que si l'on y met fin, les autres dominations qui touchent les femmes tomberont avec lui. Le courant féministe de l'intersectionnalité considère plutôt nécessaire de partir des expériences d'oppression subies par les femmes pour déconstruire des systèmes de domination qui sont imbriqués les uns avec les autres et impossibles à isoler. On défend l'idée que les systèmes de domination, dont le patriarcat, font plus que s'additionner les uns aux autres: ils

s'entrecroisent pour produire des oppressions spécifiques qui affectent les femmes.

À la FFQ, une majorité des membres adopte l'intersectionnalité. Déjà mise en œuvre depuis plusieurs années, cette approche représente surtout une orientation pour l'avenir, à approfondir et à implanter dans les manières de faire, les revendications, les projets et les structures de la vie associative. Elle convie à porter une attention aux rapports de contrôle et de pouvoir entre les femmes, à l'intérieur même du mouvement féministe, et à les déconstruire. Elle invite à la reconnaissance des savoirs et du leadership des femmes qui se situent à la croisée de plusieurs oppressions et à la reconnaissance par certaines de leurs propres privilèges. D'où cette orientation adoptée également à majorité: «Que les membres fassent en sorte que la FFQ soit un espace de militance exempt de domination, ouvert à toutes les femmes.» Les membres ont adopté des orientations en vue d'augmenter la démocratie participative et la présence de femmes vivant aux croisées des oppressions dans ses instances décisionnelles, afin que leurs visions et leurs pratiques de lutte puissent influencer de façon tangible celles de l'ensemble du mouvement féministe que rejoint la FFQ.

Dans le champ des études religieuses, dans lequel je suis personnellement engagée, l'approche intersectionnelle s'avère particulièrement importante et fructueuse pour réfléchir aux enjeux antiracistes, anticoloniaux, religieux et féministes dans un contexte de diversité religieuse.

Soulignons la portée et la radicalité des nouvelles orientations de la FFQ. Celle-ci a pris position dans le champ controversé des politiques et des théories féministes. Il sera intéressant de suivre comment ces orientations façonneront ses prises de position, son militantisme et ses pratiques, et comment elles influenceront ce que deviendra le mouvement féministe de la base au Québec au cours des prochaines années. ©

1. États généraux de l'action et de l'analyse féministes, «Réaliser notre projet féministe de société. Allons-y!» *Cahier du Forum*, 2013.

2. FFQ, *Plate-forme politique*, 2007, p.5. Adoptée en 2004 et présentée comme une mise à jour de celle de 1982.

3. «Réaliser notre projet féministe de société, Allons-y!», *op. cit.*, p.8.

Notre dernier numéro :
Réconciliation

Cahiers de spiritualité ignatienne
3 numéros par an

(418) 653-6353
cahiersi@centremanrese.org
www.centremanrese.org

La spiritualité en dialogue avec la culture contemporaine

VOUS AVEZ MANQUÉ UN NUMÉRO?



772
FAIRE FRONT CONTRE LA DROITE CANADIENNE



773
L'INDE, TERRE DE LUTTES ET D'ESPOIRS



774
POUR UNE ÉDUCATION ÉMANCIPATRICE



775
DES CHEMINS D'HUMANITÉ



776
CONTRÔLE SOCIAL 2.0



777
HALTE AU CAPITALISME VERT



778
FRANCOPHONIE EN AMÉRIQUE: ENTRE RÊVE ET RÉALITÉ



779
FRAGMENTS D'ÉPHÉMÈRE



780
DANGER: IMPASSE DU PROGRÈS



781
SORTIR DU « CHOC DES CIVILISATIONS »

NE MANQUEZ PAS LES DEUX PREMIERS NUMÉROS DE LA TRILOGIE ANNIVERSAIRE !



782
L'AMOUR DU MONDE – SOCLE DE TOUTE RÉSISTANCE



783
LA RÉSISTANCE, IMPÉRATIF DE NOTRE TEMPS

COMMANDEZ-LE!

CHAQUE ANCIEN NUMÉRO EST OFFERT AU PRIX DE 4 \$ + TAXES ET FRAIS DE PORT.

514-387-2541 poste 234 | cleguen@cjf.qc.ca | Voir la liste complète sur notre site: revuerelations.qc.ca

VERSION NUMÉRIQUE (À L'UNITÉ) ÉGALEMENT DISPONIBLE

www.vitrine.entrepotnumerique.com (section Revues culturelles numériques)

La longue histoire d'exploitation des Dominicains d'origine haïtienne

Ambroise Gabriel, s.j.

L'auteur est un jésuite haïtien

La triste réalité des Dominicains et Dominicaines d'ascendance haïtienne vivant en République dominicaine me préoccupe depuis des décennies – c'est d'ailleurs le sujet de la thèse en anthropologie sociale que je suis en train de rédiger. Leur situation s'est dégradée encore plus depuis l'arrêt 168-13 du Tribunal constitutionnel dominicain¹, publié le 23 septembre 2013, enlevant rétroactivement et de manière arbitraire la nationalité dominicaine à ceux et celles qui sont nés à partir de 1929. J'aimerais offrir quelques pistes de réflexion pour permettre de saisir ce qui pousse l'État dominicain à appliquer cet arrêt constitutionnel.

Certains parlent d'une dernière tentative de codification et de légalisation d'une pratique sociale et culturelle d'exploitation dont la trace remonte à la fin des années 1920². Nombre d'auteurs essayent de trouver une explication à cet acte odieux dans le racisme structurel qui caractérise les sociétés haïtienne et dominicaine. Ils voient même une certaine complicité entre les élites bourgeoises mulâtres et mulâtrophiles haïtiennes et l'élite métisse blancophile dominicaine dans le cantonnement de la grande majorité des pauvres dans des ghettos et dans les zones rurales, privés des services sociaux les plus élémentaires. Et cela, pour mieux les exploiter.

C'est à partir de 1930 que le processus de purification ethnique ou l'hispanisation de la République dominicaine a pris tout son élan. Ce processus sera actualisé en trois moments chronologiques : la délimitation de la frontière en 1934, le massacre des Haïtiens et Dominicains noirs en 1937 et la campagne anti-haïtienne et anti-noire en cours depuis lors. L'arrêt 168-13 répond ainsi à la volonté d'une élite dominicaine d'établir une souveraineté ethnico-politique épurée de sa composante noire africaine, source principale de la main-d'œuvre dans les Caraïbes. C'est un processus culturel doublé d'une bataille juridico-légale frontale en vue de l'installation de l'inconcevable comme critère normatif.

Sans nier cet aspect culturel, d'autres analystes voient dans l'arrêt constitutionnel le résultat d'une dynamique propre au capitalisme. La marchandise dont la plus-value est réduite ou déficitaire doit être éliminée : les Dominicains ont d'ailleurs toujours cru qu'ils pouvaient à tout moment se défaire des anciens esclaves et de leurs descendants qu'ils ont littéralement achetés à l'État haïtien. Le dernier contrat de ce genre ne remonte d'ailleurs pas plus loin qu'à 1986.

Le racisme présent dans la société dominicaine répond de fait à la nouvelle orientation de la politique économique du pays, selon laquelle le maintien d'une réserve de main-d'œuvre dans

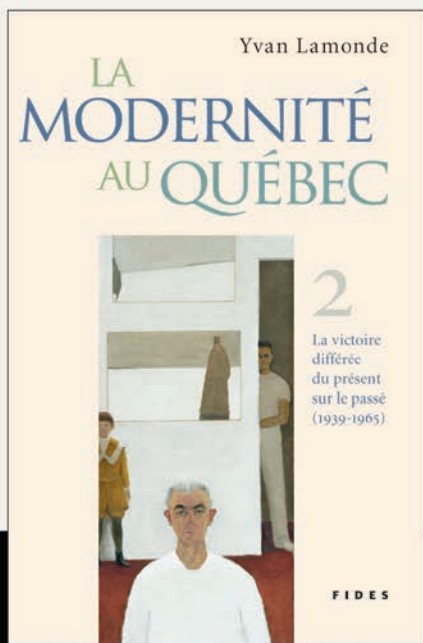
des conditions similaires à l'esclavage n'est plus nécessaire. L'État dominicain se retrouve donc avec une masse de pauvres, qu'il veut éliminer. Mais comment ? Si le massacre et le génocide (entendu comme l'élimination physique d'un groupe) ne sont plus possibles, il faut passer au génocide culturel, plus lent, mais efficace. Il faut faire en sorte que cette catégorie des indésirables ne se renouvelle pas et se réduise d'elle-même. L'État y arrive en rendant la vie des Dominicains haïtiens insupportable, en leur retirant leurs papiers, leurs droits, leur identité, en les humiliant quotidiennement dans la rue et dans les grands médias, mais surtout en dressant les autres pauvres contre eux. Résultats : des milliers d'entre eux traversent la frontière haïtienne « volontairement » pour fuir la persécution et l'humiliation. On force littéralement les descendants des anciens indispensables, maintenant indésirables, à retourner chez eux, donc nulle part, dans des conditions d'apatridie des plus intolérables.

On force littéralement les descendants des anciens indispensables, maintenant indésirables, à retourner chez eux, donc nulle part, dans des conditions d'apatridie des plus intolérables.

La République dominicaine a bien compris, et cela depuis belle lurette, que la stabilité politique est une condition *sine qua non* de la croissance économique et que des « compromis », quitte à hypothéquer et aliéner une partie de son territoire et de sa population, sont parfois nécessaires pour attirer les investisseurs. Haïti, de son côté, se soucie peu du sort de sa diaspora en République dominicaine, malgré les menaces qui pèsent sur elle. Ses politiciens, chauvinistes et paralysants, sont plongés dans une lutte fratricide pour le pouvoir, lequel n'est pas compris comme « moyen de s'immortaliser », comme diraient les anciens Grecs, en se mettant au service de la cité et au service de la dignité des citoyennes et des citoyens, mais en tant que moyen de s'enrichir illégalement, inégalement et impunément. Le grand problème réside dans le fait que les riches ultranationalistes dominicains connaissent très bien la cupidité des politiciens et de l'élite économique d'Haïti et qu'ils l'utilisent sans vergogne au détriment du peuple haïtien et de ses descendants sur leur territoire. ☹

1. Kawas François, « République dominicaine : déportations vers Haïti », *Relations*, n° 782, février 2016 ; Pablo Mella, « Des Dominicains dépouillés de leur citoyenneté », *Relations*, n° 770, février 2014.

2. Leslie Péan, *Béquilles. Continuité et rupture dans les relations entre la République dominicaine et Haïti*, Port-au-Prince, C3 Éditions, 2014.



Des idées de liberté

De la Deuxième Guerre mondiale à la Révolution tranquille

Yvan Lamonde
LA MODERNITÉ AU QUÉBEC, tome II
La victoire différée du présent sur le passé (1939-1965)

490 pages • 32,95\$

FIDES
groupefides.com



ÉCOLE D'ÉTÉ **in**

ÉDITION SPÉCIALE

L'ÉCOLE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE
8 AU 12 AOÛT 2016 | MONTRÉAL

INSCRIVEZ-VOUS!
ECOLE.INM.QC.CA

2016 FORUM SOCIAL MONDIAL

INSTITUT DU NOUVEAU MONDE

Événement organisé par l'Institut du Nouveau Monde en collaboration avec le Forum social mondial 2016

Je suis la sirène aux grands bois

Texte : **Natasha Kanapé Fontaine**
Illustration : **Fanny Aïshaa**



Athili Gwaii (Lyell Island), 2013

Au Nord
mes entrailles grondent
les étoiles veillent
les drapeaux rouges
se sont dressés
droits dans le vent

*Tanite ana Tshakapesh ?
Miam e petaman tan eshepimutet
Miam e petaman tshipa takushinu¹*

À l'aurore
les géants anthropophages
mangent l'horizon
de nos vieux jours

Ne suis-je plus qu'une ennemie
sur ma propre terre
pour revenir en conquérante
et retenir l'avenir
de se défendre lui-même
sous le socle des barrages
et des mines ?

Pourfendre l'adversité
ces ogres de chantiers
bouffant même les cœurs
de nos fils
anxieux d'aimer
une femme-territoire
de nos filles
anxieuses d'aimer
les yeux bleus du ciel
et du sud

Au Nord
mes entrailles grondent
les étoiles veillent
les drapeaux rouges
se sont dressés
droits dans le vent

Ils ont tenté de poser
une pierre verte et luisante
sur ma poitrine
illuminée par sa puissance
libre ou captive
désormais

Je meurs en un souffle
L'uranium n'est pas un bijou
pour une femme Innu

Morte
ils iront vider mon corps
entre les algues de mon fleuve
ils ne savent pas que je suis
l'épouse adultère
de ses vagues
ils me jettent à mes amants
je suis cannibale prêtresse
du vent et de la mer
je me suis mariée aux quatre éléments

Le bois est celui qui m'accompagne
au-delà des rivages
je suis la femme qui tombe du ciel
ils ne me reconnaissent pas
ils ne connaissant pas nos légendes

Je suis la sirène aux grands bois
le caribou viendra
se nourrir
de mes intestins
il viendra tourner en moi
le cycle vital
le monde sera refait
en mon ventre
et mon cri sera de mazout
renversé sur l'écume
de mon fleuve

L'animal viendra plonger
en mon corps décomposé
mes doigts
iront rassasier les bêtes
des abysses
mes cheveux ramperont
sur les plages
et j'aurai un nom de reine
un homme-tambour
posera sur mes lèvres
le bijou d'or
de son amour

Ainsi lorsque je ressusciterai
en une enveloppe d'eau
et de poissons innombrables
je me glisserai dans le nom
des rivières
je m'insinuerai
parmi les forêts dévastées
le ciel me désirera pour son cœur
je plongerai en lui pour l'aimer
et il me rejettera à nouveau
en pluie fine
sur toute la terre

Que je puisse enfin
embrasser le visage des dissidents
mes frères
debout sur les rapides
debout sur les routes forestières
guerriers du futur
mes sœurs
montées sur leur fierté grandiose
elles auront un nom de reine
femmes-territoires

Je suis la sirène aux grands bois
J'ai dix mille choses à te dire
tu ne toucheras pas à Nitassinan
tu ne toucheras pas à mon corps
je reviendrai déchirer tes traités
je reviendrai noyer tes ambitions

Mon corps est à Nitassinan
tu ne construiras pas ta fortune
sur mes bassins
et mes montagnes

Être Innu ou ne pas être Terre
ainsi le choix s'impose
ainsi la vie te parle

*Tanite ana Tshakapesh ?
Miam e petaman tan eshepimutet
Miam e petaman tshipa takushinu*

Au Nord
mes entrailles grondent
les étoiles veillent
les drapeaux rouges
se sont dressés
droits dans le vent. ©

1. Où est-il Tshakapesh ?
Comme si j'entendais comment il marchait
Comme si j'entendais qu'il s'en venait



Hélène Dorion

Recueillir le monde

L'auteure est poète et écrivaine

Créer. Issu du latin *creare*, ce mot évoque une mise au monde, la capacité d'engendrer, de tirer quelque chose de nouveau à partir de ce qui existe. On peut d'abord penser que la création est le domaine des artistes et des artisans, que *créer* est le fait de peintres, d'écrivains, de compositeurs, de chorégraphes, de ceux et celles qui sont engagés dans une démarche artistique, travaillent le langage, la matière, les formes et les couleurs, utilisent les possibilités des corps ou des sons dans l'espace pour réaliser des œuvres desquelles émergera du sens, un fragment de ce sens dont nous sommes en quête.

On utilise aujourd'hui le mot *créer* dans nombre de sphères de la société. On valorise le fait d'être *créatif*, de concevoir plutôt que de produire, et donc d'investir par l'imagination et l'intuition cette part du travail qui laisse place à autre chose qu'à la répétition.

Créer serait donc un acte courant, voire familier, selon la façon de le percevoir et de l'incarner au quotidien.

Mais créer, me semble-t-il, est tout autant une *manière d'être* que de *faire*. C'est d'abord une disposition de l'être entier tendu vers le sens.

Lorsque j'étais enfant, le visage de mon père se métamorphosait chaque soir en mots. Plongé dans le journal, il avait vraisemblablement accès à quelque chose qui me resterait inconnu tant que je ne saurais pas, moi aussi, déchiffrer cet amalgame de signes disposés sur des lignes droites de diverses longueurs. Accroupie sur le sol, je regardais mon père se promener dans un monde qui semblait poursuivre sa route bien au-delà des feuilles froissées du journal.

Dissimulant dans ma chambre quelques pages du journal de la veille, j'ai alors entrepris de fixer l'étrange abstraction que formaient ces dessins, convaincue que quelque chose – du sens – allait surgir, se révéler à moi comme on distingue soudain un animal au milieu d'un ciel gonflé de nuages, et qu'avec cette figure cohérente me serait donné cet univers qui existait en dehors de la maison. À la fois intriguée et fascinée, je nourrissais sans le savoir une soif qui n'allait jamais être étanchée mais qui commençait alors à constituer mon désir d'être et ma quête de sens.

Issu du latin *legere*, le mot *lire* évoque l'acte de *recueillir*, de relier pour les rassembler ces présences qui constituent le monde visible et invisible.

Dans son fascinant ouvrage intitulé *L'histoire de la lecture*, Alberto Manguel écrit: «La lecture est une conversation. Avec un livre, un auteur, soi. Lire, c'est demander une présence. Lire, c'est découvrir, c'est aussi relire, au gré de ses désirs. C'est dialoguer avec le passé. C'est apprendre à penser, à repousser les limites, les nôtres, et même celles du livre que l'on lit. Lire, c'est apprendre sur soi, c'est appréhender le monde. C'est prendre la liberté, le pouvoir.»

La lecture, ce processus complexe et énigmatique, serait donc en quelque sorte une *mise au monde de soi*. En permettant, de livres en livres, de donner forme à nos questions, de scruter l'âme et la condition humaine, elle constitue un chemin de connaissance et, en même temps, une manière singulière et irremplaçable d'aller à la rencontre de soi. Par là, elle nous porte vers notre liberté, vers la liberté de *devenir soi*, de raconter en la transformant notre propre histoire.

Au que sais-je ? de Montaigne se conjuguerait donc le *connais-toi toi-même* de Socrate pour nous rappeler combien la lecture – cette pratique du questionnement tendu vers la connaissance, et que l'on ne doit pas confondre avec une cueillette hâtive et confuse d'information – alimente notre désir de sens et élargit le prisme par lequel nous pouvons regarder et explorer l'être et le monde. La lecture nous invite en effet à entamer un voyage intérieur en appréhendant une réalité que les mots cernent et inventent à la fois.

Mais créer, me semble-t-il, est tout autant une manière d'être que de faire. C'est d'abord une disposition de l'être entier tendu vers le sens.

On ne crée pas à partir de rien. On se constitue à chaque instant une *bibliothèque* d'expériences, de sensations et de pensées, d'espairs et de rêves, de connaissances et d'émotions – une bibliothèque qui nous donne accès au *surplus* à *capter* de la vie.

Reconnaître la lisibilité d'une chose, c'est déjà lui attribuer du sens. *Lire le monde* serait donc à la fois une manière de saisir son mystère et sa certitude, et de le créer, d'insuffler ce surcroît de présence que recèlent les mots, d'en réinventer les formes pour ainsi le faire exister pleinement.

Notre quête de sens est intimement liée au désir de créer. En lisant, nous ne faisons pas qu'être les témoins de l'aventure humaine qu'on nous raconte, nous l'imaginons et l'engendrons. Les livres ont un rôle que chaque lecture invente. Lire, c'est se tenir sur un point géographique à un moment précis de l'histoire, c'est marcher au cœur d'une civilisation en devenir et se rappeler que le passé n'est jamais terminé. Cette bibliothèque que nous constituons au fil de notre vie nous permet de voir et de comprendre non seulement ce que nous sommes mais aussi ce que nous pouvons devenir. ©

Ces valeurs dont on parle si peu

Essai sur l'état des mœurs au Québec

JACQUES GRAND'MAISON
Montréal, Carte blanche, 2015, 131 p.

Dans son numéro de février 2000, *Relations* publiait une longue entrevue que j'avais réalisée avec Jacques Grand'Maison, qui avait presque saveur de testament, car il était alors très malade et on craignait pour sa vie. Quinze ans plus tard, celui-ci nous livre son véritable testament dans cet essai puisque, de son propre aveu, il arrive au bout de sa route cancéreuse.

L'homme et le prêtre n'ont pas changé. Ils continuent d'être profondément unifiés dans leur souci de contribuer à construire un Québec héritier du meilleur de son histoire. Comme le travailleur acharné et le citoyen engagé qu'il a toujours été, Grand'Maison ne

peut se résoudre à nous quitter sans nous rappeler, une dernière fois, ses convictions profondes, ses inquiétudes et son espérance face à notre société. Ce livre est, pour lui, son ultime contribution à ce Québec qu'il a tant aimé.

Sociologue, théologien et incontestablement l'un de nos grands intellectuels québécois (il a écrit près de 50 livres et fait d'innombrables interventions publiques), Jacques Grand'Maison est fondamentalement un ouvrier de la pensée, un homme de terrain. Il puise sa matière dans sa société et les hommes et femmes qu'il côtoie; il confronte sa pensée avec l'action (y compris dans l'expérience d'autogestion ouvrière de Tricofil, à la fin des années 1970); et il cherche à réfléchir et à tirer le sens de l'évolution du Québec (entre autres à travers une recherche-action sur les générations qui débouchera sur une série de six volumes publiés entre 1992 et 1995).

Mais l'auteur est aussi un prophète dérangeant, tant pour sa société que pour son Église. Il dit honnêtement ce qu'il voit et ce qu'il croit, sans se soucier de popularité. Les titres suivants l'attestent : *Crise de prophétisme* (1965), *L'école enfirouillée* (1978), *Quand le jugement fout le camp* (1999) et *Questions interdites sur le Québec contemporain* (2003), sous-titré à sa manière, avec une pointe d'humour et d'autodérision : *Petit manifeste d'un réac progressiste-conservateur anti-postmoderniste*.

Son dernier livre prolonge ce sillon qu'il trace avec respect mais persévérance : « À quoi bon cette petite merveille du téléphone intelligent, si l'intelligence tout court est superficielle ? De même, à quoi bon la ville intelligente et le précieux GPS, s'il y manque une petite boussole intérieure pour bien orienter le sens de la vie ? »

Ces questions, qui ouvrent l'avant-propos du livre, disent bien la préoccupation de Grand'Maison. Au moment de partir, il s'inquiète de la légèreté avec laquelle le Québec semble oublier ses racines et se priver des richesses de son héritage culturel. Pour lui, aucune société forte ne peut se construire en dehors de certaines valeurs essentielles que sont l'appartenance, la durée, le sens de la limite, l'autorité, la profondeur, l'éducation et le jugement.

Prêtre enraciné dans sa région de Saint-Jérôme, l'auteur s'est toujours préoccupé d'une « foi ensouchée dans ce pays » (titre d'un autre de ses livres publié en 1979). C'est au nom de cet effort d'inculturation (c'est-à-dire d'une foi vraiment « parlante » pour les gens et la culture d'une société donnée) qu'il ne cesse de questionner son Église, mais aussi de réfléchir sur les conditions d'un christianisme qui puisse être audible et recevable par la société québécoise sécularisée – ses deux plus récents livres portent d'ailleurs sur ce sujet : *Pour un nouvel humanisme* (2007) et *Société laïque et christianisme* (2010).

Son testament, fait de 19 courts chapitres (sauf celui sur la famille, clairement tiré de travaux précédents), reprend le matériel d'abord publié sous forme de chroniques bimensuelles dans le journal de sa région au printemps 2015. Il ne résume clairement pas la richesse et la profondeur de sa contribution intellectuelle à l'histoire du Québec. Mais il nous rappelle une fois encore, avec l'insistance

et la sagesse attendries d'un grand-père sur son départ, ses inquiétudes pour nous et notre avenir (« ce qui me turlupine le plus, c'est la superficialité »). Ce qui ne l'empêche pas de vouloir, comme Bernanos, « défoncer le désespoir avec une foi et une espérance têtues ». Bel héritage pour un éducateur qui aura consacré ses 84 ans « à la transmission des valeurs ». Pour cela, merci Jacques Grand'Maison.

Dominique Boisvert

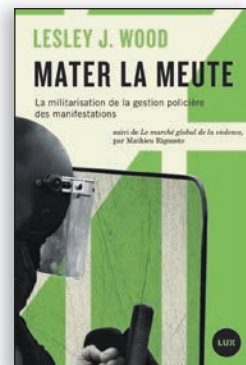
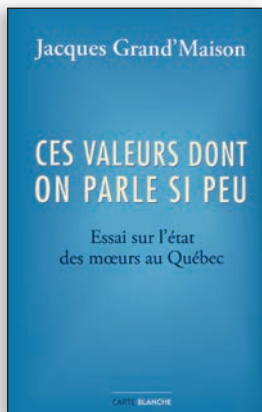
Mater la meute

La militarisation de la gestion policière des manifestations

LESLEY J. WOOD
Montréal, Lux, 2015, 320 p.

Le titre de ce livre renvoie au contexte historique qui est à son origine. Celui-ci débute en effet par la description d'une expérience militante vécue par l'auteure, professeure de sociologie à l'Université York de Toronto : la répression des manifestations contre le G20 à Toronto en 2010. Le ton est donné. D'un côté, il sera question de la recrudescence des activités militantes ayant comme trait commun une culture organisationnelle de non-collaboration avec les « forces de l'ordre » et, de l'autre, des corps policiers qui intègrent toujours davantage d'armes « sublétales » (non létales) à leur arsenal (gaz lacrymogène, poivre de Cayenne, pistolets Taser, etc.) pour « gérer » des foules qu'ils considèrent comme hostiles.

Pourtant, l'intérêt du livre n'est pas de nous faire le récit de l'animosité grandissante qui caractérise les relations entre manifestants et policiers. La thèse centrale est la recomposition de la répression policière face aux mouvements contestataires, devant la montée des inégalités, de l'aus-térité, des désastres environnementaux, etc. L'auteure décrit et analyse comment, à l'ère de la globalisation néolibérale, la police revoit ses stratégies de gestion des



manifestations ; comment la militarisation de ses stratégies devient la norme ; et comment, finalement, cette militarisation révèle la position « morale » adoptée par la police dans ses choix stratégiques, lorsqu'elle choisit de réprimer ou d'encadrer, par exemple, et lorsqu'elle distingue entre « bons » et « mauvais » manifestants.

À l'aide de documents et de témoignages issus de l'intérieur du monde policier, ce livre nous donne certaines clés pour comprendre comment la police elle-même est travaillée de l'intérieur par le néolibéralisme et comment les réformes effectuées dans ses modes d'organisation en viennent à influencer ses stratégies de gestion des manifestations.

Ce que Wood réussit à faire, c'est nous montrer le chemin qu'a suivi, dans le domaine policier, l'avancée de la rationalité managériale propre au néolibéralisme. Celle-ci se manifeste, entre autres, par l'aseptisation de pratiques répressives critiquables et critiquées sous prétexte que ces dernières sont associées aux « meilleures pratiques ». Ainsi, ces « meilleures pratiques » en viennent à normaliser des tactiques offensives à l'endroit de manifestants qui sont décrits et perçus par les policiers comme des menaces qu'il faut neutraliser ; il devient donc normal d'adopter à leur endroit des stratégies qui, dans un autre contexte, seraient considérées comme abusives.

Qu'il s'agisse de la normalisation du recours aux armes sublétales, des arrestations de masse ou encore de l'infiltration d'agents au sein de groupes militants, le constat de l'auteure est le même : l'action policière des dernières années, en Amérique du Nord, vise toujours, d'une part, à réduire les possibilités concrètes de manifester son opposition radicale à l'ordre établi et, d'autre part, à criminaliser ceux et celles qui s'y risquent.

Le texte, bien que clair et précis, a le défaut de l'écriture académique. Le souci de précision des expressions mène parfois à certaines redites et la volonté d'exposer la démarche de recherche gâche un peu le plaisir de la lecture. Par ailleurs, il aurait été pertinent, au début du livre, de mieux démontrer le lien entre les réformes organisationnelles en cours dans l'appareil policier et celles, plus larges, qui ont lieu au sein de l'État et des services publics.

La pertinence du propos n'en aurait été que plus forte.

Ces quelques critiques n'enlèvent rien à l'importance de ce livre qui contribue à nous donner une meilleure compréhension des mutations de l'action policière des dernières années.

Philippe Hurteau

Chroniques d'une musulmane indignée

ASMAA IBNOUZHAR
Montréal, Fides, 2015, 367 p.

« J'envoie ces pages comme une invitation à ouvrir un dialogue serein, généreux et empathique avec toutes celles et tous ceux qui sont soucieux-ses de la justice et de la paix sociales » (p. 365). S'il y a un cri du cœur dans ce livre, c'est bien celui-là !



Asmaa Ibnouzhahar, Québécoise d'origine marocaine et de religion musulmane, est indignée : indignée par le sort réservé à chaque musulman et musulmane qu'on investit de la responsabilité de tout acte condamnable commis par des coreligionnaires ; indignée de l'islamophobie latente ou virulente et de la méconnaissance de l'islam et de sa complexité, faite de richesses et d'égarements historiques comme le sont d'autres religions ; indignée de l'absence d'objectivité et d'esprit critique face aux enjeux sociopolitiques. Elle s'indigne aussi devant une posture néocoloniale occidentale qui prétend déterminer les modalités de l'émancipation des musulmanes, jugées soumises et dominées. Sans oublier les cloisons idéologiques qui déforment la réalité et la hantise du reli-

gieux incitant à privilégier une laïcité fermée, faisant fi de la valeur de l'expérience spirituelle authentique et tendant à confiner au privé l'exercice du droit à la liberté religieuse et à son expression. D'où la question : « Qu'est-ce qui nous pousse à accorder autant de tribunes à des voix qui divisent et qui traînent dans leur sillage peur, rejet et opportunisme politique ? » (p. 222).

Mûrement réfléchi, ce livre relate le parcours d'immigrante de l'auteure au Québec, son engagement citoyen et humanitaire dans plus d'une quinzaine de pays, d'où sa compréhension intime « de la géopolitique, de la manipulation de l'islam et de l'oppression des femmes » (p. 91). Loin d'être une façon de se mettre en valeur, l'approche autobiographique des cinq premières parties témoigne des exigences de l'intégration, des tensions ressenties entre l'héritage culturel d'origine et celui de la société d'accueil qui attire et rebute à la fois. Le retour sur son expérience alimente notre compréhension des analyses sociologiques, culturelles, théologiques et politiques proposées surtout dans la sixième partie du livre.

Soucieuse de contribuer aux débats de société, l'auteure commente la controverse entourant Tariq Ramadan, les caricatures du prophète, la *chari'a*, les crimes d'honneur, le port du foulard, l'alimentation *halal*, les accommodements raisonnables et le projet de « Charte des valeurs québécoises ». Elle apporte aussi des précisions sémantiques sur des concepts islamiques et la diversité des écoles de pensée musulmanes. Elle aborde la question du rôle et de la formation des imams, questionne le mythe de l'infiltration musulmane dans des organisations de la société civile, précise le contexte d'origine, le sens et la portée de certains versets du Coran et décrit la lutte féministe islamique, à laquelle elle consacre son dernier chapitre.

La valorisation de la spiritualité musulmane, du droit des femmes, de la justice et de la paix sociales constituent le socle de son analyse, comme de sa vie. Si l'auteure s'en prend nommément à certaines personnes dont le discours idéologique tend à travestir la réalité, c'est au nom de ces valeurs fondamentales.

Son argumentaire, solide et nuancé, oblige à réfléchir à la réalité complexe de l'immigration, de l'islam et des femmes

musulmanes en particulier. Lorsqu'elle applique à d'autres groupes sociaux ou religieux ce qu'on attribue aux personnes de religion musulmane, Asmaa Ibnouzahir permet au lecteur de prendre une distance critique par rapport à ses référents culturels, ce qui aide à une meilleure compréhension mutuelle. Si l'auteure déconstruit les peurs et les préjugés alimentés par les médias, elle s'attarde moins cependant à soupeser la pression psychologique exercée sur l'opinion publique par le terrorisme islamiste international, qu'elle condamne vigoureusement par ailleurs.

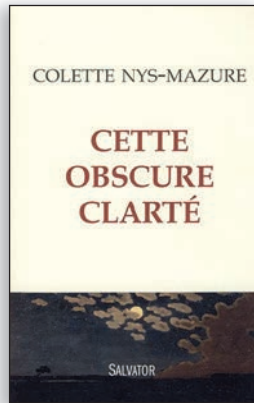
Écrit par une femme de tête et de cœur, ce livre demeure un incontournable dans le contexte sociopolitique actuel pour qui veut éviter les condamnations collectives, contribuer à l'approfondissement de nos débats de société et améliorer la qualité du vivre-ensemble.

Christine Cadrin-Pelletier

Cette obscure clarté

COLETTE NYS-MAZURE
Paris, Salvator, 2015, 188 p.

Vieillir est une chance. Bien vieillir n'est pas si simple. Chacun invente sa vieillesse comme il peut. Peut-être existe-t-il un art de vivre, voire de bien vivre, mais le bon usage de la vieillesse est difficile. On comprend le cri de rage de Jacques Brel : « Mourir cela n'est rien, mourir la belle affaire, mais vieillir, ô vieillir ».



C'est à ce défi que s'attaque Colette Nys-Mazure dans *Cette obscure clarté* – la formule est de Pierre Corneille, en forme d'oxymore, évoquant la poésie et la mystique par le jeu des mots poussés à la limite du sens. L'auteure de 76 ans est écrivaine, poète et essayiste. Épouse, mère, grand-mère, croyante, mystique même. On apprend qu'elle a écrit ce livre en accompagnant une amie à la mort et en étant elle-même en convalescence.

Ce livre porte sur le quatrième âge. Le troisième âge, nous le savons maintenant, c'est le temps de la retraite, des loisirs, de la grand-parentalité et, pour certains et certaines, le temps de l'âge d'or et de la danse en ligne... Les anciens fixaient à 60 ans la vieillesse : *senes* en latin, qui nous a laissé « sénilité », entre autres.

Le quatrième âge, c'est l'âge d'après, celui de l'expérience des grandes limitations. Colette Nys-Mazure l'approche avec délicatesse, par des chapitres courts qui commencent par un poème – évocations, rappels d'odeurs et d'expériences, va-et-vient entre le passé et le présent, entre l'acquiescement et le refus. Les lumières et les ombres du quatrième âge se fauillent entre des titres suggestifs : « De la joie

simple », « Au milieu des ombres », « Avec mes petits moyens », « À pas comptés », « D'une croissance spirituelle », « D'une vie inachevée », « En vue de l'autre rive »...

Pour donner le goût, je cite un passage lumineux : « Dénrée rare que le silence. [...] Territoire à apprivoiser de l'enfance à la fin de vie pour découvrir un espace intérieur, sans crainte du vide. Silence, matériau de création et plongeon dans l'inconnu où rencontrer Dieu. Je tente chaque matin de renouveler le vœu de bonté : une attention à l'autre, un accueil a priori, une bienveillance qui supposent une présence à soi, à l'Autre au cœur de soi. Un désir de lumière et de chaleur contagieux » (p. 179).

Vraiment un livre à savourer. J'aime cette idée du vœu de bonté à renouveler chaque jour. Joli programme pour le quatrième âge.

André Beauchamp

Sans foi ni loi Amour, amitié, séduction

MONIQUE CANTO-SPERBER
Paris, Plon, 2015, 228 p.

Quiconque aura étudié la philosophie, en particulier la philosophie morale et la philosophie ancienne, sera un familier des œuvres de la philosophe Monique Canto-Sperber. Elle a dirigé des collectifs qui sont devenus des incontournables pour qui s'intéresse à Platon, en particulier, et à l'éthique.

En ces temps où plusieurs des repères anthropologiques et moraux qui ont pré-



le port
de tête librairie

262, avenue du Mont-Royal Est
Montréal, Québec
514.678.9566
www.leportdetete.com

sidé à la société sont en mutation, il n'est point étonnant qu'une philosophe s'adonne à une exploration des liens humains, en particulier l'amour, l'amitié et la séduction. Comme c'est souvent le cas des explorations philosophiques, il ne s'agit pas tant pour elle de trouver des réponses que d'approcher le lien humain dans toute sa complexité et à partir de plusieurs perspectives. Les textes bien ciselés de la philosophe, qui emprunte souvent à la littérature pour mieux illustrer son propos, amènent le lecteur à entrer dans les enchevêtrements de sens, à se confronter aux paradoxes qui émergent dès qu'on se met à penser aux liens humains jusqu'à en éprouver la confusion et le doute. Le premier chapitre, qui traite de l'adultère ou de la trahison en amour, est particulièrement intéressant à cet égard. L'auteure réussit à placer le lecteur devant les conflits de valeurs vécus par les amants. Elle ne fait certes pas l'apologie de l'adultère, mais elle invite à ne pas juger trop rapidement. N'oublions pas que parmi ceux et celles qui se vantent de n'avoir jamais trompé leur conjoint, il y en a qui n'ont jamais eu l'occasion de le faire. Une part non négligeable de nos décisions les plus « morales » dépend de ce que les Anciens appelaient la « faveur des dieux » (p. 55). Un appel judicieux à la sagesse grecque qui remet efficacement le pendule critique à l'heure.

Les deuxième et troisième chapitres se lisent comme un tout. Ils portent une attention particulière aux mots qui nomment le lien affectif humain : amour/*eros*, amitié/*philia*, charité/*agapè*. Ces trois



noms désignent un continuum de sentiments d'amour dans lequel il serait difficile d'identifier des réalités psychologiques parfaitement distinctes. Les trois se rapportent à la présence d'une émotion d'une qualité particulière chez qui l'éprouve – l'aimant –, ainsi qu'au souhait de faire le bien d'un autre être – l'aimé –, qui peut être soit une personne identifiée, soit l'être humain entendu de façon générique. Un exercice particulièrement lumineux pour les lecteurs qui auraient le goût de clarifier le langage du lien humain.

S'appuyant sur cet exercice de clarification langagière, le quatrième chapitre présente différentes conceptions philosophiques de l'amour. On y retrouvera un bref panorama philosophique, outil précieux pour qui cherche un point de départ à l'étude du concept d'amour.

Le dernier chapitre s'intéresse plus particulièrement au sexe et à la séduction, fouillant cette fois-ci dans le riche terreau de la littérature. Depuis l'Antiquité, la relation à un autre être humain qui attire ou éveille un désir est considérée aussi comme une formation de soi-même. Platon estimait que l'éveil au contact de l'être

aimé ne pouvait s'achever que dans la contemplation de la réalité absolue de la beauté et du bien. C'est une suggestion qui peut nous aider aujourd'hui, même dans le plus concret des rapports entre les hommes et les femmes. Le lien que nous avons à l'autre sexe ne nous permet pas seulement de posséder l'autre ; il peut nous conduire au meilleur de nous-mêmes et à la jouissance de cette forme de bien qu'est un lien humain. C'est pourquoi la séduction entre les sexes est à préserver, car elle nous aide, au cœur de notre culture moderne, à garder un lien réel entre les sexes.

Ce qui pourrait évoquer une certaine nostalgie est en fait une mise en garde philosophique qui nous ramène à la sagesse grecque, qu'on peut certainement qualifier de grande école humaniste. On sent la philosophe préoccupée par les grands bouleversements socio-anthropologiques qui marquent notre temps. Sans vouloir contrer la désuétude de paradigmes, inévitable avec la marche du temps, l'exercice consistant à mettre en exergue ce qui conserve une certaine valeur, à évaluer ce qui vaut toujours parce que toujours source d'humanisation, est non seulement souhaitable, mais particulièrement salvateur. Après tout, Platon ne convie-t-il pas les philosophes à retourner dans les multiples cavernes où hommes et femmes s'enferment incessamment et à susciter en eux le désir du bien, du vrai et du beau ? À cet égard, Monique Canto-Sperber fait œuvre utile.

Chantal Beauvais

spiritualitésanté

LA RÉFÉRENCE

sur les questions qui évoluent à l'intersection des champs de la spiritualité et de la santé

www.cssante.ca | 418 682-7939

Prix : 22 \$/un an (3 numéros) Prix : 39 \$/deux ans (6 numéros)

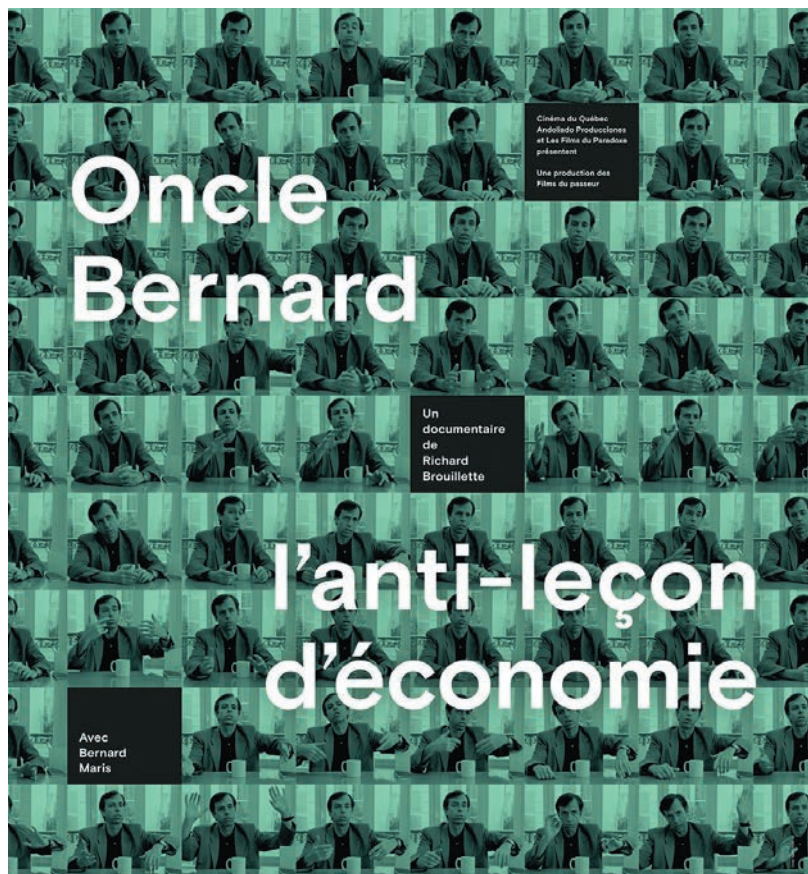
Oncle Bernard – l'anti-leçon d'économie

RÉALISATION : RICHARD BROUILLETTE
Production : Les films du passeur
Québec/Catalogne, 2015, 79 min.

En 2008 paraissait *L'encerclement – La démocratie dans les rets du néolibéralisme*, un documentaire primé du réalisateur Richard Brouillette dans lequel plusieurs intellectuels de renom exposaient les mécanismes permettant au néolibéralisme d'imposer mondialement ses diktats. Sept ans plus tard, Brouillette reprend la longue entrevue que lui avait alors accordée l'économiste français Bernard Maris dans un nouveau film très justement intitulé *Oncle Bernard – l'anti-leçon d'économie*.

Il ne s'agit pas seulement ici d'un hommage rendu à chaud, moins d'un après l'attentat contre *Charlie Hebdo* qui a coûté la vie à Maris et à ses collègues ; le documentaire rend pérenne un discours opposé à la pseudo-science économique dans une présentation originale. Ce nouveau bout-à-bout, produit à la fois achevé et inachevé, met en foyer Maris dans une accumulation de plans fixes, parfois même de gros plans, où sa voix ne disparaît jamais. Une voix qui sort du cadre, mais qui demeure présente, pénétrante de clarté et de lucidité. C'est précisément ce parti pris, cette concentration dans tous les sens du terme qui caractérise avantagusement le projet de Brouillette. Son œuvre proprement cinématographique réussit à restituer son sujet au naturel et, ainsi, à redonner de l'importance à une voix trop peu connue.

Brouillette vise juste lorsqu'il débute l'entrevue avec une question sur la pensée unique, sur le dogme libéral. Maris en a long à dire, il le sait, et l'invitation est lancée sans complexe. Ce dernier, habitué des grands médias, a pourtant une posture bien différente de celle qu'il adopte à la télévision. Il est décontracté comme rarement il l'a été, de son propre aveu. On est bien loin de la posture qu'il présentait en 2012 lors de son débat avec François Hollande, alors candidat à l'élection présidentielle en France, sur les ondes de la chaîne télévisuelle BFM. Ici, avec Brouil-



lette, on le trouve plutôt à *Charlie Hebdo*, avec ses potes et « les frangins du Québec », entre une discussion avec le dessinateur Cabu – où les deux s'esclaffent de rire tout en parlant de leur satisfaction du dernier numéro – et les aboiements amicaux qu'il a pour l'équipe de rédaction trop bruyante.

Grâce à cette ambiance décontractée qu'arrive à installer le réalisateur, on accède au discours caché, cette parole pourtant sincère chez celui qu'on surnommait l'Oncle Bernard, mais qui ne se frayait pas toujours un chemin jusqu'au grand public. On le ressent, par exemple, lorsqu'il fustige sans ménagement les économistes croyant au marché autorégulé, disant d'eux que « ce sont soit des escrocs, soit des cons » et traitant les orthodoxes de « durs, de méchants », ou encore lorsqu'il dit simplement « le théorème de la main invisible, ça ne marche pas, c'est de la foutaise ». Pour lui, nous sommes à l'ère d'une « économie de rentiers » où l'on devrait se demander si l'on « veut que ce soit eux qui dominent le monde ».

Au-delà de l'hommage que Brouillette a voulu rendre, son objectif de transmettre des idées est atteint. Moins polémique que dans les pages de *Charlie*, Maris redevient le pédagogue qu'il savait être quand il nous explique que la théorie des avantages comparatifs ne fonctionne pas,

puisque les nations et les entreprises ne savent pas faire du commerce de façon désintéressée, comme le voudrait à son tour la théorie de la main invisible d'Adam Smith. Il le rappelle crûment : dans l'histoire, la guerre vient toujours avant le commerce. Il critique aussi la prétendue scientificité de l'économie en disant : « l'économie est fondée sur des concepts inquantifiables, c'est son paradoxe, c'est une science quantitative qui utilise des concepts qui ne le sont pas », prenant pour exemple les deux piliers sur lesquels elle repose, soit la confiance et la transparence. Même chose lorsqu'il ajoute que « l'économie, c'est à 90 % de l'incertitude », ou lorsqu'il rappelle que « quand on commence à se battre sur les chiffres, on ne se bat pas sur le fond du problème ».

Au final, d'une production qui se situe entre le studio de montage et le reportage standard, ce qui reste plus que tout c'est une voix, une pensée. L'image, reflet de ce que l'on peut garder en mémoire dans un souvenir, est imparfaite, mais l'impression qu'on en retient est forte. Cette voix de Bernard Maris, sept ans plus tard, nous explique bien la réalité du capitalisme actuel, que nous vivons aussi au Québec. À l'image de celle des grands penseurs, la pensée de Maris transcende l'individu.

Simon Paré-Poupart



Bernard Émond

Ce qui est commun

Triste paradoxe sous la belle lumière du printemps qui revient, Montréal en mars ressemble à une ville sinistrée. La fonte des neiges révèle partout des strates de débris, les façades barricadées et taguées des artères commerciales évoquent le Bronx ou Détroit, les rues défoncées et l'anarchie des chantiers font penser à ces villes malheureuses qui se relèvent d'une tempête. La saleté et la laideur sont partout : les espaces publics sont un véritable désastre.

Dans une conférence prononcée en septembre dernier¹, le sociologue Guy Rocher parlait de deux grands déficits de la société québécoise. Il ne s'agissait ni de la dette publique, ni du manque de vigueur démographique, mais bien plutôt des déficits linguistique et esthétique. Que les Québécois soient empêtrés dans leur(s) langue(s), c'est une observation courante, mais le « déficit esthétique », lui, est plus rarement évoqué. Et pourtant, dans nos villes et nos campagnes, nous vivons dans une épouvantable laideur.

On me dira que notre histoire est courte, et que nous n'avons pas un patrimoine architectural aussi riche que celui des pays européens, même de petite taille. Cela est entendu. Pourtant, ce qui reste du patrimoine bâti de nos campagnes est souvent d'une indéniable beauté : les maisons ancestrales, les églises de village, les collèges, couvents et presbytères sont harmonieux, parfois élégants, du moins lorsqu'on ne les a pas sauvagement « rénovés ». Dans certains quartiers de nos villes, en particulier dans ce qui reste des centres-villes historiques, on peut faire le même constat. Il y a un réel plaisir à marcher à l'intérieur des murs à Québec ou devant les façades austères du Vieux-Montréal. Et on peut voir dans nos villes quelques incontournables de l'architecture contemporaine, le magnifique Westmount Square, par exemple.

Mais autrement, en général, quel gâchis ! Le passage du Québec à la modernité a laissé dans le paysage rural et urbain un véritable musée des horreurs. On pourrait constituer un accablant catalogue de la laideur avec les caisses populaires, les polyvalentes et d'autres bâtiments administratifs qui déparent nos villes et nos campagnes. Et je ne parle pas des « boulevards » de banlieue bordés par les stationnements démesurés des centres commerciaux, des bâtiments industriels d'une laideur agressive ou de la tempête de revêtements de vinyle et d'aluminium qui s'est abattue sur les vieilles demeures de nos régions. Et par-dessus tout, l'espace, le simple espace, partout considéré comme un vide à remplir sans égard à ce qui l'environne.

La grande excuse, évidemment, c'est l'économie : il est, paraît-il, moins cher de faire laid (ce qui est loin d'être démontré). Dans un monde où l'économie est l'horizon indépassable de toute vie sociale, c'est l'excuse suprême et il n'y aurait plus qu'à baisser les bras. Mais cette excuse, comme toutes celles qui se rapportent aux contraintes économiques invoquées *ad nauseam* par nos dirigeants et leurs hommes liges des médias, n'est rien d'autre qu'un prétexte : l'économie n'est pas une fatalité de la nature, c'est une construction humaine. Il semble bien alors que nous voulions cette laideur, ou à tout le moins que nous nous y complaisions.

Il n'y a peut-être rien à faire lorsqu'un entrepreneur privé construit un complexe de salles de cinéma en forme de vaisseau spatial et appelle cela de l'art (encore que des règlements d'aménagement urbain conséquents auraient pu limiter les dégâts), mais enfin, pour ce qui est des espaces publics, nous sommes en principe collectivement responsables. À Montréal, pour un « quartier des spectacles » moderne et aseptisé, dont les places sont un haut lieu de l'enrégimentement festivalier mais qui restent désertes dix mois par année, combien y a-t-il de rues commerciales délabrées, sales et tristes ?

Cela nous dit quelque chose de nous-mêmes. Certes, avec la passion du jardinage qui s'est développée ces dernières années, beaucoup d'espaces privés se sont enjolivés et, du coup, des rues, des villages sont devenus plus coquets. Mais un peu partout au Québec, il y a un abandon des espaces publics. Le déplacement du commerce vers Internet et vers les galeries commerciales y est sans doute pour quelque chose, mais c'est tout simplement un même aspect du même problème : une désaffectation pour ce qui est commun.

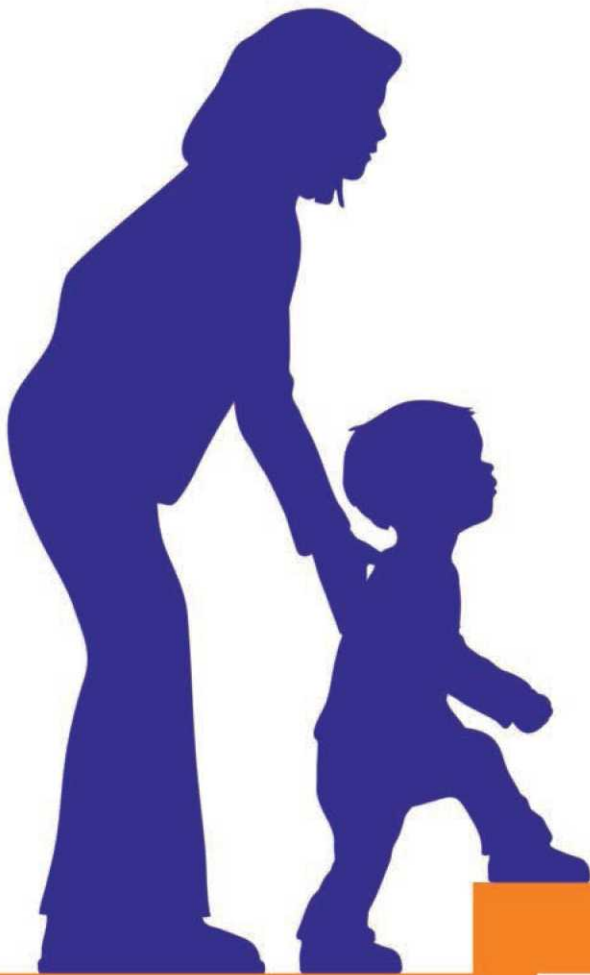
Ainsi, nous prenons soin de nos intérieurs, de nos jardins et de nos maisons, mais il semble bien que nous ne nous soucions pas beaucoup des espaces publics. Une telle affirmation fera la joie des néolibéraux, bien sûr : « vous voyez bien, diront-ils, que la propriété privée est la solution ». Qu'elle fasse au contraire partie du problème, et que l'évasion fiscale et les malversations des entreprises et des possédants privent les municipalités de ressources essentielles ne leur viendrait probablement pas à l'esprit.

Mais au-delà de l'économie (encore), ce qui est en cause, c'est notre rapport aux espaces publics et, en fin de compte, à ce qui est commun. Chaque tag, chaque déchet balancé à la rue, chaque intervention sauvage sur le patrimoine bâti, chaque panneau-réclame défigurant un beau paysage, chaque arbre abattu pour rien est une incivilité et rend la vie plus laide. Il est essentiel de retrouver le sens du commun, et de défendre ce qui appartient à tout un chacun, car la beauté est nécessaire : elle est comme la signature du Bien. ©

1. En ouverture du colloque *Cégep inc., la destruction programmée de la culture*, organisé par la Nouvelle alliance pour la philosophie au collège (NAPAC). En ligne sur YouTube.

UN RÉSEAU
QUI FAIT
grandir

À LA DÉFENSE
DE NOS SERVICES
DE GARDE
ÉDUCATIFS



REFUSONS
L'AUSTÉRITÉ

CSN.QC.CA

 LACSN



LE DEVOIR

VOTRE QUOTIDIEN COMME VOUS NE L'AVEZ JAMAIS LU.

À découvrir dans la nouvelle version de l'application :

- Une expérience de lecture optimisée
- Des alertes et notifications : pour rester à l'affût de l'actualité partout, en tout temps
- Trois articles gratuits par jour

Téléchargez l'application, abonnez-vous et profitez du premier mois gratuit.

